UNE ORGIE DE CHRYSANTHÈMES

Plus de 2,000 de ces plantes font la joie de milliers de visiteurs jusqu'au 15 décembre au Jardin botanique de Montréal.

photo Robert Mailloux, LA PRESSE

DU FOOTBALL DIMANCHE
APRÈS UNE GRÈVE DE 57 JOURS

page D 2

SPORTS

NFL

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

la presse

samedi/dimanche

1 $ MONTRÉAL, SAMEDI 20 NOVEMBRE 1982, 98e ANNÉE, nº 270, 234 PAGES, 12 CAHIERS •

CHEZ CLOUTIER
Tél.: 384-4990
SERGE PARENT, PHARMACIEN
1221 EST, RUE FLEURY
OUVERT DE 9h à 23h / LIVRAISON 7 JOURS

LA GRÈVE GÉNÉRALE REPORTÉE D'AU MOINS UNE SEMAINE

■ **Le Front commun CSN-CEQ-FTQ a reporté d'une semaine au moins sa menace de grève générale, consentant à reprendre les négociations sur la base d'un compromis qui pourrait aller jusqu'au gel des salaires de ses 200,000 membres. Les coordonnateurs des trois centrales syndicales ont fait savoir qu'ils avaient été autorisés à explorer de nouvelles possibilités d'entente, entre autres un gel modulé des salaires pour une période de temps qu'il conviendra de déterminer.**

page B 1

UN GROUPE DE MALADES ET MGR GRÉGOIRE EN APPELLENT À LA GÉNÉROSITÉ DES CITOYENS

ÉDITO

DES PROGRÈS DANS LE SECTEUR PUBLIC

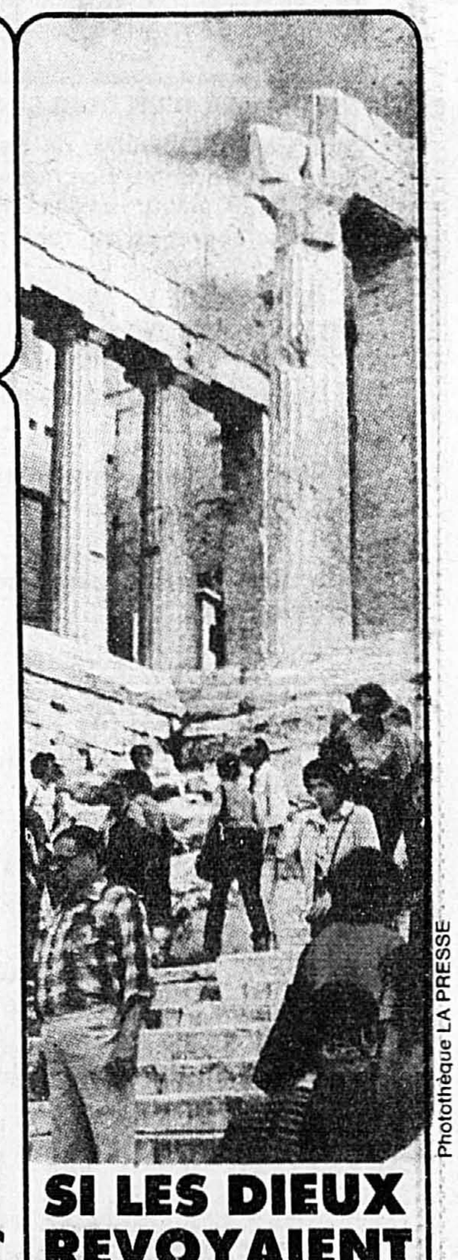
PAR MICHEL ROY

page A 6

EX-CONFIDENT DE LÉVESQUE DEVENU LIBÉRAL

LE DR MARC LAVALLÉE DIT AVOIR NÉGOCIÉ UN DON DE $300,000 DE LA FRANCE AU PQ

page A 7



Photothèque LA PRESSE

LES MAISONS DE CHAMBRES: UN TYPE DE LOGEMENT EN VOIE DE DISPARAÎTRE À MONTRÉAL

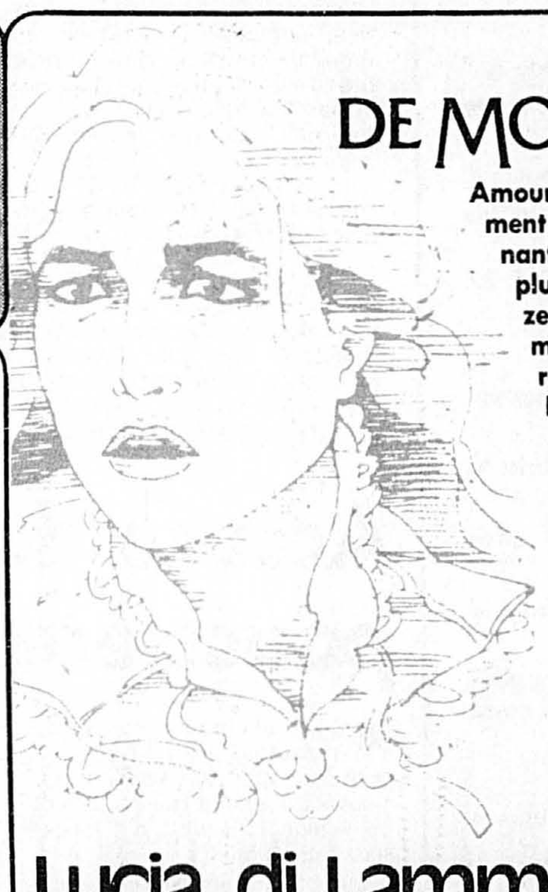
page A 12

ÉLECTION AU BRÉSIL: OPPOSITION FORTE

page D 17

SOMMAIRE 4

Annonces classées	A 15, D 6, F 2 à F 23
Arts et Lettres	C 1 à C 25
—Cinéma	C 14
Bandes dessinées	Z 8
Bricolage	F 5
Carrières et professions	Z 1 à Z 7
Décès, naissances, etc.	D 16
Économie	A 12 à A 19
Êtes-vous observateur?	F 9
FEUILLETON	F 11
Jardinage	F 6
Le monde	D 17
Loisirs et récréation	Y 14
Quoi faire en fin de semaine	C 22
Restaurants	C 26 à C 28
Sciences	Z 10
Sports	D 1 à D 9
—Chasse et pêche	D 7
Télévision	C 23
—Télé-câble	C 20
Timbres	Z 9
Vacances-voyages	Y 1 à Y 16



L'OPÉRA DE MONTRÉAL

Amour, meurtre et folie forment les thèmes dominants de cet opéra, le plus important de Donizetti, qui prend l'affiche mardi soir pour sept représentations à la Place des Arts. «Lucia di Lammermoor», c'est l'histoire de deux famillles qui se détestent, avec tout ce que le roman original de Sir Walter Scott, «The Bride of Lammermoor» peut contenir d'intrigues, à la mode début XIXe siècle.

page C1

Lucia di Lammermoor

SI LES DIEUX REVOYAIENT ATHÈNES...

page Y1

DES SUGGESTIONS DE CADEAUX PAR CENTAINES
UN ENCART DANS la presse D'AUJOURD'HUI

BIENTÔT NOËL

DANS Le Magazine Perspectives SPÉCIAL TROUVAILLES CADEAUX

Super Loto
loto-québec
VOTRE MEILLEURE CHANCE DE DEVENIR MILLIONNAIRE À LA LOTERIE
4 GROS LOTS DE 1 MILLION $
5 lots de 100 000 $ chaque mois

samedi dimanche

JARDINAGE

Paul Pouliot décrit une méthode efficace de se fabriquer un compost de qualité.

page F 6

BRICOLAGE

Louis Thivierge explique comment fabriquer un petit bar peu coûteux.

page F 4

LE MONDE

URSS : Les instances dirigeantes soviétiques commencent en fin de semaine à mettre en place la nouvelle hiérarchie. Le comité central du PC se réunit lundi et il y serait question de la succession de Brejnev à la tête de l'État.

CHINE : Important remaniement du gouvernement avec l'arrivée de nouveaux ministres de la Défense et des Affaires étrangères, soit Zhang Aiping et Wu Xueqian

page D 17

ÉCONOMIE

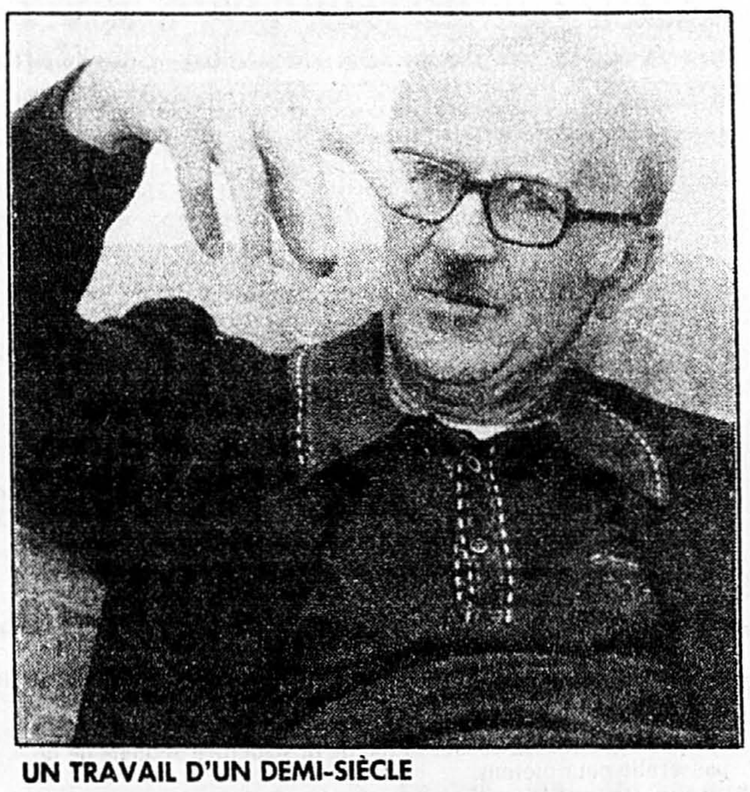
Vente de bière et vin : Steinberg réclame que tous les détaillants en alimentation soient sur un pied d'égalité.

page A 12

La population de l'Abitibi-Témiscamingue est offusquée, pour ne pas dire scandalisée, par le geste de la SEBJ qui a plié bagage à la Baie James en faisant une flambée avec bon nombre de quartiers d'habitation aménagé à grands frais.

page A 13

VIVRE AUJOURD'HUI



UN TRAVAIL D'UN DEMI-SIÈCLE

Mgr Gérard Letendre, de Sherbrooke, a mis trois ans et demi à parachever l'oeuvre de Walter Letendre qui avait travaillé 50 ans à la réalisation d'une généalogie des familles Letendre, un ouvrage qui couvre 1800 pages.

page E 1

CHRONIQUES

■ Lysiane Gagnon : Triste anniversaire.

page A 7

■ Claire Dutrisac : Une bonne combine pour exploiter le vieil âge?

page E 1

■ Jacques Benoît : Pour apprendre à goûter, boire toutes sortes de vins

page C 27

PLEINS FEUX

■ Michel Roesler : En Pologne, c'est le début de l'après-Solidarité...

■ Pierre Vincent : Malgré l'urgence, Lévesque reporte la réforme du régime des rentes d'un an.

■ Mariane Favreau : Ryan critique sans le démolir le projet de la réforme Laurin.

■ Louis Falardeau : Par son ultimatum, Lévesque abolit le droit de grève dans le secteur public.

■ Gilbert Lavoie : Les péquistes et les conservateurs passent à côté des vrais problèmes au sujet de la liste noire fédérale.

■ Gilles Gauthier : Des plans pour sauver Sidbec...

pages A 8 et A 9

VACANCES VOYAGE

MEXIQUE : Liliane Lacroix a effectué le seul genre de voyage qu'elle aime; elle a vécu avec les gens de Cuernavaca, dans le petit État de Morelos... quelque part entre Mexico et Acapulco.

page Y 5

DUBLIN : Une ville de grande culture qui, outre ses monuments, offre un accueil tout à fait extraordinaire.

page Y 16

SPORTS

ACTON VERSUS STASTNY — Au lendemain de l'affrontement entre les Nordiques et le Canadien, l'efficacité de Keith Acton contre l'excellent Peter Stastny fait l'unanimité.

pages D 1 et D 3

LA NFL AU TRAVAIL — L'action reprend demain dans la Ligue nationale de football après une grève qui aura duré 57 jours. Les joueurs retournent sur le terrain mais les problèmes de négociations ne seraient pas entièrement réglés.

page D 2

18,000 personnes acclament Luciano Pavarotti au Forum

LUCIANO PAVAROTTI, ténor. Avec l'Orchestre Symphonique de Montréal. Chef invité: Emerson Buckley. Concert-bénéfice, hier soir, au Forum.

Programme:
Ouverture de *Nabucco*..Verdi
Air de Mario Cavaradossi, «Recondita armonia», au 1er acte de *Tosca*..Puccini
Air d'Oronte, «La mia letizia infondere», au 2e acte de *I Lombardi alla Prima Crociata*..Verdi
Intermezzo de *Manon Lescaut*..Puccini
Air du Chevalier de Grieux, «Donna non vidi mai», au 1er acte de *Manon Lescaut*..Puccini
Air de Federico, «È la solita storia» («Lamento»), au 2e acte de *L'Arlesiana*..Cilèa
Récitatif et air d'Edgardo, «Tombe degl'avi miei...Fra poco a me ricovero», au 3e acte de *Lucia di Lammermoor*..Donizetti
Ouverture de *Il Viaggio a Reims*..Rossini
Récitatif et air de Canio, «Recitar!...Vesti la giubba», au 1er acte de *Pagliacci*..Leoncavallo
Ballet du 2e acte de *Aida*..Verdi
Air de Mario Cavaradossi, «E lucevan le stelle», au 3e acte de *Tosca*..Puccini

CLAUDE GINGRAS

■ À l'entracte, on se demandait ce qui se passait.

En première partie, Pavarotti — saluant les bras en croix (comme crucifié par la gloire...), son fameux mouchoir blanc pendant de sa main gauche — avait chanté quatre airs, au milieu d'évidents problèmes vocaux. Ce qui avait pu passer pour un chat dans la gorge, dans le premier air, «Recondita armonia», n'était plus un chat mais un détestable petit parasite qui accompagna le chanteur dans les trois airs suivants, c'est-à-dire jusqu'au «Lamento di Federico» inclus. La voix comme telle était restée partout très belle, l'articulation très nette et la justesse, absolument irréprochable, mais il y avait cet enrouement, qui venait à tout moment voiler la production vocale.

Le chanteur en était manifestement conscient, et la seule expression digne de ce nom qui accompagna l'exécution de ces quatre premiers airs était moins celle de Mario Cavaradossi, d'Oronte, du Chevalier des Grieux et du Frédéri de Daudet et Cilèa, que celle, affligée, de Luciano Pavarotti qui, non pas parce qu'il a 47 ans mais parce qu'il chante trop, qu'il chante trop n'importe quoi, qui se multiplie trop à droite et à gauche, qui force sa voix, sent celle-ci se détériorer.

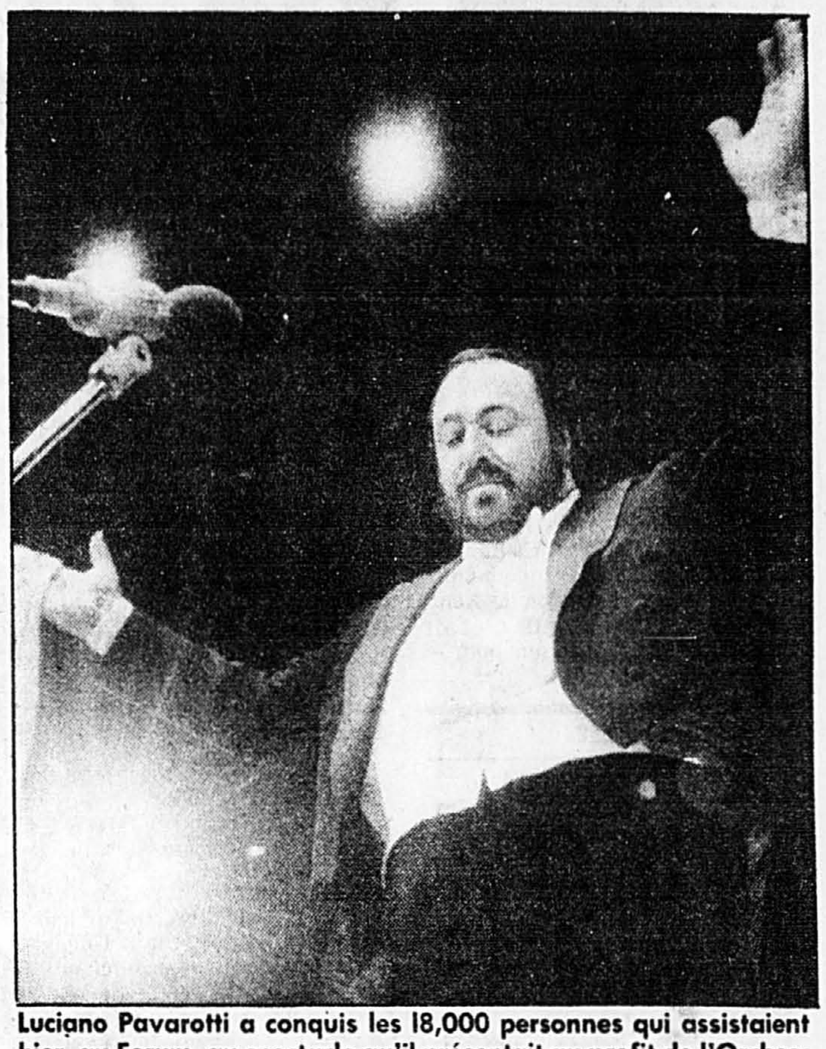
Pavarotti a récemment tourné un film — *Yes, Giorgio* — dans lequel il incarne un chanteur aux prises avec des problèmes vocaux. Le film — personne ne s'en doutait, lui encore moins que quiconque — serait donc autobiographique...

Le public lui-même — plus de 17,000 personnes — qui lui avait fait une ovation debout, à son entrée en scène, à 20h24, applaudit cette première partie mais sans faire entendre de bravos; on entendit aussi des sifflets (qui, bien sûr, dans ce pays, peuvent être interprétés de deux façons différentes...)

Ce public fut également déçu de constater que la sonorisation n'était pas du tout celle qu'on lui avait promise. La voix était recueillie par deux microphones placés devant le chanteur et très nettement *amplifiée* par 28 haut-parleurs juchés au-dessus de lui, haut-parleurs qui par ailleurs donnaient aux cordes de l'orchestre un son assez métallique.

Le chanteur passa manifestement le temps de l'entracte à rectifier sa «situation vocale». Rentré en scène, il offrit, de la grande Scène du tombeau au dernier acte de *Lucia di Lammermoor*, une interprétation absolument inoubliable: irréprochable techniquement, sublime vocalement (à l'exception d'un très bref signe de l'enrouement de tout à l'heure, vers la fin) et émouvante à tirer les larmes. Je ne croyais pas Pavarotti capable d'atteindre de tels sommets d'émotion. J'ajouterai même que le public ne se rend probablement pas compte du degré de beauté et de noblesse de cette interprétation du récitatif et air de *Lucia*.

Les fameux «Sanglots de Paillasse» furent, également, mémorables: Pavarotti, ayant retrouvé sa voix, c'est-à-dire tous ses moyens, joua véritablement devant nous le tragique personnage de Canio. L'enrouement ne se manifesta à peu près plus jusqu'à la fin du concert. «E lucevan le stelle» provoqua une ovation — délirante, cette fois — de la part des 17,000 personnes debout, et à laquelle le chanteur répondit par des saluts vers la foule et vers les gens placés derrière lui, par des baisers, les bras en croix encore, des sourires, etc.



Luciano Pavarotti a conquis les 18,000 personnes qui assistaient hier, au Forum, au spectacle qu'il présentait au profit de l'Orchestre symphonique de Montréal Photo Armand Trottier LA PRESSE

Rappelant son chef d'orchestre — qu'on avait d'abord pris pour le Colonel Sanders mais qui se révéla un fort bon accompagnateur en la personne de Emerson Buckley — Pavarotti ajouta au programme imprimé l'air célèbre de *L'Elisir d'amore*, de Donizetti, «Una furtiva lagrima», et — j'ai alors cru que le Forum allait s'écrouler — le célébrissime *Torna a Surriento*.

Un inspecteur de la GRC libéré sans conditions

LEOPOLD LIZOTTE

■ Alors qu'il devait subir son procès dès lundi, devant jury, pour l'enlèvement et la séquestration d'un jeune avocat montréalais, en 1972, et ce dans le but de le recruter comme informateur, l'inspecteur Bernard Blier, de la Gendarmerie Royale, a enrégistré un aveu-surprise à la deuxième accusation, hier après-midi, et obtenu immédiatement la plus grande mesure de clémence possible, de la part du juge André Chaloux, soit une libération inconditionnelle, qui le laisse sans antécédent judiciaire, et lui permet de continuer sa carrière comme policier fédéral.

C'est la première poursuite qui aboutit de cette façon, depuis la tenue des enquêtes Macdonald et Keable, et on a par ailleurs appris que le quadragénaire qui a déjà passé la moitié de sa vie dans la Gendarmerie Royale, a été assigné comme témoin au procés de son compagnon de travail Richard Daigle, qui devrait normalement débuter la semaine prochaine devant un jury de langue anglaise.

La clémence accordée par le juge Chaloux résulte par ailleurs de la suggestion commune formulée tour à tour par le procureur de l'accusé, Me Harvey Yarosky, et le procureur-chef de la Couronne, Me Jean-Pierre Bonin.

Le premier avait tout d'abord relaté succintement les circonstances du crime reproché au prévenu, soit «l'invitation» faite en juin 1972 à un jeune stagiaire de la Commune juridique dirigée par Me Robert Lemieux, Me André Chamard, à monter dans une voiture banalisée de la GRC, alors qu'il venait de prendre le chemin du Palais de Justice. Se croyant apparemment appréhendé, le jeune avocat avait, sans résistance, été conduit dans la direction de Saint-Hyatinthe, et finalement dans un cul-de-sac où l'on avait stationné le véhicule, pour tenter de l'amener à servir d'informateur sur les relations pouvant exister entre des détenus pour terrorisme et ce bureau d'avocats que l'on tentait de surveiller de plus en plus étroitement.

Le jeune Chamard avait ensuite été abandonné sur une route secondaire déserte, et il lui avat fallu revenir dans la métropole par ses propres moyens

L'avocat du prévenu soutient que son client a été lourdement châtié, déjà, par l'énorme publicité faite autour de cette affaire et par le fait qu'il a du vivre pendant des années, tout d'abord avec l'appréhension d'être inculpé, puis par la crainte d'être condamné et de voir sa carrière policière ruinée.

En accordant au prévenu la libération inconditionnelle souhaitée, le juge Chaloux fit remarquer que, de toute évidence, Blier avait montré plus de respect pour ses supérieurs que pour la loi à laquelle il devait rester soumis comme tout le monde.

Mais il convint que le tout avait été fait dans une tentative de mieux servir la collectivité et que l'excellent travail qu'il a accompli depuis cette époque démontre qu'il est déjà réhabilité, ce travail bien fait lui ayant même mérité une promotion d'importance, il y a quelques années.

Les aveux de Blier lui sont évidemment tout personnels, mais il n'est maintenant pas impensable que certains de ses confrères de travail, embarqués dans le même bateau, soient enclins à l'imiter ultérieurement, en raison de l'attitude adoptée par le procureur-général du Québec, devant la suggestion de clémence totale faite par la défense, et agréée par la Couronne, dans ce premier cas.

Accusé de vol de poussière d'argent

■ La poussière n'est généralement pas chose fortement convoitée par les voleurs, qui peuvent même la trouver gênante, lorsqu'il risquent d'y laisser leurs empreintes.

Mais il y a poussière et poussière.

Denis Pellerin, pour sa part, aurait affectionné (et cela peut se comprendre) la poussière d'argent, que l'on peut notamment récupérer dans les centres de radiologie, au moment du nettoyage des appareils de Rayons-X ou de la disposition des pellicules usées.

Mais ce «hobby» apparemment fort payant l'a conduit hier après-midi devant le juge Jean Falardeau, où il a été accusé à la fois de vol, recel, supposition de personne et fraude.

Et il se peut qu'il soit amené à faire son petit tour de plusieurs autres palais de justice du Québec. Dès hier, d'ailleurs, il a pris le chemin de Saint-Jérôme pour y être accusé de délits commis à Ste-Agathe, semblables à ceux dont on l'a accusés à Montréal.

Il serait passé dans les hôpitaux en lieux et place du récupérateur officiel, qui avait une entente avec ces institutions, et il aurait pu réussir à tromper parce qu'il avait déjà travaillé dans une entreprise semblable.

On compte que la valeur de la poussière ainsi volée d'adroite façon s'élèverait, au bout du compte, à une somme fort importante, compte tenu du prix courant toujours élevé de ce métal, une fois recyclé.

Devant la cour montréalaise, le jeune débrouillard a nié toute culpabilité, choisi un procès devant jury, et son enquête préliminaire a été reportée au 30.

la presse

RENSEIGNEMENTS 285-7272

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTEE, 7, rue Saint-Jacques, Montreal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également reservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400». Port de retour garanti.

ABONNEMENT	285-6911	**ANNONCES CLASSÉES**	
Le service des abonnements est ouvert de 7h à 18h		Commandes du lundi au vendredi 9h à 17h	285-7111
RÉDACTION	285-7070	Pour changer du lundi au vendredi 9h à 16h30	285-7205
PROMOTION	285-7100	**GRANDES ANNONCES**	
COMPTABILITÉ		Détaillants	285-7202
Grandes annonces	285-6892	National, Télé-Presse	285-7306
Annonces classées	285-6901	Vacances, voyages	285-7265
		Carrières et professions, nominations	285-7320

LA MÉTÉO

AUJOURD'HUI: Min.: 2 Max.: 12
ENSOLEILLÉ
DEMAIN: PEU DE CHANGEMENT

La Quotidienne
Tirage d'hier: 0909 | Numéro-boni

Québec

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	2	10	Averses
Outaouais	0	12	Ensoleillé
Laurentides	0	12	Ensoleillé
Cantons de l'Est	−2	10	Ensoleillé
Mauricie	−4	8	Ensoleillé
Québec	−2	6	Ensoleillé
Lac-Saint-Jean	−4	8	Ensoleillé
Rimouski	−7	6	Ensoleillé
Gaspésie	−7	6	Ensoleillé
Baie-Comeau	−8	5	Ensoleillé
Sept-Iles	−8	5	Ensoleillé

Canada

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Victoria	0	5	Averses
Edmonton	−19	−12	Neige
Regina	−15	−5	Venteux
Winnipeg	−10	0	Venteux
Toronto	8	11	Averses
Fredericton	2	10	Ensoleillé
Halifax	3	8	Nuageux
Charlottetown	2	9	Ensoleillé
Saint-Jean	1	5	Ensoleillé

États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	3	9	Nlle-Orléans	19	25
Buffalo	5	14	Pittsburgh	6	15
Chicago	11	18	S. Francisco	12	16
Miami	21	27	Washington	8	16
New York	13	18	Dallas	14	16

les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	9	12	Madrid	1	14
Athènes	12	16	Moscou	2	9
Acapulco	22	33	Mexico	16	24
Berlin	5	10	Oslo	−3	−2
Bruxelles	4	9	Paris	4	12
Buenos Aires	16	24	Rome	6	14
Copenhague	6	8	Séoul	8	12
Genève	3	10	Stockholm	−1	2
Hong Kong	21	24	Tokyo	13	18
Le Caire	14	23	Trinidad	19	30
Lisbonne	10	17	Vienne	2	5
Londres	7	10			

LOTO 6/36
Les six numéros gagnants sont:
6 — 11 — 12 — 20 — 22 — 25
complémentaire: 5
Les numéros du mise-tôt sont:
1 — 9 — 10 — 12

PROVINCIAL
Le numéro gagnant du gros lot de $500,000 est 4903635

MINI-LOTO
Le billet numéro 248092 rapporte $50,000

AVEC LE COMPLEXE GUY-FAVREAU

Fin des grands projets fédéraux au Québec

ROMÉO LEBLANC SOULIGNE QU'OTTAWA CONCENTRERA DORÉNAVANT SON ACTION DANS LE DOMAINE DOMICILIAIRE

Le Complexe Guy-Favreau, situé face au Complexe Desjardins, dans le centre-ville de Montréal, sera parachevé plus tôt que prévu.

À moins d'imprévus, en effet, les travaux seront terminés avant la fin de 1983 et l'on assistera alors à l'occupation des deux immeubles à bureaux par les fonctionnaires fédéraux de la région de Montréal, occupation qui n'était originellement prévue que pour le printemps 1984

PIERRE VENNAT

Si la nouvelle est excellente pour tous ceux qui attendent avec impatience d'occuper les lieux, les quelques centaines d'ouvriers qui y travaillent et qui deviendront, par la force des choses, chômeurs peut-être plus tôt que prévu, devront chercher dans la construction domiciliaire de nouveaux débouchés.

Le ministre des Travaux publics, Roméo Leblanc, qui est également responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logements, a en effet déclaré hier midi, suite à une visite du chantier, qu'aucun autre projet du genre n'était envisagé au Québec par le gouvernement fédéral à l'heure actuelle.

Ceci dit, les efforts d'Ottawa dans la construction domiciliaire au Québec seront importants dit-il.

Ainsi, au seul Complexe Guy Favreau, on construira deux tours qui comprendront 87 logements d'une chambre à coucher, 45 de deux chambres et six logements de trois chambres, soit un total de 138 unités nouvelles de logement dans le centre-ville de Montréal.

L'administration du projet est confiée à la Société municipale d'habitation de Montréal, la SCHL assurant un prêt hypothécaire de l'ordre de $7 millions.

Par ailleurs, deux autres tours de logement comprenant 178 logements seront mises en chantier d'ici peu. Cette deuxième phase est estimée à $9 millions de dollars. Elle est parrainée par Habitations Desjardins du centre-ville, un organisme sans but lucratif formé par la Fédération des Caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'ouest du Québec. Ottawa fournira des subventions pour environ $1,3 million dans ce projet.

M. Leblanc a évidemment profité de l'occasion qu'il avait de rencontrer les journalistes montréalais pour les assurer que le cabinet Trudeau est bien conscient des difficultés économiques du Québec et décidé à faire quelque chose et que justement, son gouvernement a contribué à la construction de plus de 3 000 unités de logement au Québec, en 1982 souvent et que les subventions accordées représentent, à ce seul chapitre, près de $465 millions, répartis sur les 35 prochaines années.

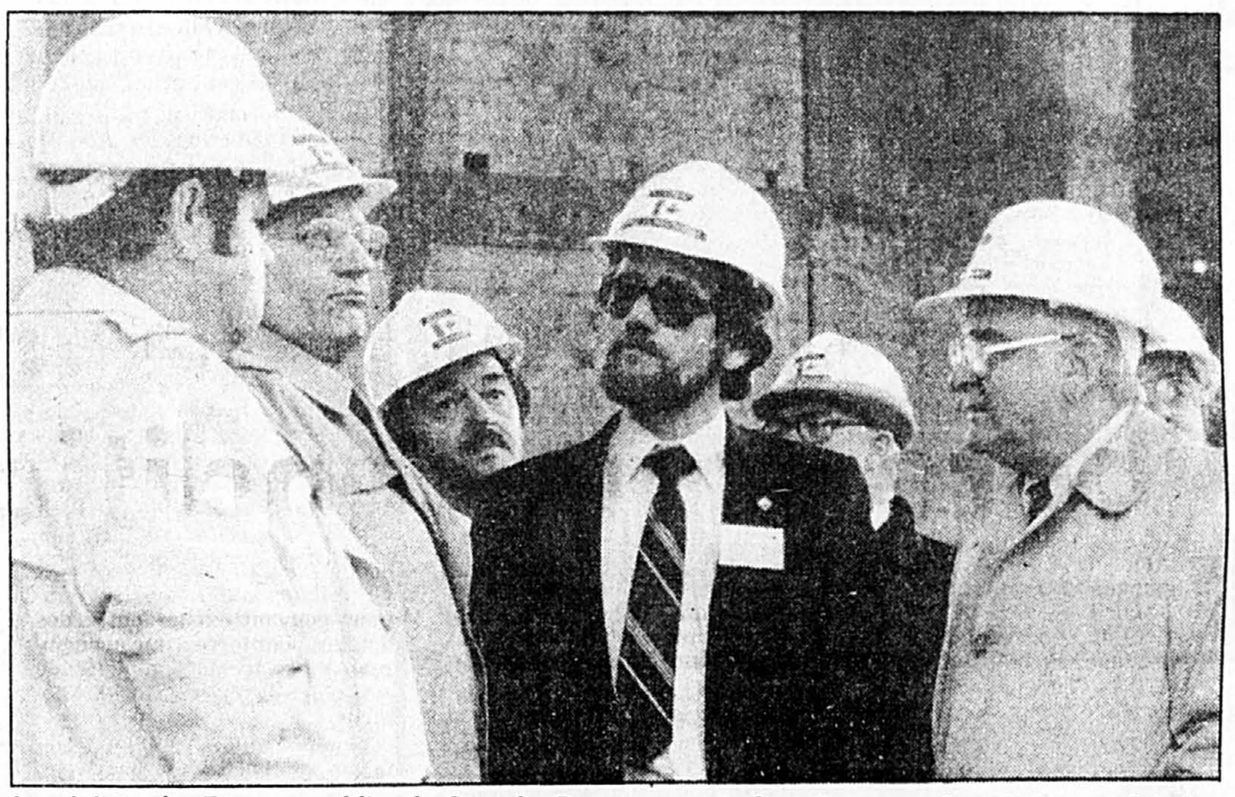
Le ministre était accompagné de trois députés fédéraux, soit son adjoint parlementaire, Jean-Claude Malépart, de Sainte-Marie; Jacques Guilbeault, de Saint-Jacques, là où est situé le Complexe Desjardins et Raymond Savard, de Verdun.

Au même moment, un autre ministre fédéral, Gilles Lamontagne, responsable de la Défense nationale, attirait les médias dans le port de Montréal.

Quant à eux, les députés fédéraux de l'île Jésus, parmi lesquels la présidente des Communes, Jeanne Sauvé, qui représente un des comtés de Laval à Ottawa, donnaient une conférence de presse dans l'après-midi à l'hôtel de ville de l'endroit pour annoncer une injection de plus de $1 million pour l'aménagement des berges et de pistes cyclabes à Laval.

Le Parti libéral fédéral ayant maintenant un nouveau directeur des communications au Québec, en la personne de M. Stéphane Chennec, il n'en fallait pas plus pour se demander si les députés libéraux fédéraux, à l'instar de leurs adversaires traditionnels les députés péquistes du grand Montréal, avaient l'intention de se lancer dans une opération de « visibilité accrue » sur la scène publique.

Le député de Saint-Jacques, M. Jacques Guilbault, a déclaré à LA PRESSE qu'aucune stratégie n'avait été élaborée là-dessus et que la preuve en était qu'il ignorait que le ministre Lamontagne se trouvait à Montréal, dans le port, en même temps que M. Leblanc, lui, était au Complexe Guy-Favreau.



Le ministre des Travaux publics du Canada, Roméo Leblanc, accompagné de trois députés libéraux du grand Montréal, a visité hier le chantier du Complexe Guy-Favreau, où les travaux progressent plus vite que prévu. Finis toutefois les grands projets du genre au Québec, du moins pour un bon moment.

photo Luc Perreault, LA PRESSE

CTCUM: les chauffeurs refusent toujours de signer la convention

À moins que les membres en décident autrement, La Fraternité des chauffeurs d'autobus et des opérateurs de métro ne signera pas de convention collective tant qu'il n'y aura pas d'entente avec la CTCUM sur un protocole de retour au travail.

Le président Jacques Bigeault se dit prêt à reprendre les pourparlers avec la CTCUM pour essayer de s'entendre sur un protocole satisfaisant. Si une entente s'avère impossible, il ira voir ses membres afin de déterminer quels moyens prendre pour obtenir gain de cause.

LISA BINSSE

C'est la réponse qu'il a donné hier à la lettre de Lawrence Hanigan, le président directeur général de la CTCUM.

Dans cette lettre, M. Hanigan invite la fraternité à signer dès maintenant la convention collective, sur laquelle il y a entente depuis presque deux mois, afin que les quelque 4 000 membres puissent bénéficier le plus rapidement possible de leur rétroactivité et des nouveaux taux de salaires.

Quant au reste, M. Hanigan rappelle que la commission est toujours disponible « pour discuter et, le cas échéant, trouver des solutions raisonnables à tout problème qui pourrait exister ».

Dans sa lettre à la fraternité, M. Hanigan ne répond pas à la demande syndicale de soumettre à l'arbitrage obligatoire les quatre points majeurs en suspens dans le protocole : trois congédiements, trois suspensions survenues en mai dernier; le paiement du temps perdu (variant de deux à quinze jours) pour les 130 travailleurs mis à pied et deux jours de salaires non-payés lors du lock-out de la CTCUM en janvier 1982 lors d'une grève des employés de l'entretien.

Les employés de bureau de la CTCUM ont signé leur convention collective cette semaine. Quant aux employés de l'entretien, ils s'apprêtent à se joindre à la grève générale, illimitée et illégale des syndiqués du front commun CSN-FTQ-CEQ lorsqu'elle sera déclenchée.

FERMÉE DEPUIS LE 5 NOVEMBRE

Biscuits David revivra la semaine prochaine

La Biscuiterie David revivra la semaine prochaine. La compagnie l'a fermée le 5 novembre parce qu'elle était convaincue qu'aucun règlement n'était possible avec ses 444 salariés; mais elle revient sur sa décision cette semaine à la suite de négociations intensives, provoquées par l'intervention personnelle du ministre délégué au Travail, Reynald Fréchette.

LISA BINSSE

Le lock-out a été décrété en juin, et la reprise se fera doucement, selon les besoins de la production. Le rappel des employés ira progessivement et, selon un porte-parole patronal, il est encore trop tôt pour savoir si tous les employés seront rappelés

L'entente signée mercredi est le fruit d'intenses négociations commencés à la fin de la semaine dernière alors que le ministre Fréchette nommait deux médiateurs. Un hypothèse de réglement, déposé vendredi dernier, a été rapidement accepté par les parties. Les négociations ont continué au début de la semaine et ont abouti.

En vertu de cette entente, les travailleurs ont accepté (dans une proportion de 92 p. cent) les offres patronales d'une convention de 30 mois. De son côté, la compagnie se rend aux conditions syndicales relatives au protocole de retour au travail. Sur ce point, Biscuits David tenait à congédier cinq employés à la suite de gestes posés sur la ligne de piquetage. Ceux-ci sont effectivement congédiés mais le syndicat a obtenu le droit de les défendre en arbitrage.

Effective à partir de la date de la signature, le 17 novembre dernier, la nouvelle convention prendra fin en mai 1985. Elle prévoit des hausses horaires de $0,90 la première année, $0,90 la deuxième et $0,30 pour les six derniers mois. Le salaire horaire moyen en juin dernier était de $7,90.

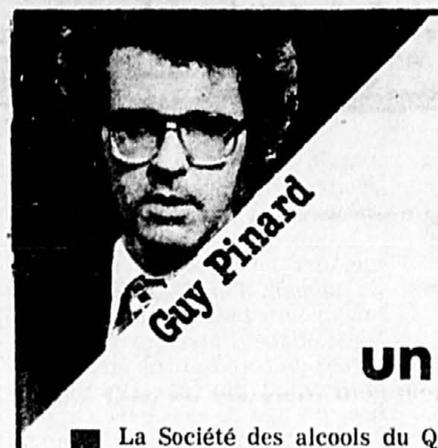
« Les derniers événements, a déclaré hier le président du syndicat CSN, Maurice Richard, ont démontré qu'il n'y avait pas de raison objective pour justifier une fermeture chez David, car le fond du contenu de la convention collective, l'ancienneté et les salaires, était réglé depuis déjà quelque temps »

Il a ajouté qu'il serait grandement temps que le Code du travail soit modifié de façon à vérifier concrètement et dans les plus brefs délais le sérieux d'une menace de fermeture comme celle de Biscuits David.

Le syndicat avait vivement réagi à la menace patronale de fermeture, au lendemain du rejet des offres, la qualifiant de « chantage visant à affaiblir le syndicat ». Lorsque ce « bluff » s'est concrétisé, le syndicat a alors sollicité l'intervention du ministre Fréchette afin d'obtenir la nomination d'un médiateur extraordinaire.

Louise Harel, député péquiste de Maisonneuve, est également intervenue auprès de M. Fréchette afin d'éviter la perte de plus de 500 emplois (incluant les 72 cadres de la compagnie) dans son comté.

Biscuits David est une division des Biscuits associés du Canada, dont la maison-mère est une multinationale britannique.



Guy Pinard

La SAQ forcée de créer un précédent

La Société des alcools du Québec créait récemment un dangereux précédent en acceptant de commercialiser une « *Cuvée du bonhomme* » (le mot « cuvée » est évidemment un peu fort) pour l'organisation du 29e Carnaval de Québec et en s'engageant à remettre à cette organisation $1 pour chaque bouteille vendue.

Cette décision étonne, car elle ouvre toute grande une porte que la société avait jusque là gardée judicieusement fermée. On peut se demander comment la société s'y prendra dorénavant pour refuser le même traitement au Carnaval du souvenir de Chicoutimi, au Festival western de Saint-Tite, à la Grande Corvée, et que sais-je encore.

Mais il fait bon de dire que, pour une fois, la SAQ n'a rien à se reprocher dans ce dossier où le ministère ne lui laissait pas d'autre choix que celui d'accepter. En effet, selon les informations reçues, l'entente tripartite ministère/SAQ/carnaval est en fait une entente bipartite ministère/carnaval ensuite imposée à la SAQ, laquelle a mis le ministère en garde devant les conséquences possibles de ce précédent. Un fait permet d'ajouter foi à cette affirmation : M. Claude Marier, porte-parole habituel de la SAQ, invite les journalistes à s'adresser au ministère pour toutes les questions concernant la *Cuvée du bonhomme*.

Politiques bafouées

Il faut savoir que ce précédent semble contrevenir à de nombreux articles de la politique de mise en marché de la SAQ, dont elle devra subir les conséquences même si elle n'y est pour rien. L'organisation du Carnaval de Québec n'est pas un restaurant au sens de la loi, et elle n'aurait normalement pas le droit de commercialiser une marque privée. Pour sa part, la SAQ joue le jeu en considérant ce produit comme s'il s'agissait d'un des vins de châteaux offerts occasionnellement aux consommateurs. Et elle déroge à une autre de ses politiques en autorisant l'organisation du Carnaval à promouvoir la vente (et même à prendre des commandes sur des formules de la SAQ) de cette cuvée spéciale auprès des restaurateurs de la région de Québec, tâche normalement réservée en exclusivité au personnel de la SAQ. La seule comparaison valable à ce sujet : la grande disponibilité des produits sur les lieux lors du récent Salon des vins et spiritueux.

Enfin, il est curieux de constater que la SAQ consentira à verser à l'organisation du carnaval $1 pour chaque bouteille de ce vin de coupage (préparé à partir de deux marques-maison de la SAQ) vendue $5,60 l'unité. Ce vin sera offert dans les succursales et les restaurants de la région de Québec entre le 3 janvier et le 28 février 1982. Comme on prévoit vendre de 3 000 à 5 000 caisses, l'organisation du Carnaval pourrait aller se chercher entre $35 000 et $60 000.

Consultation du public

Parcs Canada présentera mardi, mercredi et jeudi prochains des audiences publiques sur l'avenir du Parc historique national Côteau-du-Lac.

À la suite des fouilles archéologiques effectuées entre 1965 et 1968, le parc fut l'objet d'aménagements provisoires surtout destinés à l'accueil des visiteurs. La démarche actuelle vise à tâter le pouls de la population afin de connaître son opinion sur les deux options d'aménagement proposées.

L'option « A » comprendrait la **conservation du paysage actuel,** notamment par la stabilisation et l'exposition des fondations des bâtiments, la stabilisation et l'interprétation des vestiges du canal à écluses, la stabilisation des ouvrages défensifs en terre, la conservation sur ses fondations actuelles du blockhaus octogonal et la conservation de la structure actuelle de la passerelle pour piétons.

L'option « B » comprendrait la **reconstitution du paysage historique,** qui impliquera notamment la reconstitution du canal, la reconstitution volumétrique des ouvrages défensifs en terre, le déplacement vers ses fondations d'origine du blockhaus octogonal et la reconstitution du pont historique pour piétons.

Il est bien évident que la dernière option parait beaucoup plus attrayante pour les friands d'histoire. Mais après nous avoir mis l'eau à la bouche, Parcs Canada nous dit qu'il favorise l'option « A » pour divers motifs, notamment, dit-il, parce qu'elle s'inscrit mieux dans l'environnement actuel, paraît plus facile à concrétiser, et est plus conforme aux chartes internationales qui prévalent en matière de mise en valeur du patrimoine national.

Si le sujet vous intéresse, les audiences débuteront à 20 h les 23, 24 (en anglais) et 25 novembre, au pavillon Wilson 4-B, rue Principale, à Côteau-du-Lac.

L'évolution du vote d'opposition

Devant certaines affirmations selon lesquelles l'électorat montréalais avait décidé de renvoyer l'opposition chez elle lors du scrutin municipal de 1978, il vaut la peine d'examiner les résultats. En 1974, le RCM et l'indépendant Nat Aronoff avaient enlevé 44 p. cent des voix et 19 sièges. Quatre ans plus tard, le RCM et le GAM se partageaient le même pourcentage (44 p. cent) des votes... et deux sièges seulement. En 1982, les deux partis se partageaient (mais largement en faveur du RCM, qui incidemment obtiendra le remboursement prévu par la loi électorale dans 52 districts sur 57) 51 p. cent des voix et prenaient 18 sièges. Il est donc difficile de prétendre que l'électorat avait renvoyé l'opposition chez elle. C'est l'opposition elle-même qui s'était éliminée en se divisant...

Manque de jugement

Midi, mercredi 17 novembre. Une voiture de la Ville de Montréal (immatriculée GM4119, numéro d'identification du véhicule 146A78144) est arrêtée dans le couloir de gauche de l'avenue Viger, tout juste à l'ouest de Sanguinet, bloquant la circulation dans un couloir stratégique puisqu'il donne accès à la rampe de l'autoroute Ville-Marie. La voiture est arrêtée devant un terrain de stationnement municipal de sorte qu'elle ne passe certes pas inaperçue.

Trois heures plus tard, donc à 15 h, la voiture est toujours en place. Ou bien la voiture était en panne et il est incompréhensible qu'elle n'ait pas été remorquée en trois heures, ou bien elle était illégalement stationnée et la police aurait dû la faire remorquer depuis longtemps. Dans un cas comme dans l'autre, la situation est injustifiable.

Le cadet des De Luca en cellule

Denis De Luca, le cadet des deux fils du directeur intérimaire de la police de la CUM, qui avait obtenu sa libération sous cautionnement avant-hier, était déjà de retour dans les cellulles hier.

Quant à son aîné Marc, accusé, on le sait, de tentative de meurtre sur la personne d'un jeune homme, au bar *Valentina*, toujours à Pointe-Aux-Trembles, il doit attendre son enquête préliminaire en prison.

LA PARANOÏA EN DIX LEÇONS
LA VIOLENCE VERBALE À LA PORTÉE DE TOUS
VENGEZ-VOUS POUR VOTRE MIEUX-ÊTRE
JOB DE BRAS À L'HOSPICE!
NOTRE INVITÉE: FRANCE CASTEL

CROC
LE MAGAZINE QU'ON RIT!
EN VENTE PARTOUT

GRÂCE À SON PROGRAMME DE RÉCUPÉRATION DES COMPTES IMPAYÉS

Le fisc québécois s'est enrichi de $370 millions

■ QUÉBEC — Depuis qu'il a entrepris son programme spécial de récupération des comptes impayés, en avril 1978, le fisc québécois s'est enrichi de $370 millions. Et le ministre du Revenu, Alain Marcoux, prévoit des entrées de plusieurs autres dizaines de millions de dollars d'ici à la fin de la troisième phase de ce programme, le printemps prochain.

PIERRE VINCENT
de notre bureau de Québec

Le ministre Marcoux a confirmé, hier, à l'Assemblée nationale, au moment d'un débat avec questions commandé par le député libéral Michel Pagé, que 125,000 citoyens ou corporations étaient actuellement pourchassés par le fisc; il s'agit de gens qui n'ont pas payé leurs impôts depuis, parfois, presque vingt ans. Environ 400 fonctionnaires s'affairent à ces dossiers.

L'opposition libérale a vigoureusement dénoncé cette opération, la comparant tantôt à une «opération tactique de brigade spéciale» et tantôt d'opération de sauvetage «pour remplir les poches trouées de M. Parizeau».

Alors qu'il rapportait un cas d'une des victimes du fisc, le député libéral Gilles Rocheleau a eu, à un certain moment, cette envolée: «Je ne suis quand même pas tellement sensible de nature, mais j'étais pogné les yeux quasiment pleins d'eau. Cela n'a pas de maudit bon sens qu'on en soit rendu à déterrer des cas en-dessous des tablettes. C'est de la Gestapo direct au Québec!»

Son collègue Michel Pagé, lui, a mis en garde tous les citoyens du Québec de ne jamais jeter les documents relatifs à leurs déclarations d'impôt «parce que, un jour ou l'autre, le gouvernement du PQ (sic) peut venir vous réclamer des sommes d'argent pour des comptes qu'il prétendra que vous n'avez pas payés et qui peuvent remonter aussi loin qu'il y a dix-huit ans.»

Le ministre Marcoux a demandé à plusieurs reprises de bien distinguer entre les comptes à recevoir, que le gouvernement va chercher en ce moment et les avis de cotisation. Dans ce dernier cas, la loi est formelle: le gouvernement ne peut remonter à plus de quatre ans, s'il décide de contester votre déclaration d'impôt.

A l'instar des fiscalistes, les libéraux ont demandé, hier, au gouvernement de créer un tribunal administratif, une sorte de cour des petites créances pour les «victimes» du fisc, où le citoyen pourrait se défendre tout seul, et sans frais.

Alain Marcoux a fait savoir qu'il avait déjà demandé à ses fonctionnaires d'accélérer leur réflexion sur le sujet et d'activer les pourparlers avec l'association québécoise des fiscalistes.

DOSSIER DES JEUNES

Gilles Baril s'impatiente

■ QUÉBEC — Gilles Baril, le plus jeune député de l'Assemblée nationale, s'impatiente devant le peu d'action du gouvernement pour répondre aux problèmes des jeunes.

PIERRE VINCENT
de notre bureau de Québec

Dans une lettre qu'il vient de faire parvenir à ses collègues du Parti québécois, le député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue demande tant au parti qu'au gouvernement de «se brancher».

Gilles Baril s'inquiète, par ailleurs, que, quatre mois après l'engagement de Pointe-au-Pic de ramener 80,000 assistés sociaux sur le marché du travail, il n'a pas encore vu «l'ombre d'une cenne» pour des projets concernant les jeunes.

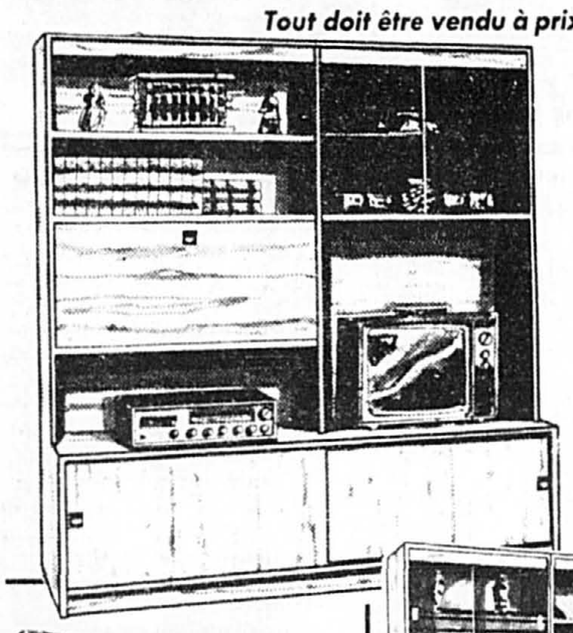
«Il m'apparaît que notre gouvernement avance à pas de sénateur dans ce dossier, et je me demande s'il n'accouchera pas d'une souris,» écrit-il.

Rappelant le consensus général de la société sur le fait que «nous sommes en train de sacrifier une génération» et souhaitant que le temps des beaux discours finisse, le député péquiste propose que l'on s'attaque tout de suite à modifier les règles du jeu. «Le plus grand obstacle des jeunes, fait-il valoir, c'est le blocage structurel. Tout ce qui est dans les conventions ou dans les décrets, ce sont autant de barrières pour la jeunesse.»

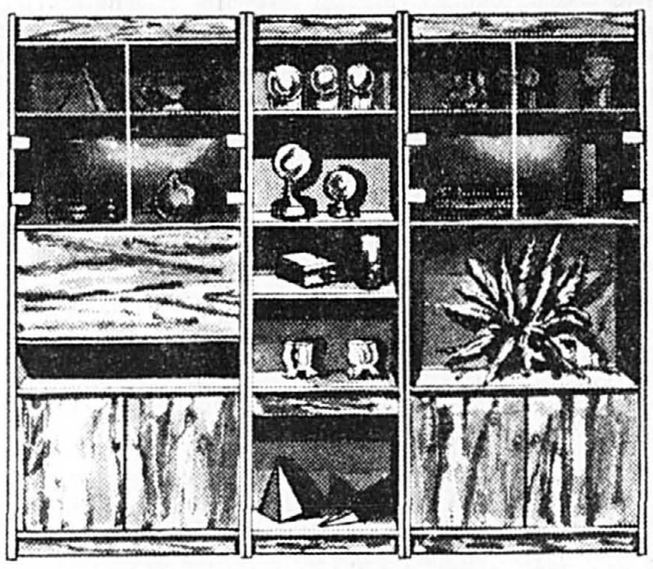
Photothèque LA PRESSE
Gilles Baril

Gilles Baril conclut sa lettre en soutenant que les jeunes suivront et le gouvernement et le parti, «si nous suscitons de l'espoir chez eux, en leur donnant une véritable place dans notre société. Mais, pour cela, il faudra y mettre le paquet, en faire une priorité et, à cet égard, nous avons beaucoup de retard à rattraper.»

LIQUIDATION
USINE D'UNITÉS MURALES TERMINE SON BAIL EN DÉCEMBRE
GROSSE VENTE DE DÉMÉNAGEMENT
Tout doit être vendu à prix ridiculement fou, on veut absolument rien déménager

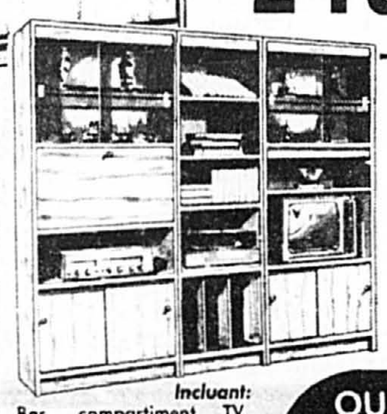


UNITÉ MURALE
2 pièces
Incluant: portes en verre fumé, lumière intérieure, 20 po de profondeur pour télévision couleur et bar, 64 po de largeur x 20½ po de profondeur x 67 po de hauteur. Fini teck.
Ord.: 330 $
PRIX 249$



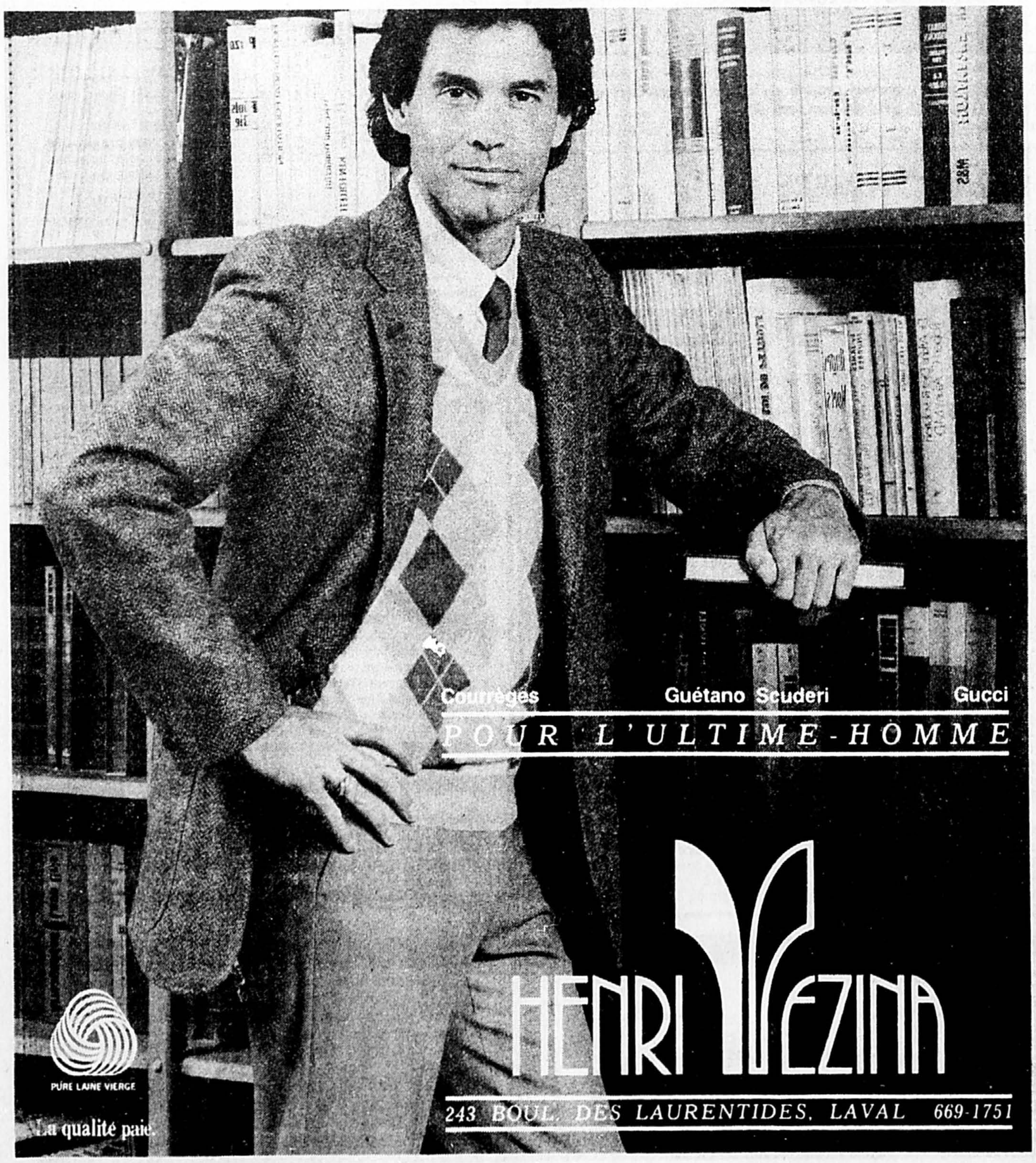
Unité 3 pièces fini chêne clair et pacane
Incluant: Bar, compartiment TV, compartiment stéréo et disques, éclairage intérieur, portes en verre fumé suspendues par des charnières en laiton. Dimensions: 84 po de large x 15 po de profond x 72 po de haut.
499$

Incluant: Bar, compartiment TV, compartiments stéréo et disques, portes coulissantes et tablettes ajustables.
ÉLÉMENT 3 PIÈCES FINI TECK 299$



Incluant: Bar, compartiment TV, compartiments stéréo et disques, portes de verre fumé et éclairage intérieur.
ÉLÉMENTS 3 PIÈCES Chêne doré, chêne teck 399$

OUVERT **DIMANCHE** DE 10H À 16H, LUNDI AU JEUDI 9H À 18H, FERMÉ VENDREDI ET SAMEDI.
Centre d'Ameublement de Montréal
FURNALLE
6969, route Transcanadienne, suite 98
Saint-Laurent (près de Cavendish)
Tél.: 337-2585



Rencontrer
une personne avec les mêmes goûts, les mêmes affinités
AIMER
PARTAGER
N'est-ce pas là un idéal que chacun de nous caresse au fond de son coeur?
ENFIN!
«DONNER UN VISAGE À VOS RÊVES»
OUVERT: Lun. au ven. 10h à 21h. Sam. 10h à 15h.
524-1176
Institut de la Recherche Humaine
847, rue Cherrier
(Métro Sherbrooke) Montréal
Organisme à but non lucratif

RECETTES ET DOCUMENTATION GRATUITES
VINS ET BIÈRES
FAITS À LA MAISON
Nous vous ferons parvenir une documentation préliminaire et des recettes pour faire votre bière et votre vin économiquement et avec beaucoup de plaisir.
Nous avons en magasin tout ce qu'il faut pour produire vins et bières maisons.
Équipement de base pour débutant
$59.50
Écrivez ou téléphonez à:
LES VIGNES DU SEIGNEUR
544 Laurentides, Laval, Québec H7G 2V4
Tél.: (514) 388-9208
Heures d'ouverture:
lundi, mardi et mercredi: 9h30 à 18h00
jeudi et vendredi 9h30 à 21h00
samedi 9h00 à 16h00

ALTER EGO
Service de rencontre
Grâce à notre service personnalisé, vous trouverez un moyen sûr et simple de rencontrer quelqu'un qui répond à vos affinités et à votre personnalité. Un service de rencontres ... Pourquoi pas?
Lundi au vendredi 1 à 9 p.m.
288-2303
(Métro McGill)
625, av. President-Kennedy
4e étage, Montréal
ENTREVUES À NOS BUREAUX, OU A DOMICILE
DOCUMENTATION DISPONIBLE

DESTINATION SERVICE
Montréal et sa banlieue
TÉLÉPHONE: 342-2060
Appelez Eaton pour la réparation rapide de téléviseurs, machines à laver, sèche-linge, cuisinières, lave-vaisselle et appareils de réfrigération. Nous réparons les appareils Viking Eaton ainsi que la plupart de ceux de marques connues. Plan d'entretien prolongé. Vente de pièces à l'unité.

EATON

Monsieur Maurice, ex-détenu... et témoin de la bonté de Dieu

« Monsieur Maurice », c'était à l'époque où il vivait autant de l'argent qu'il subtilisait allègrement à l'Assurance-chômage et du produit des prêts usuraires qu'il consentait à du pauvre monde que des profits réalisés dans son « dépanneur ». Aujourd'hui, Maurice Juneau a laissé tomber le « Monsieur » pour ajouter deux lettres après son nom : H.L., pour « Homme libre »...

JULES BÉLIVEAU

Mais ce n'est pas sa libération du pénitencier Saint-Vincent-de-Paul qui a fait de Maurice Juneau un homme libre. « C'est en prison, dit-il, que j'ai découvert que la liberté n'a rien à voir avec le fait d'être d'un côté ou de l'autre des barreaux d'un pénitencier. C'est là que j'ai découvert la bonté de Dieu. »

Intarissable, Maurice Juneau le devient de façon remarquable lorsqu'il parle du « changement bout pour bout » qui est survenu dans sa vie un jour de 1978 alors qu'il attendait sa sentence au Centre de détention de Montréal (Parthenais). « Ce jour-là — c'était un dimanche — raconte-t-il, j'ai rencontré après la messe un aveugle qui jouait de la trompette avec l'Armée du Salut. Cet homme disait : « Je remercie Dieu pour tout ce qu'il a fait pour moi jusqu'à aujourd'hui ». Ça m'a poigné au coeur. Je me suis dit : « C'est un cave, ce gars-là. Pourquoi remercie-t-il Dieu? »

« Je ne connaissais pas Dieu »

Il faut dire que Maurice Juneau, qui ne fait d'ailleurs aucune cachette à ce sujet, ne s'était vraiment jamais arrêté jusque-là aux choses de la foi religieuse. « J'avais souvent été à la messe, surtout lorsque j'étais plus jeune, confie-t-il, mais Dieu, je ne le connaissais pas. »

Puis il y avait probablement autre chose : le futur converti, qui n'a jamais vécu pendant son enfance et sa jeunesse que dans les quartiers les plus pauvres de Montréal, n'avait que sept ans lorsqu'on ramena chez lui son père mort d'épuisement à son travail. Il s'est juré, ce jour-là et souvent par la suite, que le travail n'allait pas le tuer, lui. C'est ainsi que, avec un bagage scolaire relativement mince, il a choisi un jour de gagner sa vie en volant des téléviseurs et des chaînes stéréophoniques. Et plus tard, se servant d'autant de noms fictifs qu'il le put, il devait trouver plus payant de frauder l'Assurance-chômage, dont il réussit à recevoir simultanément jusqu'à une quinzaine de chèques.

C'est à cette époque que Maurice Juneau, comme pour se donner des allures honnêtes et peut-être aussi pour mieux faire fonctionner ses entreprises dans le domaine du « shylocking », fit l'acquisition d'un « dépanneur ». Mais le petit commerce ne survécut pas à une première descente policière. Et lorsque notre homme rencontra de nouveau les policiers, qui connaissaient mieux cette fois l'ensemble de ses sources de revenus, l'aventure se solda par une condamnation à cinq ans de pénitencier.

Une conversion foudroyante

Maurice Juneau ne purgea que 27 mois derrière les barreaux avant d'obtenir une libération conditionnelle. Il a eu cependant amplement le temps de changer d'avis au sujet du trompettiste aveugle de l'Armée du Salut, qu'il avait d'abord trouvé « niaiseux ». « Qui est le plus niaiseux des deux? s'est-il demandé. Cet homme voit clair à l'intérieur de lui tandis que moi... »

En fait, la conversion de Maurice Juneau a été pratiquement foudroyante. Il n'a suffi par la suite que de la lecture d'un livre intitulé *Bonne Nouvelle aujourd'hui* que lui prêta l'aumônier de la prison (« Ça me changeait du *Journal de Montréal!* ») pour qu'il se mette à être méconnaissable aux yeux de tout son entourage carcéral. « Je venais de prendre conscience que Jésus me parlait et qu'il m'aimait comme j'étais », répète-t-il. Mais la réaction des autres prisonniers ne se fit pas attendre : « Les gars m'ont dit : « Hé, Juneau, t'es malade, c'est à l'asile que tu vas te ramasser, t'es en train de capoter! »

Transformé, s'étant rendu compte, comme il le dit, que « Le Seigneur attendait quelque chose de moi », Maurice Juneau n'en réussit pas moins à alléger bien des misères dans un milieu qui ne doit pas en manquer. En plus d'avoir été choisi représentant des détenus de son secteur à l'institut Leclerc, il se joignit à plusieurs mouvements religieux ou sociaux présents à l'intérieur du pénitencier : le Café chrétien, l'Association des visiteurs bénévoles aux détenus, l'Association des relations culturelles, le Ciné-club français, le Mouvement Couple et Famille, Rencontre-Amour, les Alcooliques anonymes, etc.

Le « Playboy dominical »

Et le dimanche, il se promenait d'un prisonnier à l'autre en leur tendant des exemplaires du *Prions en Eglise*. « C'est votre Playboy dominical, leur disait-il. Si ça fait votre affaire, c'est correct. Si ça fait pas votre affaire, vous savez quoi en faire! » Et il se rappelle que, le mercredi suivant, plusieurs prisonniers lui parlaient encore du petit livre qu'il leur avait refilé.

L'action de Maurice Juneau, toutefois, ne s'est pas arrêtée là. Après avoir regagné l'air libre en 1980 et avoir repris des études qu'il avait abandonnées depuis bien longtemps, il a entrepris de donner des conférences dans des écoles secondaires et des cégeps pour raconter à plus de monde possible sa « découverte du Seigneur ». « Lorsque j'étais en prison, dit-il aux étudiants, j'en suis venu à accepter ma sentence. J'étais heureux à l'intérieur de moi-même. C'était rien que mon corps qui était derrière les barreaux. »

Aujourd'hui, l'ex-détenu Juneau devenu « témoin de la bonté de Dieu », est employé comme aide en alimentation au foyer d'accueil Emilie-Gamelin. Et, heureux futur papa, il vient de célébrer avec sa femme Lucille Boucher, qui l'a attendu pendant toute son incarcération, son premier anniversaire de mariage.

L'ex-détenu Juneau vient de célébrer avec sa femme, Lucille, son premier anniversaire de mariage. photo René Picard, LA PRESSE

Lot record à Loto-Québec

(PC) — Le tirage du 13 novembre du LOTTO 6-49 a permis à quatre membres d'une famille de Mirabel, Jeannine et Reynald Gauthier, de même que leurs enfants Colombe et Raymond, de toucher un gros lot de $1,651,768, le montant le plus élevé distribué dans l'histoire de Loto-Québec.

Le 7 août dernier, le LOTTO 6-49, un jeu sur terminal à l'impressionnant cumul de la cagnotte, avait remis à M. Antonio Bragado, de Côte-des-Neiges, la somme de $1,619,814.

Mme Gauthier, qui a pris soin de noter les numéros chanceux au moment de la diffusion du tirage au réseau TVA, a eu la très agréable tâche d'apprendre la nouvelle à son mari et à ses deux enfants.

M. Reynald Gauthier a abandonné sur-le-champ son emploi à la maintenance d'un commerce de la région pour se la couler douce. Son fils Raymond, âgé de 23 ans, pourra épouser, tel que prévu, Mlle Louise Leblanc, mais en assortissant son projet matrimonial d'une maison et de diverses autres commodités.

Oubliez votre hernie
Avec la méthode moderne des CEINTURES MYO-KLEBER pour HERNIE INGUINALE, SCROTALE, OMBILICALE
Ces ceintures exclusives renforcent vos muscles et tiennent vos organes en place comme avec vos mains, sans ressort, ni coussin. Léger, flexible et lavable, garantie pour 1 an. Myo-Kleber est vendu dans 14 pays.
RENSEIGNEMENTS ET CONSULTATIONS GRATUITES
LES CEINTURES HERNIAIRES DE LYON INC.
4338, rue St-Denis 849-2407
Aussi disponible: 918 est, rue Ste-Catherine, Montréal

à une heure de Montréal
Ski alpin au Mont-Tremblant, 25% de réduction. Ski de fond sur les lieux.
DOMAINE MANOIR DES PINS
Autoroute des Laurentides, sortie 89, 1 mille à droite, 6 milles vers le Lac Sarrazin, Sainte-Lucie (région Sainte-Agathe). 1-819-326-4324
WEEK-END 90 $ pour deux personnes du ven. au dim. soir
• FOYER EN PIERRE
• CUISINE ÉQUIPÉE
• VUE SUR LE LAC
CHALETS PAR JOUR 45 $

DÉTECTIVE PIERRE D. MASSUE
DEPUIS 1949 387-8757
«Autorisé sous l'Acte concernant les agences de détectives du Québec»
Licencié par la Cité de Montréal
• Disparitions • infidélité conjugale • surveillance • divorce • preuve d'adultère
• enquêtes criminelles • fraude • extorsion • surveillance d'employés
• filature • toutes preuves pour la cour
CONFIDENTIEL - DISCRÉTION ASSURÉE

Exposition de peintures à l'huile récentes
de Betty Galbraith Cornell, S.C.A.
Vernissage
22 novembre 1982 à 19 heures 30
en présence de l'artiste
Vin et fromage
EXPOSITION
du 23 au 27 novembre
«Lunchtime Hockey» 20 x 24"
Galerie Watson Ltée
1434 ouest, rue Sherbrooke, Montréal 849-9389

ENCAN ENCAN ENCAN
ENCAN D'ANTIQUITÉS
argent - lampes Tiffany - jade - horloge grand-père - porcelaine - ivoire - ensemble de salle à dîner et chambre à coucher - tableaux - bureau - tapis - bijoux et centaines d'objets intéressants et décoratifs.
La plupart vendus sans minimum ou réserve
Ne manquez pas cet encan commençant
Admission libre AUJOURD'HUI À 13h00 catalogue 5,00$ ch.
INDUSTRIES EMPIRE INC.
à notre salle d'encan
737-5343 5500, rue Paré à l'ouest de Décarie 737-8653
ENCAN ENCAN ENCAN

Fabriquez vous-même UN VIN DE QUALITÉ SUPÉRIEURE
C'est facile, c'est économique
Équipement de base requis pour fabrication de vin pour moins de 70$
Pour de très bons vins, voyez le spécialiste
PAUL BOURGET INC.
1265, rue O'Brien, Saint-Laurent — 747-3533

SYSTÈME STÉRÉO PROFESSIONNEL
TANDBERG
Comprenant:
• Le récepteur Tanberg AM-FM, de 30 watts RMS par canal
Bang&Olufsen
• Une platine tourne-disques Bang & Olufsen modèle Beogram 1602
• Les haut-parleurs Mission 700 à 2 voies
Cet ensemble unique pour seulement 1335$
LAVAL AUDIO
CENTRE LAVAL 1600 Le Corbusier 687-0431
PLACE VERSAILLES 7275 est, Sherbrooke 354-7110
ST-JÉRÔME Carrefour du Nord 432-5200
QUÉBEC Galeries de la Capitale 627-2737

Collège de Montréal
Institution privée déclarée d'intérêt public
dirigée par les Prêtres de Saint-Sulpice
COURS SECONDAIRE COMPLET EXTERNAT POUR GARÇONS
EXAMENS D'ADMISSION
Pour la première année du secondaire
les samedis 11 décembre 1982 et 8 janvier 1983
Pour les première et deuxième années du secondaire
le samedi 15 janvier 1983
Durée: trois heures (de 9h à 12h)
Apporter le bulletin de l'année en cours et celui de l'année précédente (si ce n'est déjà fait)
Après entente, des bourses d'études sont disponibles
Renseignements: 933-7397, poste 38
1931 ouest, rue Sherbrooke, Montréal H3H 1E3
(Station de métro Guy)

COLLÈGE DES EUDISTES
3535, boulevard Rosemont (entre 11e avenue et Pie IX)
Externat fondé et dirigé par les Pères Eudistes depuis 1953
Institution privée reconnue d'intérêt public
COURS SECONDAIRE COMPLET POUR GARÇONS ET FILLES
EXAMEN D'ENTRÉE
En première secondaire
Les samedis 4 et 11 décembre 1982, à 9h
Les élèves doivent apporter le bulletin final de l'année 1981-82, le bulletin le plus récent de l'année en cours et leur certificat de naissance.
On s'inscrit à l'examen d'entrée en composant le numéro suivant:
376-5740
Pour les autres années du secondaire (2, 3, 4 et 5):
Examen d'entrée: le samedi 29 janvier 1983

ÉDITORIAL

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

ROGER-D. LANDRY
président et éditeur

la presse

JEAN SISTO
éditeur adjoint

YVON DUBOIS directeur de l'information
MICHEL ROY éditorialiste en chef

Des progrès dans le secteur public

La réponse du front commun CSN-CEQ-FTQ à l'appel du premier ministre témoigne d'un progrès encourageant sur la voie d'un règlement négocié dans le secteur public. Malgré les premières réactions grinçantes qui laissaient présager un durcissement des positions, on observait hier soir dans le communiqué des trois centrales et les propos des porte-parole syndicaux une évidente volonté de relâcher la tension et de rechercher les moyens d'une solution. M. Yvon Charbonneau lui-même, parlant à la fois pour la CEQ et les deux autres centrales à Radio-Canada, s'est montré un peu mieux disposé que les jours précédents en évoquant les nouvelles conditions du dialogue.

On notera d'abord que les syndicats décident de surseoir, au moins jusqu'au 27 novembre, à la simple possibilité d'une grève générale. C'était naturellement une condition indispensable à la poursuite des négociations. Elle est maintenant acquise. En deuxième lieu, les négociateurs syndicaux consentent à étudier le «cadre général de règlement» dont parlait le chef du gouvernement dans sa déclaration à l'Assemblée nationale. Troisième point, qui est capital: les négociateurs renoncent aux demandes d'augmentations salariales, sauf pour la protection du pouvoir d'achat des plus bas salariés. En clair, cela signifie que le front commun accepte l'idée d'un gel des salaires pour les trois prochaines années.

En contre-partie — il fallait s'y attendre — les syndicats exigent le retrait de la Loi 70 en vertu de laquelle le gouvernement, rappelons-le, récupère unilatéralement durant le premier trimestre de 1983 la plus grande partie des hausses salariales que l'État a consenties en 1982 par conventions collectives à ses employés.

Si la Loi 70 devait s'appliquer dans sa forme actuelle, la grande majorité des salariés toucheraient en 1983 des salaires inférieurs à ceux qu'ils reçoivent en 1982.

D'autre part, le front commun insiste sur la protection de la sécurité d'emploi qui suscite des problèmes nombreux chez les enseignants par suite des modifications que le ministère de l'Éducation propose d'apporter au régime de travail des cotisants de la CEQ. Il est légitime et souhaitable que M. Camille Laurin veuille réaliser des compressions budgétaires; mais s'il est vrai que plusieurs milliers d'enseignants sont ainsi menacés par des mesures de redressement, les effets d'une solution aussi radicale seront finalement pires que le problème qu'on voulait d'abord résoudre.

En quelques semaines, c'est-à-dire avant les Fêtes comme le demandait le premier ministre, il devient à présent possible de mettre au point un règlement équitable. Dans cette affaire, c'est la Loi 70 qui constitue encore l'obstacle majeur. Si le gouvernement consentait à la retirer et parvenait à réviser sur une plus longue période l'équilibre budgétaire, il aurait finalement résolu à bon compte le contentieux des négociations.

Mais l'optimisme et l'espoir en ces matières demeurent fragiles. Aussi, les appels lancés hier aux personnels des établissements de santé par l'archevêque de Montréal et l'inlassable président de la Coalition pour les droits des malades n'en restent pas moins nécessaires et impératifs. L'intervention publique de Mgr Paul Grégoire en faveur des populations hospitalières menacées par des débrayages est un fait nouveau et capital. Elle exprime en bonne partie le courant profond qui se manifeste dans toute la population, avec une force accrue ces derniers mois, contre l'idée même des grèves et autres perturbations que notre société a trop longtemps tolérées dans les établissements de santé. Hier encore, Mgr Grégoire dont le message interpelle la conscience des travailleurs d'hôpitaux, et Claude Brunet qui appelle la population au secours en cas d'interruptions de service, auront certainement contribué à sensibiliser davantage des milliers de personnes à l'injustice et à l'absurdité des grèves en milieu hospitalier.

Il se trouve dans cette société des hommes et des femmes que les cris déchirants de Claude Brunet finissent par exaspérer. Alors il faut s'en réjouir: c'est le signe que le président du Comité des malades accomplit une mission indispensable, parce qu'elle est civilisatrice.

MICHEL ROY

Reagan fera-t-il des propositions?

On annonce comme particulièrement importante l'allocution télévisée que doit prononcer lundi soir le président Reagan.

Entre-temps, un porte-parole officiel de Moscou déclare que si les États-Unis sont disposés à travailler à l'amélioration des relations entre les deux pays, l'URSS ne restera pas insensible aux appels à la coopération. Le porte-parole, M. Tikhonov, traduit, semble-t-il, la pensée du gouvernement et du Secrétaire général, M. Andropov, succédant, comme personne ne l'ignore, à Leonid Brejnev. Il est à remarquer, toutefois, que M. Andropov a omis jusqu'ici de s'engager personnellement.

La question est de savoir si la disparition de Brejnev va permettre de tourner une page et offrir à tous les intéressés l'occasion de repartir à neuf sans perdre la face. Les événements de Pologne et d'Afghanistan, pour ne rien dire de cent autres griefs, avaient tellement alourdi le contentieux sous le règne de Brejnev que le mot «détente» lui-même avait été chassé du vocabulaire.

L'arrivée d'un homme nouveau à Moscou et l'essoufflement de l'équipe dirigeante à Washington devraient concourir à alléger l'atmosphère. On imagine mal M. Andropov, qui n'a certes pas eu le temps de s'incruster au pouvoir, s'ingéniant à donner de grands coups d'épée pour prouver sa valeur. Au reste, le bruit court que le Secrétaire général, au temps où il assumait la direction du KGB, n'a jamais été particulièrement favorable à l'invasion de l'Afghanistan, action que M. Reagan, après M. Carter, n'a jamais cessé de reprocher vivement au Kremlin.

Le président Reagan se trouve dans une situation assez différente, ce qui ne veut pas dire qu'il n'accueillerait pas avec soulagement une pause. Ronald Reagan n'est plus tout à fait un homme nouveau à la Maison-Blanche. S'il n'est pas personnellement fatigué du pouvoir, il commence à fatiguer un peu l'électeur. Son demi-échec aux élections du 2 novembre, dites de «mid-term», est instructif sur ce point.

Les soucis domestiques ne manquent pas. Pendant que la plaie du chômage s'étend, les interrogations fusent au sujet d'un budget militaire qui va atteindre $214 milliards. L'administration éprouve quelque mal à faire la démonstration que cette somme ne dépasse pas la limite du raisonnable et de l'acceptable.

Bien sûr, on peut toujours arguer que les budgets des armées ne restent pas sans effets positifs sur l'ensemble de l'économie nationale, encore que l'unanimité est loin d'être faite entre experts sur ce point. M. Weinberger, secrétaire à la Défense, a dû intervenir énergiquement auprès de ses collègues du cabinet désireux de détourner les ressources du Pentagone vers des oeuvres pacifiques, comme la sécurité sociale. Le Congrès propose en ce moment des réductions du budget de la défense.

Avant de se résoudre à quelque forme de repli que ce soit, M. Reagan va demander aux Soviétiques des preuves tangibles de la droiture de leurs intentions. Il ne peut pas parler autrement. Les États-Unis, de leur côté, devront renoncer à faire de la question des droits de l'homme un préalable à toute négociation.

Guy CORMIER

Droits réservés

(Collaboration spéciale)

Marc Laurendeau

Peut-on véritablement en finir avec octobre?

En France, il est interdit à un individu de tirer profit de ses crimes en les racontant dans un livre. Les autorités fédérales canadiennes sont elles-mêmes tentées d'adopter une semblable législation. Car il peut paraître, en effet, contraire à l'ordre public qu'un citoyen puise un bénéfice économique substantiel en étalant l'aveu de sa propre turpitude. Faudrait-il, pour autant, remettre en question le lucratif coup d'affaires que s'apprêtent à réaliser les éditions Stanké, en publiant (en édition de poche, à 20,000 exemplaires d'abord) le récit de l'ex-felquiste de la cellule Chénier, Francis Simard, sous le titre: «Pour en finir avec octobre»?

Énergiquement, il faudrait répondre que la version de Francis Simard, participant direct à l'enlèvement du ministre Pierre Laporte et, à tout le moins, témoin oculaire de sa mort, mérite d'être communiquée au grand public. Les avantages incongrus que l'auteur pourrait en tirer (pour un ex-criminel politique, il s'agit plutôt de la diffusion de ses idées) ne font pas le poids à côté de l'importance d'une connaissance accrue de ces événements qui ont ébranlé tout le Québec. Notons tout de suite une différence entre les deux cellules: les anciens ravisseurs de Cross tirent des leçons divergentes de la crise tandis que ceux de Laporte maintiennent une interprétation unanime des faits. À partir de l'entrevue télévisée (Télémag) que Paul Rose nous accordait de sa prison en 80, jusqu'au livre de Francis Simard, c'est la même vision que l'on retrouve.

Mais qu'apporte en plus le récit de Francis Simard? Une qualité émotive. L'auteur n'arrive pas à se libérer d'un énorme traumatisme, à exorciser le geste horrible dont il est pour le moins solidaire: la mise à mort de Pierre Laporte. Il nous décrit donc, dans le menu détail, ce qu'il a ressenti: l'angoisse de décider, le sentiment de culpabilité («Tabarnak!: Qu'est-ce qu'on a fait? Ça se peut pas!») jusqu'à en avoir mal au coeur de réaliser la gravité du geste posé. En quittant le repaire de la rue Armstrong, les felquistes présents (selon le rapport Duchaîne, seuls Jacques Rose et Francis Simard se trouvaient encore sur les lieux) ont craqué. Ils se sont mis à «brailler», dit l'auteur.

C'est donc tout un climat survolté que Francis Simard réussit à nous transmettre, dans un français, on l'aura deviné, qui n'a rien de littéraire. Bien au contraire, il s'agit d'un langage strictement parlé et au plus bas niveau de la familiarité. Cela fait partie de la rage que Francis Simard exprime contre les intellectuels, ceux qui, selon lui, écrivent sans avoir vécu avec leurs «tripes». C'est moins envers le FLQ que Francis Simard se sentait engagé qu'envers toute la classe ouvrière dont il s'affirme partie intégrante.

Nous apprend-il sur la crise des faits véritablement nouveaux? Assez peu. Il avoue cependant sa participation à une dizaine de hold-up préparatoires aux enlèvements. Ces vols à main armée, connus de la police, révélés au public dans des rapports et articles récents, n'avaient jusqu'ici fait l'objet d'aucun endossement par un de leurs auteurs. Francis Simard nous confie que lors d'un hold-up, le sentiment de jouer avec la vie humaine est moins vif que lors d'un enlèvement car, dans le premier cas, les activistes n'auraient pas tiré. Cette distinction laisse songeur.

La version de Francis Simard est assez proche de celle qu'on trouve dans le rapport final du procureur spécial Me Jean-François Duchaîne. Pas d'autres participants à l'enlèvement de Laporte. Pas d'intervenants extérieurs dans son exécution. Même les anecdotes se trouvent corroborées: la levée d'un barrage policier immédiatement après que les ravisseurs eurent passé la bretelle de l'autoroute avec leur otage, le déguisement de Paul Rose chez des amis, alors qu'il s'est tuméfié le visage avec une brique.

Sur un point majeur, toutefois, on trouve un écart. Me Duchaîne met en doute la préméditation de la mort de Laporte et affirme que l'ex-ministre a été maîtrisé au cours d'une crise d'agitation extrême. Le procureur spécial s'appuie sur une longue écoute électronique exercée à l'époque sur Jacques Rose en prison et sur un entretien où Francis Simard lui-même avait déclaré au représentant du ministère de la Justice: «Même si c'est un accident, c'était un accident des suites de son enlèvement». Aujourd'hui, Francis Simard écrit dans son livre: «Il y a eu du volontarisme là-dedans.» Cette version est peut-être la bonne (le saurons-nous jamais?) mais les membres de la cellule Chénier ont intérêt à se donner une image de personnages cohérents et déterminés. Ils se concertent en ce sens depuis la fin de décembre 70.

Malgré ses faiblesses littéraires, le livre de Francis Simard présente un grand intérêt et apporte une nouvelle dimension: la responsabilité, le remords parfois. C'est un ouvrage de passion. On aurait simplement souhaité que, constatant lui-même que les repaires du groupe étaient «brûlés» (notamment celui de la rue Armstrong), les voitures identifiées (y compris celle qui a servi à l'enlèvement) et les vols de financement connus de la police, l'auteur ne conclut pas trop vite et ne s'empresse pas d'absoudre rapidement les diverses autorités. Tout n'a pas été dit sur leur rôle. En 12 ans, la connaissance de la crise a progressé. Mais nul ne peut encore prétendre avoir clos le dossier.

LECTURES

Un pan d'histoire du Canada

Si l'on fait exception d'une plaquette d'à peine cent pages, aucune biographie en français n'avait paru jusqu'ici de Mackenzie King, de cet homme politique qui aura dirigé le plus longtemps les destinées du Canada. Le phénomène était assez difficile à expliquer, surtout si l'on tient compte que l'époque en question, celle de 1919 à 1949, a été marquée notamment de la crise économique des années 30, de la Deuxième Grande Guerre, du plébiscite sur la conscription, de la naissance du Bloc populaire, des affrontements avec Maurice Duplessis au Québec, des premières législations sociales, etc.

Grâce au journaliste Bernard Saint-Aubin, cette anomalie aura heureusement pris fin. Saint-Aubin,

VINCENT PRINCE

en effet, vient de publier aux Éditions LA PRESSE un volumineux ouvrage sur la carrière de l'homme et l'époque qu'il a largement dominée. (1).

Disons immédiatement qu'on retrouvera dans *King et son époque* les qualités de clarté et d'objectivité qui avaient caractérisé *Duplessis et son époque* qu'on doit au même auteur. Saint-Aubin a su d'abord recréer le contexte historique et politique de la fin du dix-neuvième et du début du vingtième siècle. On pourra ainsi mieux voir les influences qui ont joué sur son héros, ce petit-fils du réformiste et rebelle William Lyon Mackenzie de l'ancien Haut-Canada. Une de ces grandes influences, évidemment, aura été celle de sir Wilfrid Laurier, son père spirituel.

Ainsi, ce n'est pas par hasard qu'on pourra observer chez King des tendances réformistes sur le plan social et celui des relations de travail, et, surtout, son souci profond pour la préservation de l'unité nationale.

Saint-Aubin fait ressortir en particulier ce dernier trait de la personnalité de King. Pour le biographe, toutes les décisions et toutes les hésitations de King refléteront sa volonté inébranlable de ne pas opposer francophones et anglophones, catholiques et protestants, l'est et l'ouest du pays. Et l'auteur aligne trop de preuves à l'appui de sa thèse pour qu'on puisse sérieusement la mettre en doute.

Par exemple, King n'a jamais été opposé en principe à la conscription parce qu'il y voyait une sorte d'égalité dans les sacrifices que la patrie pouvait exiger de tous. Pourtant, il acceptera de s'y opposer dans un comté conscriptioniste de l'Ontario, en 1917, parce qu'il était convaincu que cette politique était inacceptable aux francophones et, donc, susceptible de diviser le pays.

À l'occasion de la Deuxième Grande Guerre, il jouera d'astuce pour ne pas avoir à envoyer un seul Canadien au front malgré lui. Et toujours pour les mêmes raisons. Pour ne pas s'aliéner trop le Canada anglais, il réclamera par plébiscite l'autorisation d'imposer le service obligatoire, y compris pour l'extérieur du pays, mais cherchera toutes les excuses possibles pour ne pas avoir à se servir de cette autorisation. Il ne le fera que lorsqu'il aura été convaincu hors de tout doute que la mesure était nécessaire pour la victoire des alliés. Et, tout compte fait, seulement 13,000 Canadiens seront enrôlés contre leur gré, dont à peine 2,500 se rendront sur la ligne de feu.

Certes, King a toujours été reconnu comme un politicien très rusé qui aurait pu agir tout simplement par opportunisme, mais les preuves de sa sincérité que fournit l'auteur, encore une fois, sont trop nombreuses pour qu'on en doute vraiment. Au surplus, même si le spiritisme s'y mêlait parfois de façon étrange, il ne faut pas oublier que King a toujours fait montre d'un grand sens religieux.

De toute façon, Saint-Aubin s'applique à donner ici les faits beaucoup plus qu'à les interpréter. C'est ce qu'il fait d'ailleurs pour les autres facettes de la carrière de son héros comme, par exemple, lorsqu'il s'agit de ses démêlés d'ordre constitutionnel avec Lord Byng de Vimy.

King et son époque est très bien documenté. Les références y sont très nombreuses. Mais le tout se lit bien.

Même si, au terme de cette lecture, King demeure peut-être toujours le personnage un peu énigmatique que l'on sait, on comprend quand même mieux pourquoi cet homme sans charisme, cet homme un peu vaniteux, cet homme peu éloquent a su se faire respecter des siens à défaut de se faire aimer.

(1) Bernard Saint-Aubin: KING ET SON ÉPOQUE. Les Éditions La Presse, 7 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal. 416 pages. Prix: $14.50.

OFFRE À QUEBECAIR LUNDI

Ottawa trouve la solidarité des Montréalais « bizarre »

■ OTTAWA — Selon le ministre fédéral des Transports Jean-Luc Pepin certains de ses collègues du cabinet jugent « bizarre » la solidarité manifestée par les Montréalais lors du ralliement tenu en faveur de Quebecair au forum cette semaine.

GILLES PAQUIN
de notre bureau d'Ottawa

« Ce ne sont pas tellement les gens de Montréal qui sont touchés par Quebecair a t-il dit, ce sont ceux de la province, des campagnes, de la Côte-Nord, de l'Abitibi et de Québec.
Certains de mes collègues forts en psychologie m'ont dit que c'était avec une intention très particulière qu'ils ont fait cette manifestation à Montréal ».

Certains se sont rendu au Forum en disant que $10 ce n'était pas cher pour un tel spectacle a dit M. Pepin, que c'était une merveilleuse occasion d'entendre tous ces chanteurs. « Çà n'avait rien à faire avec Quebecair ».

« S'il y avait un grand mouvement en faveur de Québecair on le saurait par la fréquence de l'achat de billets d'avion par les Québécois a t-il ajouté .»

Les gens ne fréquentent pas cette compagnie parce qu'ils l'aiment mais parce que c'est la seule à leur procurer un service aérien dans certaines régions. Ailleurs où il y a une concurrence, il y a une levée de bouclier si on parle de retirer Air Canada a expliqué le ministre.

C'est un avantage en soi pour le gens de certaines régions d'avoir deux transporteurs a poursuivi M. Pepin. Si un des deux manque, s'il est défaillant, s'il y a une grève, ils peuvent compter sur l'autre.

D'après lui c'est d'ailleurs un des aspects du problème actuel qu'il abordera avec son homologue du Québec au début de la semaine prochaine. Il s'agit de convaincre les gens qu'un transporteur suffirait.

Réponse à Québec

Les usagers et les employés de Quebecair en sauront plus long sur l'avenir de ce transporteur au début de la semaine lorsque M. Pepin fera connaitre sa réponse aux requêtes formulées par le ministre des Transports du Québec Michel Clair il y a une dizaine de jours.

Après avoir consulté le président d'Air Canada M. Claude Taylor jeudi et ses collègues du cabinet hier , M. Pepin s'est dit prêt a présenter une proposition susceptible de résoudre les difficultés de la compagnie.

Sans donner d'indices sur la formule qu'il entend soumettre à M. Clair, M. Pepin a indiqué qu'elle ferait état du partage du territoire entre Air Canada et Québecair.

UN FIASCO DE PLUS DE $1 MILLIARD

Ottawa gaspille $130 millions par année à produire de l'eau lourde invendable

■ OTTAWA — Le cabinet Trudeau ne peut se résigner à mettre la clef dans la porte des deux usines de l'Energie atomique du Canada qui produisent une eau lourde devenue invendable même si elles engouffrent près de $130 millions par année.

GILLES PAQUIN
de notre bureau d'Ottawa

Construites au milieu des années soixante, les usines de Cap-Breton et Port-Hawksbury en Nouvelle-Ecosse n'ont jamais fait de profits depuis leur inauguration. Leur construction à coûté 10 fois plus que prévu au trésor fédéral, soit $326 millions.

Interrogé cette semaine sur l'avenir de ces installations situées dans la région qu'il représente aux Communes le vice-premier ministre Allan MacEachen s'est montré évasif. « Mon scénario le plus optimiste c'est qu'elle ne fermeront jamais ».

« Nous avons fait du bon travail en gardant ces usines ouvertes dans le contexte actuel a-t-il dit, mais nous devrons prendre une décision à leur sujet ».

Son collègue de l'Energie Jean Chrétien a déclaré à l'issue d'une rencontre avec des représentants de l'industrie nucléaire qu'il étudiait différentes solutions face à ce problème.

En réalité le gouvernement sait depuis longtemps que ces usines sont condamnées. Il n'y a aucun débouché pour l'eau lourde qu'elles produisent à l'intention des réacteurs nucléaires canadiens Candu. Les fabricants du Candu n'ont d'ailleurs pas décroché de nouveaux contrats depuis 1978.

En août 1978 le marché s'était déjà effondré suffisamment pour que le gouvernement fédéral annonce la suspension des travaux de construction d'un troisième usine d'eau lourde, celle de Laprade, au Québec. Les investissements encourus s'élevaient alors à $296 millions et on prévoyait encourir des dépenses de $94 millions pour désaffecter le chantier.

Un an plus tard une étude effectuée pour le ministère fédéral de l'Energie constatait que la production d'eau lourde était largement excédentaire au Canada et suggérait la fermeture des usines de Nouvelle-Ecosse.

L'Ontario qui avait lancé un ambitieux programme de construction de 22 centrales nucléaires Candu s'était également dotée d'installations de production d'eau lourde en 1969. Ottawa lui avait alors consentie des avances de $175 millions.

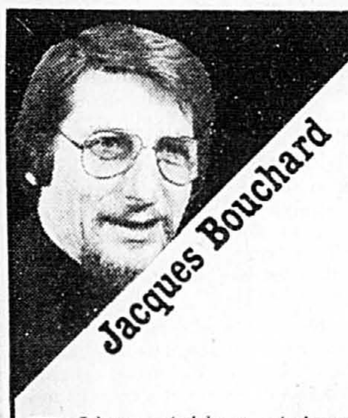
Aujourd'hui cette province renverse la vapeur et s'apprête à fermer 3 de ses 4 usines d'eau lourde puisqu'elle ne compte pas entreprendre de nouvelles implantations de centrales Candu.
Utilisée comme élément modérateur seulement dans ce type de centrales, l'eau lourde ne peut trouver d'autre débouché.

Ensemble, les deux usines de Nouvelle-Ecosse mettent environ un an à produire les 500 tonnes d'eau lourde nécessaire lors de la mise en service d'un réacteur Candu. Elles ont déjà une réserve de plus de 1,200 tonnes, d'une valeur de plusieurs millions de dollars, qui dort dans les entrepôts.

Il devient de plus en plus gênant pour le cabinet fédéral de poursuivre cette ponction des fonds publics pour le maintien de deux usines qui fabriquent un produit invendable. « On ne peut continuer longtemps a dit un haut-fonctionnaire, c'est comme si Ford continuait de fabriquer des Edsel ».

Sur le plan économique l'opération est injustifiable en effet, mais le ministre MacEachen semble plutôt porté à se laisser fléchir par les arguments politiques de l'affaire. Pour lui, c'est 750 emplois de moins en Nouvelle-Ecosse dont environ la moitié dans sa propre circonscription.

Au rythme ou Ottawa subventionne le tout il lui en coûte $150,000 par année pour chacun de ces emplois. C'est sans doute un programme de création d'emplois trop onéreux pour que le ministre Jean Chrétien puisse le refiler à son collègue de la Main-d'oeuvre.



Marc Lavallée règle ses comptes avec le PQ

■ L'ex-président régional du Parti québécois de Montréal-Centre, Marc Lavallée, a entrepris de régler ses comptes avec cette formation politique dans un ouvrage intitulé « **Adieu la France, Salut l'Amérique** » qui paraîtra mardi aux Editions Alain Stanké.

Un an après avoir été défait à l'élection à la présidence de cette instance du P.Q. et peu de temps après son adhésion au Parti libéral du Québec, ce vieux militant indépendantiste a en effet entrepris de révéler sa version des relations qui ont existé entre le Parti québécois et la France de 1969 à 1976.

Selon lui, c'est en 1969, qu'il aurait entrepris ses premières démarches auprès des autorités françaises en s'appuyant sur une lettre d'accréditation, rédigée en termes assez vagues et signée par René Lévesque, alors président du Conseil exécutif national du P.Q.

Marc Lavallée affirme dans ce livre que les plus hautes autorités française ont accepté de contribuer à la caisse du P.Q. grâce, dans un premier temps, à ses interventions personnelles auprès de personnages importants de l'entourage du général de Gaulle. Dans un deuxième temps, c'est l'actuel ministre des Finances du Québec, Jacques Parizeau, qui aurait finalisé l'entente au nom du P.Q. qui se serait traduite ensuite par des rentrées de fonds en provenance de sociétés commerciales françaises faisant affaires au Québec.

Marc Lavallée, à cette époque, était appelé à se rendre très souvent à Paris pour ses activités professionnelles. C'est dans ce cadre, raconte-t-il, que le chef du PQ lui aurait demandé d'explorer avec des ministres et des hauts-fonctionnaires français, la possibilité d'une contribution de la mère patrie à la caisse électorale du parti.

C'est en pleine crise politique française que Marc Lavallée a entrepris ses démarches. Le général **Charles de Gaulle**, venait de perdre son référendum sur la régionalisation et ne devait plus revenir à l'Elysée. C'est **Alain Poher**, président du Sénat qui est d'ailleurs toujours en fonction, qui assumait l'intérim avant que **Georges Pompidou** soit élu président.

Selon son récit, la première démarche de Marc Lavallée a consisté à se faire inviter à la table de madame **Robert Gravelin**, dame de la haute bourgeoise parisienne qui habitait au 29 de la rue Cortembert dans le 16e arrondissement, et qui recevait des invités très sélects.

Cette parisienne, souligne Marc Lavallée, était très au fait de la situation politique québécoise. Son beau-frère, **Pierre-Louis Mallen**, un gaulliste inconditionnel, était en poste au Québec et elle avait donc eu l'occasion de visiter la Belle province à quelques reprises.

Mallen, représentant de l'Office de la défunte Radio-télévision française (ORTF) pour sa part était considéré comme un informateur de de Gaulle à l'époque. En raison du poste qu'il occupait, les attentions particulières qu'il manifestait à l'endroit de la politique québécoise étaient parfaitement justifiées. Ce qui fait que l'Elysée était très au fait des courants d'opinion qui se manifestaient à l'époque.

Un autre français qui se décrivrait lui-même comme un agitateur pacifiste de la cause francophone internationale, **Philippe Rossillon**, avait pour mission d'attirer l'attention des fédéraux en s'agitant sur la place publique un peu bruyamment.

Par ailleurs, affirme Marc Lavallée, l'actuel ministre de l'Education, **Camille Laurin**, aurait eu aussi l'occasion de rencontrer Mme Gravelin et confié à Marc Lavallée qu'elle était acquise au mouvement indépandantiste québécois. Mais il demeurait perplexe, note le docteur Lavallée, quant à la capacité pour ce dernier d'ouvrir les portes des ministères.

La lettre de Lévesque

C'est donc muni d'une lettre lui donnant « mandat d'établir au cours de son séjour en France tous contacts et de traiter de tous sujets qui lui paraîtront utiles tant pour l'avancement de la souveraineté du Québec que pour les meilleurs liens permanents entre la France et le Québec français » que Marc Lavallée a rencontré, affirme-t-il, au Quai d'Orsay, M. Jean de Lipkowski, alors secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de France.

photothèque LA PRESSE
Marc Lavallée

Le docteur Lavallée souligne que ce dernier, dès le départ, ne se serait pas montré étonné de cette demande « d'une généreuse participation » à la caisse électorale du Parti québécois. Les deux hommes auraient alors convenu de se revoir lorsque ce besoin d'aide concrète sera plus urgent, soit un peu avant les élections générales.

Mais comme il y avait alors des changements politiques à l'horizon, le ministre français ne croyait pas se maintenir à ce poste bien longtemps. Il le souligne, explique Marc Lavallée, en le référant à des fonctionnaires sûrs qui sauront aider la cause péquiste le moment venu. Le personnage principal à contacter était monsieur **Jean Jorgensen**, ministre plénipotentiaire et directeur du dossier d'Amérique au Quai d'Orsay.

$300,000

C'est le 6 février 1970, que le docteur Lavallée affirme avoir rencontré le haut fonctionnaire français. Ce dernier laissant froidement tomber: « Combien vous faut-il? ». Timidement, ne s'attendant pas à une question aussi directe et si rapide, le docteur Lavallée laisse tomber $300,000.

Jean Jorgensen, souligne l'auteur du livre, a acquiescé immédiatement à cette demande. Cette somme, estimait alors Marc Lavallée permettrait au PQ d'être présent dans les grands médias nationaux d'information, et il pourrait alors rivaliser, un peu avec les deux grands partis qu'il affrontait alors, l'Union nationale et le Parti libéral alors dirigé par **Robert Bourassa.**

On aurait alors décidé de fixer plus tard le mécanisme à établir pour transmettre cet argent au Québec

Revenant au Québec, le docteur Lavallée affirme avoir rendu compte de ses démarches à René Lévesque en présence de Camille Laurin et de **Pierre Renaud**, un indépendantiste de la première heure.

C'est par la suite, précise le docteur Lavallée, que M. Lévesque l'a informé que le dossier avait été confié à **Jacques Parizeau,** qui se rendrait à Paris bientôt.

A ce sujet, M. Lavallée note qu'il n'a pas été avisé officiellement des résultats de cette visite. Et il est encore surpris aujourd'hui que toute cette affaire n'ait pas déjà été révélée au public. « Car, précise le médecin, l'affaire était connue dans tous les bureaux politiques de Paris et il y avait aussi eu des insdiscrétions commises au Québec par René Lévesque. ».

Marc Lavallée, sans apporter de preuve formelle de contribution financière de la France à la caisse du P.Q., fait état de plusieurs rumeurs sur la façon dont ces fonds seraient finalement parvenus dans les coffres du parti.

Règlement de compte de la part d'un ex-militant frustré par sa défaite ou récit fidèle d'un acteur et témoin d'une page inédite de l'histoire du P.Q.? l'histoire le dira peut-être.

Triste anniversaire

■ Cette semaine c'était le sixième anniversaire de la prise du pouvoir par le Parti québécois. Pour les femmes, que ce parti prétendait vouloir aider à obtenir justice, il n'y aura pas grand'chose à célébrer. Pas la peine de mettre au four un gâteau d'anniversaire ni d'entonner «Gens du pays»... De toute façon, depuis que le monde est monde, entre les femmes et les gouvernements il n'y a jamais eu d'histoire d'amour. Ce qu'elles attendent aujourd'hui des gouvernements, c'est non pas de l'amour mais de la justice, et à défaut de justice, au moins du respect.

Or, le dernier geste du gouvernement Lévesque, à l'égard des femmes, est plus insolent encore que toutes les omissions et toutes les négligences, dans la mesure précisément où il s'agit d'un geste symbolique qui n'a aucune justification... même pas cette sempiternelle justification financière à la Bérubé. L'insulte, autrement dit, est gratuite et aurait pu être évitée.

• • •

Résumons ce que le chef du bureau de LA PRESSE à Québec, notre confrère Louis Falardeau, en racontait dans le journal de samedi dernier.

Septembre 1979: le premier ministre crée un ministère d'Etat à la condition féminine dont la titulaire, Mme Lise Payette, siège au comité des priorités — l'endroit stratégique où se décident les nouveaux programmes gouvernementaux.

Trois ans après, mois pour mois, le premier ministre abolit les ministères d'Etat. Le dossier de la condition féminine tombe sous la responsabilité d'un simple ministre délégué. Et la titulaire de ce ministère, Mme Pauline Marois, se trouve exclue du comité des priorités. En cette époque de restrictions budgétaires, l'Etat n'a plus tellement d'argent nouveau; les priorités, cela veut dire ***où ne pas «couper»***... c'est dire à quel point il importe qu'une femme soit présente à ces débats.

En même temps, disparaît le comité interministériel de la condition féminine, et Mme Marois perd le seul canal par lequel elle pouvait influencer les politiques des autres ministères. Que lui donne le premier ministre en échange? La vice-présidence du Conseil du trésor, poste dérisoire qu'occupait naguère M. Lucien Lessard.

Les femmes sont si habituées à se faire déclasser, et les hommes de leur côté s'intéressent si peu à cette dimension des affaires publiques, que la chose est passée inaperçue lors du remaniement ministériel de septembre dernier.

Mme Marois a tenté tant bien que mal de plaider sa cause à la manière traditionnellement féminine, avec douceur, insistance et sans éclat. Elle est même allée, comme le dit notre confrère Falardeau, «quémander» auprès du premier ministre sa réintégration au sein du comité des priorités (une réintégration qu'avait obtenue en deux temps trois mouvements un Jacques-Yvan Morin que la transformation du comité des priorités avait également laissé sur le carreau). Cela n'a rien donné. Le comité des femmes du PQ a protesté, mais si timidement qu'on n'a même pas entendu sa voix. Dégoûtées, quatre des collaboratrices de Mme Marois ont démissionné.

• • •

Serait-ce qu'aux yeux de M. Lévesque, la nomination de Mme Payette à un poste élevé de la hiérarchie ne visait qu'à plaire, à la veille du référendum, à un ministre populaire et «rentable» tout en faisant un clin d'oeil à l'électorat féminin? Et qu'aujourd'hui, les femmes reviennent à la place qu'elles ont toujours occupée dans l'esprit de M. Lévesque et de son cabinet?

Pendant ce temps, au PQ, on s'amuse à réécrire le programme du parti en «féminisant» le vocabulaire, et quelques ministres ont pris l'habitude de parler vertueusement «des hommes et des femmes, des Québécois et des Québécoises, etc, etc.»... C'est de la poudre aux yeux. Car il serait plus important de changer la réalité que la grammaire.

• • •

Au PQ, on aime croire que les électeurs pour qui la cause des femmes a de l'importance forment une clientèle captive, et qu'entre les péquistes et des libéraux «réactionnaires et encore pires», il n'y aurait pas d'alternative.

C'est se faire des illusions. Le parti libéral du Québec, à cet égard, ressemble au PQ comme un frère: les chefs et les programmes s'équivalent, et les femmes n'y ont pas moins de poids, ni dans le parti ni dans la députation, que chez les péquistes. Et le PLQ est lui-même dépassé, en cette matière, par ses cousins du fédéral.

Au dernier congrès du parti libéral du Canada, justement, j'ai été étonnée de constater que les femmes y jouaient un rôle beaucoup plus important qu'au PQ. Tous les postes, à l'exécutif et dans l'organisation du congrès, étaient rigoureusement dédoublés de manière à assurer, au moins formellement, l'égalité des femmes et des hommes. C'était une femme qui présidait les assemblées plénières — avec, d'ailleurs, une expertise remarquable. Les femmes déléguées intervenaient beaucoup, souvent et avec assurance, et sur tous les sujets. Davantage, en fait, que dans les congrès et les conseils nationaux du PQ. Ce qu'on discutait, au chapitre de la condition féminine, se comparaît aux sujets abordés au sein du PQ: statut des femmes indiennes, violence, porno, programmes d'action positive, etc. Au sein du cabinet Trudeau, les femmes ne sont pas plus nombreuses qu'au sein du cabinet Lévesque mais elles ont des postes-clés (Santé et bien-être social, Mines); Monique Bégin n'a pas moins d'influence que n'en a eu Mme Payette, Judy Erola n'est pas traitée avec plus de désinvolture que Pauline Marois, le Conseil consultatif fédéral sur la situation de la femme n'est pas moins combattif que le Conseil québécois du Statut de la femme... et il n'y a pas, au sein de la députation libérale fédérale, une femme de la trempe de Louise Harel qu'on aurait osé ignorer lors de la formation du conseil des ministres.

Qu'on me comprenne bien: je ne dis pas que le gouvernement Trudeau ou les libéraux mériteraient des félicitations, à ce chapitre où aucun gouvernement et aucun parti n'en mérite car tous les politiciens quels qu'ils soient s'entendent pour faire de la cause des femmes le dernier de leurs soucis.

Je dis que, contrairement à ce qu'il s'imagine, le PQ n'est pas, n'est plus à l'avant-garde, et que s'il fallait comparer sa performance avec d'autres à ce chapitre, force serait peut-être même de constater qu'il traîne de la patte.

S'ils allaient faire un tour chez les voisins, ses dirigeants s'en rendraient compte... et j'espère qu'ils en seraient au moins gênés.

Triste anniversaire, oui, triste anniversaire.

Kaplan encourage les mesures préventives

■ WINNIPEG (PC) — La criminalité baisserait sensiblement si les Canadiens adoptaient des mesures préventives, a déclaré hier le solliciteur-général du Canada, M. Robert Kaplan, dans un discours prononcé à une conférence du droit organisée à l'Université du Manitoba.

Des programmes pilotes, dit-il, ont démontré qu'on peut réduire de plus de 50 p.c. le taux de criminalité si l'on réussit à inciter le public à prendre des mesures de prévention.

Le gouvernement, a ajouté le ministre, aimerait encourager les Canadiens à suggérer des mesures préventives.

Une semaine nationale de la prévention du crime sera organisée par le gouvernement fédéral l'an prochain et il est question de créer un prix du solliciteur général pour récompenser les auteurs des meilleures idées de prévention du crime.

M. Kaplan n'approuve pas les patrouilles de citoyens qui essaient de se substituer à la police. Par contre, il invite les citoyens à coopérer avec la police.

ENTRE L'ÉPISCOPAT ET LE KREMLIN

En Pologne, c'est le début de l'après-Solidarité...

■ Les Russes ont donné le feu vert aux autorités polonaises pour libérer Lech Walesa, le leader de Solidarité, pour des raisons d'apaisement et pour ne pas braquer l'Episcopat qui exigeait ce geste pour détendre l'atmosphère.

Le Kremlin ne veut, en aucun cas, une crise majeure en Pologne qui provoquerait immanquablement des réactions occi-

MICHEL ROESLER

dentales sérieuses, alors que tout sa politique est orientée vers une neutralisation de l'Europe occidendale et vise à établir de bons rapports avec le monde libre. L'affaire afghane est déjà suffisemment lourde.

C'est du moins l'analyse du professeur Alain Touraine. Actuellement au Québec, pour une série de cours à l'Université de Montréal, le sociologue français a longuement étudié le syndicat Solidarité, en Pologne même, où il a séjourné d'avril à novembre 1981. Avec une équipe de collègues polonais et français, il a travaillé à Gdansk, Varsovie, Wroclaw, Katowice, Szczcin et Lodz, sur les chantiers, dans les usines et dans les mines. Il a rencontré les principaux leaders de Solidarité, dont Lech Walesa, du Kor (Comité de défenses des ouvriers fondés en 1976 et regroupant les intellectuels polonais), des représentants de l'Eglise polonaise et du parti ouvrier unifié polonais (parti communiste). En collaboration avec François Dubet, Michel Wieviorka et Jan Strzelecki, il a publié à l'issue de ce voyage un ouvrage, « **Solidarité** », qui dresse le bilan de cette recherche.

Selon cette étude, la politique poursuivie par les Soviétiques en Pologne est donc claire: anéantir Solidarité, sans faire de vague. Ne pas provoquer l'Episcopat, suceptible d'accepter des compromis, à condition que l'on ne menace pas la nation polonaise dont elle est le garant historique. On l'a vu récemment, l'Eglise polonaise n'a pas soutenu le mouvement de grève du 10 novembre lancé par les responsables clandestins de Solidarité, ce qui a provoqué son échec. Cette attitude prudente de l'Episcopat fait partie de sa stratégie à l'égard du pouvoir communiste, de façon à gagner des points dans d'autres domaines et à limiter les dégâts.

Après les récents événements, libération de Lech Walesa et disparition de Leonid Brejnev, remplacé par Youri Andropov, LA PRESSE a rencontré Alain Touraine pour avoir son opinion sur ce qui allait arriver au syndicat libre polonais.

« On ne peut pas, dit-il, supprimer Solidarité facilement. On ne peut y arriver qu'en douceur, par une répression modérée. Et c'est la méthode choisie par les Soviétiques. Mais à moyen terme, c'est la liquidation de Solidarité qui est l'objectif défini et qui se réalisera. »

Autrement dit Solidarité, officiellement illégal, devrait progressivement disparaître à la suite d'une pression ferme, constante, lente et modérée.

L'Episcopat a pour priorité absolue de sauver l'état national et ne réagira pas dans ce processus. Lui aussi, comme les Russes ne souhaite pas une crise ouverte et violente. L'affaire Solidarité devient en quelque sorte une péripétie. Elle n'a plus la priorité.

Les acteurs principaux en Pologne aujourd'hui, ne sont ni Walesa ni le général Wolciech Jaruzelski, mais l'Etat Polonais, représenté par l'Episcopat, et le Kremlin.

On a cru longtemps que Jaruzelski était une sorte de compromis, qu'il était au fond un Polonais sincère, nationaliste, qui avait imposé le 13 décembre 1981, l'état de siège, pour empêcher une intervention soviétique. C'est faux.

Alain Touraine est formel: Jaruzelski est un homme du parti. Il n'est, sur le plan militaire que commandant et non général. Ce grade il l'a obtenu en devenant commissaire politique et le porte comme Brejnev portait celui de maréchal. C'est un « appatchik » totalement inféodé au Kremlin.

Devant la déconfiture du parti communiste polonais en 1981, le POUM, les Soviétiques ont fait intervenir sa fraction militaire avec mission de redresser la situation. Il s'agit donc d'occuper militairement le pays, de liquider Solidarité qui à travers le syndicat, n'est rien d'autre qu'un mouvement de libération nationale. Ce qui est intolérable pour la Russie soviétique.

La Pologne se trouve ainsi partagée en deux camps, la population et une armée d'occupation. C'est la guerre froide. De ce fait aucun accord n'est possible, aucun affrontement non plus. Il faut donc trouver des accommodements.

La libération de Lech Walesa s'inscrit dans cette stratégie. De plus on espère qu'elle peut contribuer, à l'affaiblissement du mouvement. Walesa n'aime pas les intellectuels. Or le réveil polonais est le fruit de la rencontre des intellectuels du Kor et des travailleurs des chantiers de Gdansk. L'union des deux a fait la force de Solidarité. Les autorités tout en libérant Walesa annoncent un procès du Kor. Cherchent-elles à mettre un coin entre l'arbre et l'écorce? C'est une hypothèse plausible qui peut marcher. Sinon on en cherchera d'autres.

Mais il reste de tout cela, et c'est dur pour l'Empire Soviétique, que pour la première fois, officiellement un pays de l'Est manifeste son refus du régime et subit non moins officiellement une occupation militaire pour l'empêcher de s'exprimer librement.

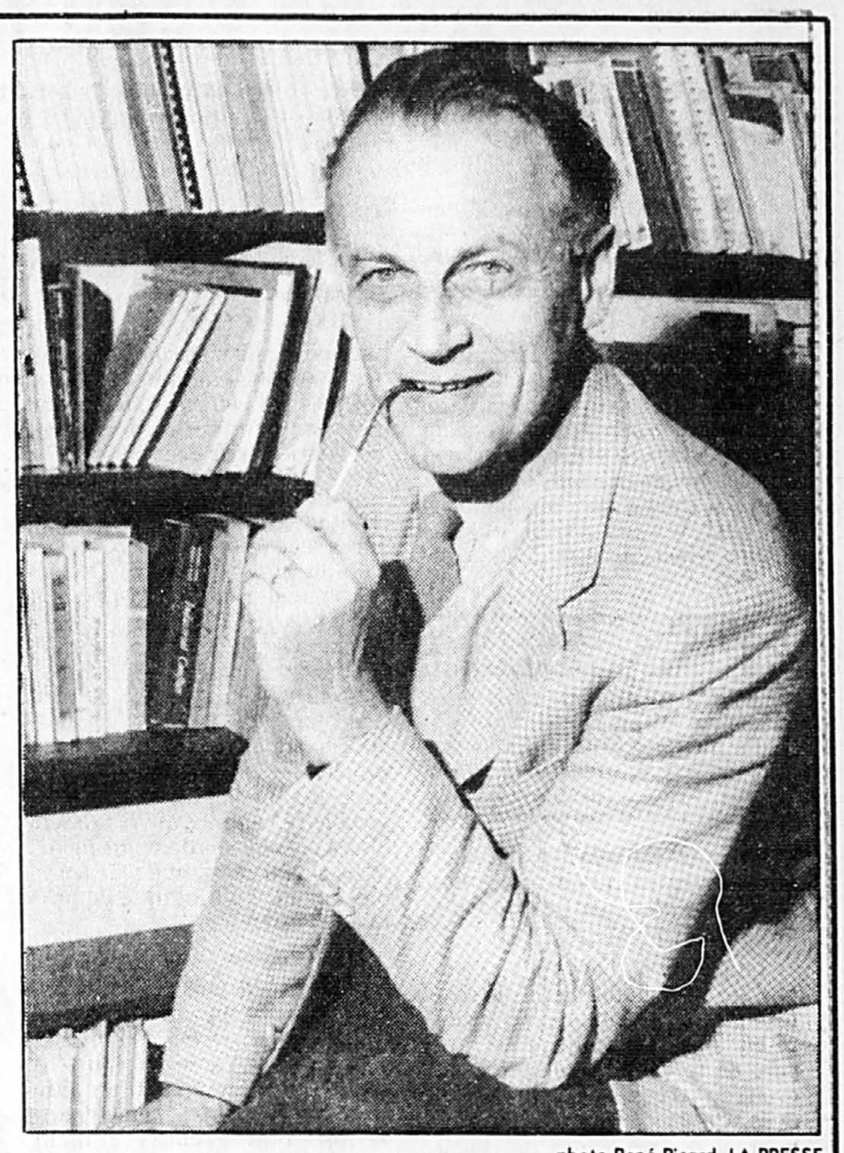


photo René Picard, LA PRESSE

Le Kremlin ne veut pas d'une crise majeure en Pologne, selon le professeur Alain Touraine, sociologue français, actuellement au Québec pour une série de cours à l'université de Montréal.

Régime des rentes: malgré l'urgence Lévesque reporte la réforme d'un an

■ Il est impensable, en pleine crise économique, de hausser les cotisations pour éviter que la caisse du régime des rentes du Québec ne s'assèche au tournant du siècle.

C'est du moins pour cette raison que le premier ministre Lévesque a retardé d'un an la réforme envisagée par son collègue Denis Lazure. La réforme vise deux objectifs: éviter l'assèchement de la caisse et améliorer le sort des quelque 420 000 bénéficiaires de la Régie des rentes du Québec.

Le ministre Lazure souhaite quand même déposer un projet de loi avant Noël. Son plan ferait en sorte que les retraités de l'an 2 000, soit les 40 ans d'aujourd'hui, qui composeront alors 12 p. cent de la population, touchent entre 60 p. cent et 80 p. cent de leurs anciens revenus de travailleurs actifs. Le double de maintenant.

Les retraités reçoivent présentement, en moyenne, $345 par mois de la RRQ et environ $250 par mois du Plan de pension du Canada. Seulement 40 p. cent des travailleurs participent à un des 5 000 régimes privés. Au moins la moitié des travailleurs subissent ainsi une baisse de revenus de 35 p. cent à 40 p. cent au moment de leur retraite. Cela expliquerait, en partie du moins, le taux élevé de mortalité à 65 ans. Les statistiques révèlent par ailleurs que la moitié des retraités québécois doivent recourir au programme de sécurité du revenu minimum garanti de l'aide sociale.

La réforme Lazure permettrait aux citoyens de prendre leur retraite dès 60 ans et de commencer à toucher presque en totalité leurs prestations dès ce moment. Le nouveau régime favoriserait un peu plus les femmes et la classe moyenne.

Le débat public commencera au début de l'an prochain, à l'occasion d'une commission parlementaire. Le gouvernement espère faire adopter sa réforme par l'Assemblée nationale avant l'ajournement de juin. Le nouveau régime pourrait alors entrer en vigueur le 1er janvier 1984.

La réforme n'a pas que des

PIERRE VINCENT

(de notre bureau de Québec)

bons côtés. La cotisation de l'employé sera augmentée de ½ p. cent, soit une centaine de dollars par année pour travailleur gagnant environ $20 000 par année. Celle de l'employeur serait augmentée du même pourcentage, soit environ $75 par employé.

Cette échéance est repoussée. Mais elle est inévitable. Déjà, à compter du 1er janvier prochain, les prestations vont dépasser les cotisations de $15 millions. Et de $100 millions en 1984. A défaut d'une hausse des cotisations, le gouvernement devra gruger dans ses réserves avant la fin de la décennie, c'est-à-dire retirer les sommes investies par la Caisse de dépôt dans l'économie du Québec.

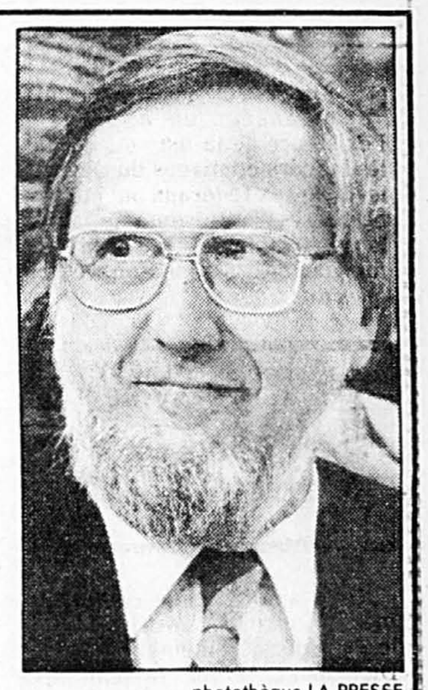
A partir de là, il ne faudrait plus compter que quelques années pour se retrouver devant une caisse vide. Et, coincidence apocalyptique, il n'y aurait plus alors, selon les prévisions démographiques, assez de travailleurs pour « supporter » le nombre des retraités. Il y a aujourd'hui quatre travailleurs actifs pour un retraité. Il n'y aura plus que deux travailleurs actifs pour un retraité en l'an 2 001.

« Chose certaine, fait valoir un haut fonctionnaire du cabinet Lazure, plus on attend plus le rattrapage à faire sera grand. Il faut que les cotisations augmentent d'au moins 5 p. cent d'ici 1989 (1 p. cent par année à partir de 84). Aujourd'hui à 3,6 p. cent, elles devraient être à 10,5 p. cent en l'an 2 000. En fait, c'est en 1974 qu'il aurait fallu réviser le système, quand on a décidé d'indexer les cotisations à la hausse du coût de la vie. »

Les hausses de cotisations suscitent déjà de l'opposition chez le patronat qui souhaiterait qu'elles soient étalées sur une plus longue période. Dans ce milieu, on ne prise guère aussi que le gouvernement profite de l'occasion pour bonifier le régime.

Pour le porte-parole libéral en la matière, M. Christos Sirros, cela ressemble étrangement à de nouvelles taxes indirectes. « Et puis nous nous demandons si c'est vraiment la peine d'augmenter le fardeau fiscal des citoyens pour que la Caisse de dépôt investisse encore un peu plus dans des compagnies du genre de Maislin ? »

Des chercheurs de l'université Laval en sont venus à la conclusion, eux, qu'une hausse de l'ordre de 10 p. cent de la masse salariale entrainerait la perte de 40 000 à 60 000 emplois, parce que beaucoup de petites entreprises ne pourraient supporter le coup.



photothèque LA PRESSE

Le ministre Denis Lazure souhaite déposer un projet de loi avant Noël .

« D'abord, enlevons-nous de la tête qu'il s'agit là de taxes, répond-on au bureau de M. Lazure. Ensuite, il n'a jamais été démontré que faire du développement social était nuisible à l'économie. Nous savons par expérience que les entreprises finissent toujours par s'ajuster, par s'adapter au développement social. Et ce sera la même chose pour la réforme du régime de retraite...»

LA RÉFORME LAURIN

Ryan critique le projet sans le démolir

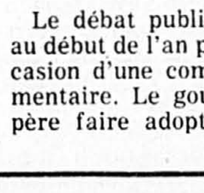
■ Le « contre-livre blanc » de M. Claude Ryan sur la restructuration scolaire, en réplique à celui du ministre Laurin, ne manque pas d'étonner. C'est que s'il fait une part à l'opposition partisane qu'on attend toujours en réplique à un document ministériel, il est, dans l'ensemble, plutôt constructif.

M. Ryan assure d'une part que le Livre blanc de M. Laurin est inopportun, inacceptable et doit être rejeté. Mais les propositions qu'il fait par la suite, ou les accords qu'il signale en passant, démontrent qu'à ses yeux la restructuration ne comporte pas que des monstruosités.

Il endosse notamment les trois objectifs du Livre blanc: valoriser l'école, valoriser les parents et promouvoir la décentralisation. Mais « ce que l'on vise en réalité, ce à quoi on aboutit en tous cas, c'est autre chose », assure le porte-parole libéral en matière d'éducation. D'où l'essentiel de ses critiques.

Ainsi, M. Ryan juge que le Livre blanc part d'une problématique fausse dans laquelle ni les problèmes, ni les solutions ne correspondent à la vision de la réalité que, pour sa part, le parti libéral a constatée dans ses rencontres avec les milieux de l'éducation depuis un an. Ces « erreurs de perspective » entraineraient des « conséquences désastreuses sur l'unité, l'équilibre, la qualité et l'efficacité du sytème d'enseignement public ».

Curieusement, la première partie du document libéral faci-



MARIANE FAVREAU

lite grandement la compréhension de l'oeuvre du ministre Laurin. Elle reprend les grands thèmes du document ministériel et en dégage une comparaison, parfois un peu courte, mais facile à saisir, entre le système actuel et le système proposé. Cette pédagogie n'est pas inutile, plusieurs ignorant manifestement où en est rendue l'évolution scolaire.

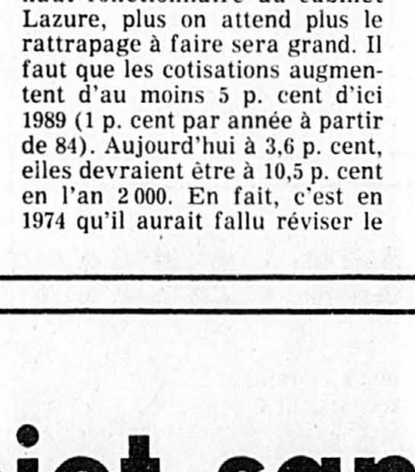
C'est quand il examine le nouvel équilibre des pouvoirs entre l'école, la commission scolaire et le ministère de l'Education que les critiques deviennent les plus aiguës. « C'est un véritable démantèlement du système scolaire et une dangereuse atomisation de l'école qu'annoncent les solutions proposées par M. Laurin, écrit M. Ryan. Prétendre détacher l'école de la commission scolaire, c'est la vouer à tomber logiquement, tôt ou tard, sous le contrôle et la domination de plus en plus totale du ministre de l'Education lui-même. »

Ses propositions

Tout en précisant que le contexte actuel ne se prête guère aux réformes majeures de structures, M. Ryan propose quand même un certain nombre de modifications.

■ Maintien du lien organique entre l'école et le ministère que sont les commissions scolaires dont les membres sont élus au suffrage universel. La commission scolaire doit demeurer comme corps administratif et surtout « comme corps politique investi d'un mandat populaire et d'une souveraineté véritable dans le domaine d'action confié à sa compétence ».

■ Participation effective des parents au processus décisionnel dans les questions touchant l'orientation générale de l'école.



photothèque LA PRESSE

La réplique de Claude Ryan ne manque pas d'étonner.

■ L'enseignant, « grand oublié du Livre blanc », doit avoir une place et un statut bien définis correspondant à ses compétences.

■ Regroupement des commissions scolaires primaires et secondaires d'un territoire (intégration).

■ Remplacement des commissions scolaires actuelles, divisées selon la religion, par des commissions scolaires linguistiques, non seulement à Montréal comme le propose M. Laurin, mais partout au Québec. Cependant ce réaménagement devrait s'accompagner d'une garantie législative: la division des commissions scolaires suivant la ligne linguistique « ne pourrait être abrogée que moyennant l'approbation d'une majorité très substantielle des députés de l'Assemblée nationale ».

Confessionnalité

Quant à la confessionnalité, M. Ryan endosse l'aménagement prévu par le Livre blanc où une école serait catholique dans son projet éducatif « là où les parents ont exprimé leur volonté à ce sujet ». Il précise qu'il doit être possible d'offrir aussi des écoles publiques où le projet éducatif ne s'inspirera pas spécifiquement des valeurs catholiques (ou protestantes). Et dans toutes les écoles, l'option doit être possible entre enseignement religieux et moral.

Mais la méthode que préconise M. Ryan pour déterminer le statut confessionnel de l'école laisse songeur: « un recensement périodique à l'échelle de tout le territoire de la commission scolaire ». Y indiqueraient leurs préférences non seulement les parents qui ont des enfants à l'école, mais aussi ceux qui ont des enfants en bas âge appelés à fréquenter l'école dans un avenir plus ou moins rapproché.

Selon M. Ryan, ce recensement régional serait un « moyen plus précis » de vérifier la volonté réelle des parents. Il permettrait de réaliser une meilleure planification des services scolaires et une répartition plus judicieuse des ressources et services éducatifs à travers tout le territoire, suivant les préférences exprimées par les citoyens.

Par son ultimatum, Lévesque abolit le droit de grève dans le secteur public

■ Dans le texte de l'ultimatum qu'il a servi, jeudi, aux syndiqués du secteur public, René Lévesque, après avoir rappelé que l'Ontario a imposé par une loi des augmentations limitées à 6 et 5 p. cent à ses employés, affirme : « Nous avons choisi, quant à nous, la voie de la négociation. »

LOUIS FALARDEAU

(de notre bureau de Québec)

Voilà une affirmation qui, bien que théoriquement correcte, mérite d'être atténuée à la lumière des faits.

Rappelons d'abord qu'au Québec, les négociations dans le secteur public se font depuis près de 20 ans dans un contexte de rapport de forces qui comprend le droit de grève pour les syndiqués. Or, la déclaration du premier ministre équivaut à une abolition pure et simple de ce droit.

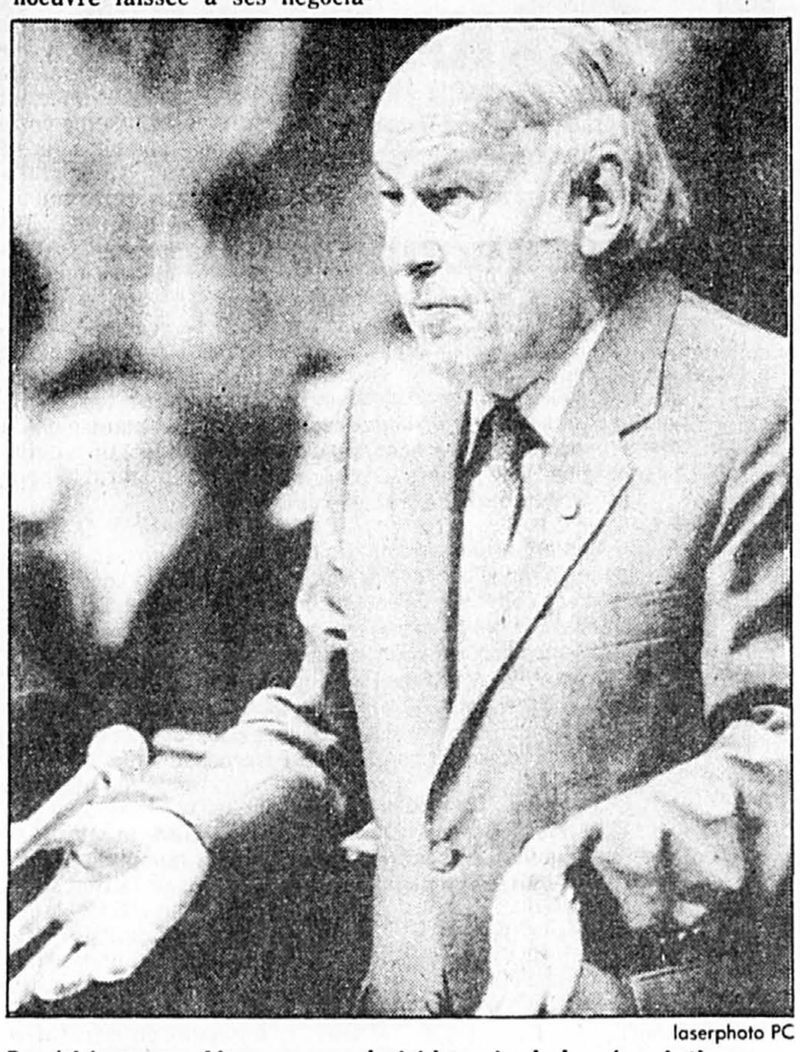
Les syndiqués, en effet, ne peuvent se mettre en grève qu'à l'expiration de leur convention collective. Celle-ci devait prendre fin le 31 décembre, mais elle a été prolongée, par la Loi 70, jusqu'au 31 mars. Ce n'est donc qu'à compter d'avril que les quelque 300 000 employés de l'Etat pourront légalement se mettre en grève. Mais ils ne pourront le faire, puisque M. Lévesque a annoncé que si une entente négociée n'intervenait pas d'ici à trois semaines, le gouvernement renouvellerait les conventions par décret.

La Loi 70 abolissait déjà le droit de grève pour ce qui est de la « négociation » de la récupération de $521 millions que le gouvernement a décidé d'imposer à ses employés. Mais il restait toujours possible aux syndiqués d'exercer ce droit légalement comme moyen de pression pour négocier tant les parties salariales que normatives de leurs prochaines conventions. Il fallait bien sûr qu'ils attendent avril pour le faire, donc qu'ils laissent durer les négociations jusque-là. Mais cela n'est même plus possible depuis l'ultimatum du premier ministre.

Les partisans de l'abolition du droit de grève dans le secteur public peuvent donc se réjouir, bien qu'ils eussent probablement préféré qu'on le fasse un peu plus dans les formes, plutôt qu'avec les détours plus ou moins transparents que le gouvernement s'est permis. Ils pourront aussi mesurer l'efficacité d'une telle mesure et, très probablement, se rendre compte qu'il ne suffit pas d'abolir le droit de grève pour qu'il ne s'en produise pas.

D'autre part, en répétant sans cesse que ses « offres », qui sont le plus souvent des demandes, ne sont à peu près pas négociables, le gouvernement réduit encore l'étendue de ce que M. Lévesque appelait la « voie de la négociation ».

On verra, lors du dépôt des offres finales de l'Etat dans quelques jours, que la marge de manoeuvre laissée à ses négociateurs était des plus étroites. Quelques dizaines de millions pour alléger le sort des plus bas salariés, quelques concessions aux chapitres de la mobilité et de la sécurité d'emploi qui laisseront quand même les syndiqués largement perdants quant à la situation actuelle, et peut-être des augmentations de salaire un peu plus généreuses en 85, au sortir de la crise.



laserphoto PC

René Lévesque : Nous avons choisi la voie de la négociation...

Le gouvernement a peut-être raison de se montrer si chiche envers ses employés. Sa situation financière, aggravée par la crise, est en effet catastrophique et une réduction radicale de la croissance de ses dépenses s'imposait. Dans une situation pareille, il appartient à l'Etat, au nom de tous les citoyens, de corriger la situation. Le gouvernement Lévesque a choisi de le faire en faisant porter l'essentiel de l'effort aux employés de l'Etat, en invoquant le fait qu'ils sont mieux traités que les autres travailleurs. Il appartiendra aux électeurs d'apprécier ce choix.

Mais si cette voie s'imposait, pourquoi avoir fait semblant de suivre la « voie de la négociation » ? Si rien n'était négociable, pourquoi ne pas avoir fait comme l'Ontario justement, et imposer tout de suite, en juin, ce qui devait l'être tôt ou tard ? Le gouvernement aurait pu alors faire beaucoup mieux qu'en Ontario ou au fédéral, en protégeant les bas salariés et en faisant porter le poids du rattrapage aux mieux nantis.

Car il est évident que les directions syndicales n'accepteront pas de signer une convention qui leur aura été à toutes fins utiles imposée et qui ne comporte que des reculs. Ils préféreront de beaucoup se la faire imposer par une loi, de sorte que l'affrontement, la crise sociale, si elle doit avoir lieu, se produira de toute façon.

Il semble que le premier ministre croyait pouvoir convaincre les syndiqués de la nécessité d'accepter les sacrifices que le gouvernement leur demandait. Une habile campagne d'information-propagande avait réussi à leur donner mauvaise conscience, à les isoler dans l'opinion publique et à les convaincre qu'ils ne pouvaient s'attendre à mieux. Des sondages menés régulièrement par le PQ démontraient que les syndiqués de la fonction publique n'avaient pas l'esprit guerrier.

Mais le gouvernement a acquis la certitude au début de la semaine que cet état d'esprit ne s'était toujours pas communiqué aux leaders syndicaux, que les radicaux tenaient toujours le haut du pavé dans les syndicats.

Tentative pour ébranler l'édifice

D'où l'ultimatum qui pourrait peut-être ébranler cet édifice. Ou plus probablement provoquer un affrontement que le gouvernement, sondages en mains toujours, croit devoir être relativement mineur et de courte durée. Et qui se terminera, avant Noël, par un retour à la paix sociale.

Reste à voir de quelle qualité elle sera. Et quelle sera la productivité d'employés de l'Etat ainsi malmenés.

La liste noire: PQ-Conservateurs passent à côté du vrai problème

■ Après avoir joué les vierges offensées en apprenant l'existence de la liste du PQ sur les leaders ethniques du Québec, les libéraux fédéraux ont été embarrassés, cette semaine, après la publication de leur propre catalogue des associations ethniques du Canada.

GILBERT LAVOIE

(de notre bureau d'Ottawa)

Il n'y avait aucune commune mesure entre les deux listes, celle du fédéral remontant à John Diefenbaker et ne faisant pas état de l'affiliation politique canadienne des groupes mentionnés.

Mais les conservateurs ne se sont pas gênés pour faire un scandale de cette affaire, et les libéraux ont trouvé peu de sympathie auprès des média d'information. « Lorsqu'on crache en l'air, ça finit toujours par nous retomber dans le visage » a confié à LA PRESSE un membre du cabinet Trudeau, en reconnaissant que ses collègues Jim Flemming et André Ouellet avaient été trop empressés de jouer aux purs pour dénoncer la liste de Gérald Godin.

PQ et conservateurs

Cela dit, il importe de clarifier un peu cette affaire. D'une part, c'est le Parti québécois qui a refilé la liste en question aux conservateurs. D'autre part, les troupes de Joe Clark ont peut-être réussi un bon coup politique contre les libéraux, mais ils n'ont pas dénoncé la bonne liste, si leur but réel est de défendre la liberté des individus et du droit d'association.

Ce qui n'a pas été dit dans cette affaire, c'est qu'au moins quatre journalistes francophones à Ottawa avaient vu la liste en question, expédiée par un informateur anonyme, une semaine avant que les conservateurs n'en révèlent l'existence. Sans même se consulter, ils avaient conclu que la liste n'avait rien d'extraordinaire, et ne ressemblait en rien au document préparé par le PQ.

Jeudi dernier, le bureau du Québec à Ottawa, dirigé par Mme Jocelyne Ouellette, a été avisé par le bureau de Gérald Godin à Québec, que certains médias québécois avaient obtenu copie du document. Elle a demandé à consulter la liste, et sans prévenir personne, elle en a fait des photocopies et l'a refilée au bureau de Roch LaSalle, qui l'a transmis à Perrin Beatty, le critique de M. Joe Clark en matière de communications. Les conservateurs, qui cherchent à faire une percée auprès de l'électorat ethnique, ont trouvé un profit évident dans ce document. Voilà pour la petite histoire.

Que les conservateurs s'amusent un peu aux dépens des libéraux avec l'aide du PQ n'a pas de quoi surprendre. Mais si le parti de Joe Clark est sérieux dans sa défense des droits individuels, il serait temps qu'il s'attaque à la vraie liste noire du gouvernement, celle qui limite l'accès à la Fonction publique à un nombre indéterminé de Québécois, dont le seul tort est d'avoir un conjoint, un parent ou un ami intime qui milite ouvertement au sein du Parti québécois.

Cette pratique est connue de tous à Ottawa. La commission McDonald a révélé que les services de sécurité de la GRC sont tenus de communiquer directement aux ministères tout renseignement concernant les liens d'une personne avec le « séparatisme ». La nature des liens en question est ainsi définie par le gouvernement : « Les sympathies, liens et activités séparatistes du sujet doivent être signalés, de même que les renseignement importants de même nature au sujet de **parents** ou d'**associés** ». (Les caractères gras sont de LA PRESSE).

Que le fédéral cherche à écarter les péquistes convaincus des postes stratégiques de la Fonction publique ne scandalise plus personne dans le contexte actuel, même si cela va à l'encontre de la Charte des droits. Le gouvernement Lévesque est sûrement tout aussi méfiant à l'endroit des fédéralistes convaincus, à Québec.

Mais que les parents et amis de militants péquistes se retrouvent sur des listes noires confidentielles des ministères fédéraux, sans en être informés et sans avoir le droit de se défendre, a de quoi surprendre. Ce serait le scandale de l'année à Québec, si les libéraux prouvaient que le gouvernement Lévesque agit de la même façon. A Ottawa, personne n'a été surpris. La Commission McDonald a demandé que l'on mette fin à cette pratique, mais le cabinet a passé outre à cette recommandation. Dans l'opposition, conservateurs et néo-démocrates n'ont pas bougé.

Interrogé hier sur le sujet, le critique conservateur, M. Perrin Beatty, a dit ne pas avoir lu le rapport de la commission McDonald. Il a promis de le faire et de prendre position sur le sujet.

Au cours des dernières années, les conservateurs ont « flirté » à quelques reprises avec le PQ, dans des domaines où les deux partis avaient des intérêts communs. Après l'affaire de la liste ethnique, il sera intéressant de voir si cette collaboration dépasse le cadre des intérêts politiques immédiats, et si le parti de Joe Clark est prêt à s'afficher publiquement sur des questions où l'appui de la presse anglophone ne sera pas aussi enthousiaste.

Des plans pour sauver Sidbec...

■ Après avoir laissé entendre pendant plusieurs mois que les installations de Sidbec-Normines devaient être sacrifiées sur l'autel de la rentabilité, le ministre Rodrigue Biron a redonné espoir aux travailleurs et aux communautés de la Côte-Nord lors de la commission parlementaire sur l'avenir de Sidbec.

GILLES GAUTHIER

(de notre bureau de Québec)

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a également permis aux employés des laminoirs à tôles de l'usine de Contrecoeur, menacés de fermeture, de respirer plus à l'aise, pour le moment du moins.

Le sauvetage suppose toutefois une vaste concertation, ainsi qu'une difficile renégociation de contrats impliquant trois pays. Il est probable que les déclarations de M. Biron (« L'acier n'a plus d'avenir », etc.), voulaient forcer les intervenants à prendre vraiment conscience de la gravité de la situation. Les obliger à « faire leur part » pour maintenir, en retour, un certain nombre d'emplois et éviter de porter le coup de grâce à la Côte-Nord.

Dans son mémoire présenté à la commission parlementaire, le Syndicat des métallos offrait de s'impliquer, même financièrement, dans le sauvetage. M. Biron avait d'ailleurs proposé il y a un an et demi aux syndicats représentant les travailleurs des sociétés d'Etat d'accroître leurs responsabilités au sein des entreprises. Les métallos de Sidbec avaient répondu : « Non merci pour l'instant, mais nous continuerons à y réfléchir ».

Il y a quelques mois, les employés CSD de Forano, confrontés à la faillite de l'entreprise, acceptaient de s'impliquer. Ceux de Sidbec offrent d'embarquer à leur tour. Compte tenu de la taille des deux entreprises, il s'agit cette fois d'un geste aux répercussions importantes.

Mais, pour réduire à un niveau acceptable la production de Sidbec-Normines, comme le suggèrent notamment les métallos dans leur mémoire, il faut renégocier les ententes liant les trois partenaires qui ont créé l'entreprise, Sidbec, British Steel et Québec Cartier Mining (QCM), filiale de la puissante sidérurgie US Steel.

Les Britanniques, dont la participation s'élève à 42 p. cent (elle est de 51 p. cent pour Sidbec et 8 p. cent pour QCM), n'ont jamais voulu s'engager par écrit à diminuer les quantités de minerai qu'ils achètent de Normines. En vertu des contrats, un tel geste pourrait avoir des conséquences désastreuses sur le plan financier. Mais on pense à Québec qu'ils ne demanderaient pas mieux que de pouvoir se dégager de leurs engagements, à cause du marasme dans lequel est plongée l'industrie sidérurgique.

Il faut également renégocier les ententes avec les bailleurs de fonds de Normines, en majorité américains. C'est la First Boston qui chapeaute ce syndicat financier regroupant 47 prêteurs, dont le plus important est la compagnie d'assurances La Prudentielle. La difficulté principale réside dans le fait que, pour garantir le remboursement du capital et des intérêts des prêts ($440 millions au total), les bailleurs exigent que Normines produise au moins à 90 p. cent de sa capacité, à défaut de quoi elle doit payer une « pénalité » pour chaque tonne « non produite » sous ce niveau.

Cette exigence est considérée comme nettement exagérée, puisque la dette de chacun des partenaires est garantie par les gouvernements du Québec et de Grande-Bretagne, et la US Steel. Il pourrait arriver que les prêteurs décident de se désengager et exigent un remboursement immédiat. « Pourquoi ne pourrions-nous pas faire appel à la Caisse de dépôt et placements du Québec? », chuchote-t-on dans la Vieille capitale.

On se souviendra par ailleurs que c'est Sidbec elle-même qui avait négocié les contrats au moment de la création de Normines. Il est à prévoir que cette délicate mission sera cette fois confiée à une maison spécialisée, tout comme le gouvernement l'a fait pour l'acquisition de l'Asbestos Corporation.

Sur un autre plan, les « royautés » payées à QCM par Normines pour l'exploitation de la mine Fire Lake, qui lui appartenait, sont sans doute superflues, affirme-t-on, vu que cette société a largement profité de la création de la nouvelle compagnie, en lui vendant par exemple à bon prix les installation de Gagnon qu'elle s'apprêtait à abandonner.

Il faut rappeler également que le fait de ne pas respecter une des ententes signées peut avoir comme conséquence l'obligation de rembourser immédiatement la dette et de remettre la mine à QCM. M. Biron admet qu'il est impossible, au plan juridique, de « rouvrir » les contrats. « Mais, ajoutait-il, personne ne va nous obliger à perdre de l'argent comme cela ».

Le ministre des Finances Jacques Parizeau est venu passer un message au tout début des travaux. La commission, a-t-il indiqué, peut chercher une alternative à la fermeture de Normines. Mais il faudra que le résultat soit assez radical pour libérer le trésor public de ce fardeau. Or la participation de Sidbec dans Normines entraîne un déficit de $90 millions cette année.

« Il ne faut pas chercher une rentabilité extraordinaire, souligne M. Biron, mais faire au moins en sorte qu'on ne perde pas d'argent. ».

Le samedi 4 décembre 1982. C'est le cahier spécial des **sports d'hiver au Québec** DANS la presse

fcac
Fonds F.C.A.C. pour l'aide et le soutien à la recherche

BOURSES

D'ÉTUDES, DE PERFECTIONNEMENT ET DE RECYCLAGE (1983-1984)

TOUTES LES DISCIPLINES

Maîtrise: 7 500 $ **Doctorat:** 8 500 $ **Postdoctorat:** 14 000 $

RECYCLAGE (STAGES NE MENANT PAS À L'OBTENTION D'UN DIPLÔME)

à l'intention des détenteurs d'un diplôme de 2e ou de 3e cycle qui sont disposés à entreprendre des tâches de recherche après une interruption d'au moins trois ans: jusqu'à concurrence de 18 000 $

CONCOURS PARTICULIERS

Administration
à l'intention des personnes ayant occupé un poste d'administrateur pendant au moins deux ans

a) **à plein temps,** maîtrise en administration des affaires (M.B.A.) ou doctorat en administration: 9 000 $

b) **à temps partiel**
265 $ par crédit de maîtrise obtenu
150 $ par crédit de baccalauréat obtenu

Arts
à l'intention des artistes qui ont terminé leur formation de base et qui ne sont pas considérés comme professionnels: jusqu'à concurrence de 8 000 $

Énergie	maîtrise	7 500 $
	doctorat	8 500 $
Transports	maîtrise	7 500 $
	doctorat	8 500 $

ÉCHANGES

Québec-Ontario
à l'intention des étudiants ayant obtenu un diplôme d'une université francophone du Québec qui désirent poursuivre leurs études dans une université de langue anglaise de l'Ontario

maîtrise	8 000 $
doctorat	10 000 $

Québec-Acadie
à l'intention des étudiants acadiens désirant poursuivre des études de 2e ou de 3e cycle dans une université francophone du Québec

maîtrise	8 000 $
doctorat	10 000 $

STAGES PARLEMENTAIRES

à l'intention des détenteurs d'un diplôme de 1er cycle en communication, en droit, en journalisme ou en science politique qui désirent effectuer un stage d'un an à l'Assemblée nationale: 10 000 $

DATE LIMITE D'INSCRIPTION: 10 décembre 1982

Les candidats aux concours de bourses de maîtrise et de doctorat inscrits dans une université québécoise à la session d'automne 1982 doivent soumettre leur demande **par l'intermédiaire de leur établissement.** Ils s'informeront auprès du responsable de leur programme de la date de clôture interne fixée par leur université.

Les brochures et formulaires sont disponibles aux endroits suivants:

- ☐ FONDS F.C.A.C. pour l'aide et le soutien à la recherche, 979, rue de Bourgogne, 4e étage, Sainte-Foy (Québec) G1W 2L4, Tél.: (418) 643-3862
- ☐ Services aux étudiants des universités du Québec
- ☐ Directions régionales du ministère de l'Éducation
- ☐ Délégations et Bureaux du Québec à l'étranger
- ☐ Bureaux régionaux du ministère de l'Industrie, Commerce et Tourisme.

Les citoyens canadiens ou immigrants reçus domiciliés au Québec depuis au moins un an sont admissibles.

AUTORISATION DE POURSUIVRE LA MINISTRE BÉGIN

Ottawa en appellera de cette décision

■ OTTAWA (PC) — Le gouvernement fédéral en appellera d'une décision d'un tribunal autorisant un citoyen de Winnipeg à réclamer en cour le remboursement d'une somme de $23,400 saisie chez lui lors d'une descente à la recherche de narcotiques.

Le jugement du juge Israel Nitikman, de la Cour fédérale à Winnipeg, permettrait à M. Brian Aimonetti de poursuivre le ministre de la Santé, Mme Monique Bégin, pour recouver l'argent, dit le procureur de la Couronne, Me Henry Glinter.

L'affaire pourrait aller jusqu'en Cour suprême.

La GRC a trouvé plus de 30 onces de cannabis lors de la descente en février 1979. Il y avait des taches de résine sur plusieurs des billets, au total de $22,000, trouvés dans un garde-robe d'une chambre à coucher. La police a aussi saisi $1,080 dans une commode et $360 dans le portefeuille de M. Aimonetti.

Par la suite, ce dernier a été condamné à deux ans moins un jour de prison pour avoir été trouvé en possession de résine en vue d'en faire le commerce.

Entre-temps, il s'est adressé à la Cour provinciale pour rentrer en possession de son argent.

La Cour provinciale, la Cour du banc de la reine, la Cour d'appel du Manitoba et la Cour suprême du Canada ont rejeté sa requête.

Il s'est alors adressé à la Cour fédérale du Canada et à obtenu le droit d'intenter une action civile.

Il doit maintenant s'adresser à deux autres tribunaux pour pouvoir poursuivre Mme Bégin.

TAPIS BOKHARA
Pakistan, Oriental, Perse, Chinois, Indien, tapis Dhurrie
- essai 1 semaine à la maison gratuitement
- garantie écrite de 3 mois ou argent remis
- grand choix de meilleure qualité
- tapis faits à la main
- variété, service, prix les plus raisonnables en ville.

KAGHAN
TAPIS D'ORIENT INC.
5970, ch. de la Côte-des-Neiges 735-7002
VENTE

URGEL BOURGIE LIMITÉE
La sécurité des pré-arrangements

Les pré-arrangements, c'est une entente que vous concluez vous-même avec la maison Urgel Bourgie Limitée. Parmi la gamme des services, vous déterminez ceux que vous voulez voir assurés. C'est une sage précaution, comme l'assurance-vie et le testament.

Les pré-arrangements, un choix logique
Les pré-arrangements vous permettent de faire en sorte que vos convictions soient reconnues et respectées. Le coût final des pré-arrangements ne changera pas, quel que soit le temps écoulé depuis la signature de l'entente. En cas d'annulation, le montant total sera remboursé. La maison Urgel Bourgie Limitée atteste votre dépôt dans un compte en fiducie au moyen d'un reçu émis directement par la Banque Nationale.

Conseiller spécial
M. Pierre Rousseau (932-2225), conseiller en pré-arrangements, est à votre disposition pour répondre à toutes vos questions à ce sujet.

URGEL BOURGIE LIMITÉE

Veuillez me faire parvenir votre documentation sur les pré-arrangements et autres services offerts par la maison Urgel Bourgie Limitée.
NOM: _____ UB-04-82
ADRESSE: _____
CODE POSTAL _____ TÉL.: _____
Urgel Bourgie Limitée
2630, rue Notre-Dame ouest, Montréal (Québec) H3J 1N8
Tél.: (514) 932-2225 L.P. 20-11.82

Inscription pour septembre 1983
Pensionnat — Externat
GARÇONS ET FILLES

Collège Bourget

(RIGAUD)
INSTITUTION PRIVÉE

dirigée par les Clercs de St-Viateur, construite à flanc de montagne, à environ 30 milles de Montréal, près de l'autoroute transcanadienne.

Cours secondaire complet (avec ou sans latin).

Classes spéciales pour les élèves anglophones.

Animation, pastorale et sports privilégiés.

Patinoire avec glace artificielle, piscine, deux gymnases, nombreux laboratoires, plusieurs salons, etc.

Transport organisé pour les fins de semaine.

Pour une inscription en 4e et en 5e secondaire, veuillez communiquer avec la direction des études de cette section au numéro
(514) 451-4716

Pour une inscription en 1re, en 2e ou en 3e secondaire, veuillez vous présenter au collège pour les tests d'admission avant 9h30
le samedi 4 décembre 1982
ou le samedi 15 janvier 1983
ou le samedi 12 février 1983
et pour plus de renseignements, composer
(514) 451-5785

GRANDE LIQUIDATION DE PEINTURES À L'HUILE

OUVERT DIMANCHE le 21 novembre de 12h à 17h à ces 4 succursales seulement: Rosemere, Maisonneuve, Rive Sud, Pierrefonds

2 DERNIERS JOURS SAMEDI ET DIMANCHE OUVERT DIMANCHE de 12h à 17h

CHOIX PARMI DES MILLIERS DE PEINTURES

FORMATS 8" x 10" à partir de $12
FORMATS 20" x 24" à partir de $25
FORMATS 16" x 20" à partir de $22
FORMATS 24" X 36" à partir de $40
FORMATS 24" x 48" à partir de $45

LE PLUS GRAND CHOIX DE CADRES STANDARD RÉDUITS de 20 30 40 50%

OUVERT DIMANCHE LE 21 NOVEMBRE de 12h à 17h ... à ces 4 succursales seulement: Rosemère, Maisonneuve, Rive Sud, Pierrefonds

house of frames
la maison du cadre

ROSEMÈRE — LES GALERIES MILLE-ILES, 315, boul. LABELLE, 621-9444
PIERREFONDS — CENTRE D'ACHATS STE-GENEVIÈVE, 10962 ouest, Gouin, 683-3950
À DUVERNAY (Laval) — CENTRE D'ACHATS DUVERNAY, 3100, boul. de la Concorde (à l'est de Papineau), 661-2345
À L'EST — CENTRE D'ACHATS MAISONNEUVE, 2975 est, rue Sherbrooke (à l'est d'Iberville), 521-3019
RIVE-SUD — LES GALERIES TASCHEREAU, 739, boul. Taschereau, Greenfield Park, 465-6040
À L'OUEST — LES GALERIES ST-LAURENT, 2031, boul. Laurentien (face à Canadair), 332-3097

L'AMITIÉ FLEURIT AU MILIEU DU PARTAGE

AIDEZ-NOUS À LA FAIRE GRANDIR!

Noël approche, les Petits Frères ont besoin de vos dons pour aider les personnes âgées, démunies et isolées dont ils s'occupent

Nom: ..... Code postal .....
Adresse: ..... Prov.: .....
App.: ..... Tél.: .....
Ville: .....

No d'enregistrement: 0187757-46-08

Un reçu pour fins d'impôt vous sera envoyé pour les dons de plus de 5,00$

☐ Je voudrais de la documentation sur les Petits Frères L.P.

LES PETITS FRÈRES DES PAUVRES
4624, rue Garnier, Montréal H2J 3S7 Tél.: 527-8653

Un immigrant marié à sa soeur « adoptive »: la Cour dissout leur union de douze mois

■ Annulation, après 12 mois, du mariage d'un jeune soudeurt de sa soeur «adoptive». Mariés civilement au palais de justice de Laval, le 12 novembre 1981, deux immigrants indiens Ramesh Chander Kapoor, soudeur de son métier, et Uma Aneja, ne sont plus mari et femme depuis hier, suite à une décision rendue par le juge Denis Durocher, de la Cour supérieure.

LEOPOLD LIZOTTE

Le tribunal a ainsi fait droit à leur requête commune pour que leur brève union soit dissoute parce qu'au moment du mariage, ils étaient frère et soeur.

En juin 1980, en effet, les parents du mari avaient adopté légalement la jeune fille , et, selon la loi québecoise, ce mariage était illégal parce que , chez nous, l'adoption crée immédiatement une filiation semblable à celle que comporte la naissance de parents communs.

Dans leur cas, toutefois, on peut dire que les deux jeunes gens , dont on ne dit rien des raisons qui les ont amnés à rechercher ce jugement de la cour, sont sauvés sinon par la cloche, du moins par le mise en vigueur retardé d'un amendement à notre code civil.

Cette modification qui prendra effet le mois prochain prévoit en effet que dans un tel cas de lien collatéral par adoption, la Cour peut désormais accorder la permission de se marier.

Mais les deux jeunes gens ayant fait diligence pour faire décider de leurs cas le plus rapidement possible, ils pourront maintenant s'en aller chacun de leur côté, même s'il semble établi qu'il entendent tous deux continuer à vivre dans la région de Montréal.

Ils avaient uni leur sort quelques semaines après être arrivés ici ensmble, en septembre 1981.

Lors du procès, aucun témoin n'a eu à se faire entendre. S'étant apparemment entendus pour retenir les services du même bureau d'avocat, leur procureur n'a eu qu'à déposer les certificats et affidavits établissant leur proche parenté pour que le tribunal, lié par la loi qui va bientôt changer, leur accorde le droit de se libérer de ces liens apparemment trop gênants que sont ceux du mariage, pour ne plus vivre désormais que comme frère et soeur.

CLUB-ÉCHANGE DE CONVERSATION FRANÇAISE ET ANGLAISE

Créé dans le but de permettre à ses membres de développer de nouveaux contacts et par un échange de conversation, d'améliorer leurs connaissances parlées en langue seconde.

SERVICES OFFERTS:

Cotisation annuelle: 50.00$ (incluant dégustation vin et charcuterie à la première rencontre).

- RENCONTRES ORGANISÉES
- LIEU DE RENCONTRE
- PARTENAIRES ANGLOPHONES
- ACTIVITÉS CULTURELLES
- ACTIVITÉS SOCIALES
- SORTIES

Inscription sur rendez-vous seulement: 844-9396
Demandez pour le «Club-Échange»
LE CLUB DE CONVERSATION FRANÇAISE ET ANGLAISE DE MONTRÉAL
910 ouest, rue Sherbrooke • Chambre 301

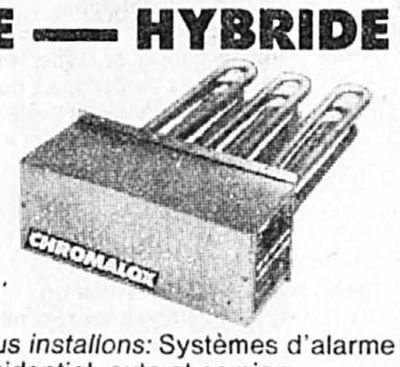
ce ep 327-2661

CENTRE D'ESTIMATION ÉNERGÉTIQUE PIRO DU CANADA inc.

BI-ÉNERGIE — HYBRIDE

Venez voir votre futur système en démonstration. Tous les genres de chauffage sont à votre disposition et en démonstration: Eau chaude, air chaud, plinthe chauffante, air pulsé, une gamme complète de thermostats.

Produit Chromalox



Pour votre protection, nous installons: Systèmes d'alarme industriel, commercial, résidentiel, auto et camion.

Venez rencontrer nos experts en chauffage au centre Langelier (coin Langelier et Jean-Talon)

Pour de plus amples informations: 327-2661

3e édition
RÉPERTOIRE DES MÉDIAS QUÉBÉCOIS

Plus de **200 nouveaux médias** inscrits.
Une nouvelle section **EXPOSITIONS**.
Des renseignements indispensables sur 125 ASSOCIATIONS ET ORGANISMES du monde des médias et de la publicité.
Une meilleure catégorisation des médias imprimés et plus de détails sur leur contenu.
Un portrait complet et pratique des 981 médias et entreprises de communication du Québec et tous les outils de consultation nécessaires pour bien s'en servir.
Le Répertoire des médias québécois, 3e édition, **981 bons moyens**...
... de connaître les médias du Québec et de mieux planifier vos campagnes d'information, de promotion et de publicité!

Commandez dès maintenant votre exemplaire, seulement **25 $**

En vente à la librairie de l'Éditeur officiel du Québec
Montréal
Complexe Desjardins
Tél.: 873-6101

ou par commande postale à
Ministère des Communications
Diffusion des publications
C.P. 1005
Québec (Québec)
G1K 7B5

VISA
Cartes de crédit acceptées ou paiement par chèque ou mandat-poste à l'ordre de **Les publications du Québec**

Gouvernement du Québec
Ministère des Communications

Québec

Chauffage
Bi-Energie
Convertisseur
mazout-électricité
P M W - 15
DE
P.M. Wright Ltée
(depuis 1921)

Pour UNIFAMILIALE
seulement
PRIX: $1400
avec subvention fédérale de
$700
subvention Hydro-Québec
$650
VOTRE COÛT $50

Pour la visite d'un représentant ou pour de plus amples renseignements contactez:

Entreprise T.G.S.

Lundi au vendredi: 9h à 21h
Samedi: 9h à 18h

744-5424
747-0262

Permis du Québec

PROGRAMME DE SUBVENTIONS POUR L'INSTALLATION DU CHAUFFAGE BI-ÉNERGIE DANS LES HABITATIONS

Une subvention d'Hydro-Québec pouvant atteindre 650 $

Remplissez et retournez ce coupon pour recevoir tous les renseignements sur le **programme de subventions pour l'installation du chauffage bi-énergie dans les habitations individuelles.**

Je veux en savoir davantage !

Veuillez me faire parvenir la documentation sur le **programme de subventions pour l'installation du chauffage bi-énergie dans les habitations individuelles.**

Nom _____
Adresse _____
Localité _____ Code postal _____

Découper et poster à:
Hydro-Québec
Programme bi-énergie
Boîte postale 6106
Montréal (Québec)
H3C 3H6

Le chauffage bi-énergie, qu'est-ce que c'est ?

Dans le cadre du programme lancé par Hydro-Québec, la bi-énergie consiste à utiliser deux sources d'énergie: l'électricité et une autre source d'énergie.
L'équipement électrique qui transformera votre système de chauffage actuel en une installation bi-énergie peut être mis en place facilement et à peu de frais, quelle que soit la source d'énergie* qui assure déjà votre chauffage. Ainsi, vous utiliserez deux sources d'énergie et conserverez tous les avantages du système existant et même les accessoires que vous y avez ajoutés comme, par exemple, le climatiseur central.

C'est avantageux!

L'utilisation de l'une ou l'autre source d'énergie est commandée automatiquement par un dispositif extérieur, réglé à une température prédéterminée de manière à tirer le meilleur rendement de chacune des deux sources d'énergie.

C'est rationnel !

Le programme de subventions pour l'installation du chauffage bi-énergie dans les habitations individuelles répond aux objectifs que poursuit Hydro-Québec depuis plusieurs années: favoriser l'utilisation rationnelle de l'électricité et permettre au Québec d'atteindre une plus grande autonomie dans le domaine de l'énergie.

C'est subventionné !

Voici un exemple qui s'appuie sur le coût approximatif d'une installation bi-énergie dans un bungalow moyen:

Installation du système bi-énergie (électricité et mazout)	1 400 $
Moins: subvention en vertu du Programme canadien de remplacement du pétrole	700 $
subvention d'Hydro-Québec (montant maximal accordé)	650 $
Montant à payer par le consommateur	50 $

C'est facile d'en savoir plus long !

Vous êtes admissible au programme de subventions d'Hydro-Québec si, par exemple, le chauffage central de votre habitation a encore une vie utile d'au moins cinq ans ou si vous achetez ou faites construire une maison neuve individuelle dont le chauffage sera assuré par un système bi-énergie.

**Dans le cadre de ce programme de subventions d'Hydro-Québec l'électricité devient la principale source de chauffage; toute autre source d'énergie, à l'exception du gaz naturel, peut alimenter le système de chauffage d'appoint déjà en usage.*

Retournez dès aujourd'hui le coupon-réponse ci-dessus pour recevoir tous les renseignements sur le programme.

Consommons mieux l'énergie d'ici

LPM 11-82

ÉCONOMIE ET FINANCE

CANADA DACTYLOGRAPHE DESIGN
CONSEILLERS EN PROJETS DE PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DE BUREAU
270-1141

Caisse de dépôt: la chasse aux péquistes

Le chat est enfin sorti du sac. Avec sa vulgarité habituelle, le ministre fédéral de la Consommation, André Ouellet, a livré à la population le fond de sa pensée sur les motifs qui ont présidé à l'élaboration de son projet de loi S-31 : la Caisse de dépôt est noyautée par des péquistes!

Ce projet, présenté au Sénat, vise à empêcher une province ou une de ses sociétés d'État de détenir plus de 10 pour cent des actions d'une compagnie impliquée dans le transport inter-provincial.

Mais les propos de son volubile parrain, tout au long de la semaine, ont bien montré qu'il voulait d'abord et avant tout s'attaquer à la Caisse de dépôt et de placement du Québec. Le ministre Ouellet a dénoncé le « socialisme déguisé » de la Caisse, l'a accusé de prendre des risques avec l'argent des Québécois, a qualifié son président Jean Campeau d'être « une marionnette dans les mains de M. Parizeau », pour enfin prétendre que le gouvernement péquiste avait infiltré la Caisse.

Cette hargne inélégante dépasse manifestement le souci du gouvernement fédéral d'assurer l'intégrité du réseau de transport canadien, ou d'empêcher Power Corporation, aidée par la Caisse de dépôt, de prendre le contrôle de Canadien Pacifique. Alors, comment l'expliquer?

L'équipe du tonnerre

Il faut remonter loin en arrière pour retrouver les sources de l'agressivité du gouvernement fédéral à l'endroit de cette société d'État québécoise : au moment de sa création en 1964, par « l'équipe du tonnerre » de Jean Lesage.

La naissance de l'organisme ne s'est faite qu'après une difficile bataille avec le gouvernement de Lester B. Pearson en conférence fédérale-provinciale, au moment où le Canada et les provinces canadiennes ont décidé de se doter d'un régime de pension. Le Québec a alors décidé de constituer un régime indépendant, la Régie des rentes du Québec, et de le gérer de façon indépendante, par le biais de la Caisse de dépôt. Les contribuables des neuf autres provinces canadiennes versent quant à eux leurs contributions au *Canada pension plan*.

Il est clair que le Québec a fait cavalier seul par nationalisme économique, c'était une façon d'être « Maîtres chez nous ». On voulait profiter de l'occasion pour doter le Québec d'un outil de développement, un « instrument de libération économique ».

Les deux régimes ont dès lors fonctionné de façon différente. Le *Canada pension plan* est « pépère », et s'est contenté d'acheter à rabais des obligations des provinces participantes, au prorata de leurs contributions. De son côté, la Caisse a géré ses fonds de façon plus diversifiée : obligations du gouvernement, mais aussi, prêts hypothécaires et titres de compagnies. Avec cette approche plus agressive, la Caisse a davantage été un outil de développement, et a également rapporté pas mal plus d'argent aux contribuables.

Une croissance plus forte que prévu

L'accusation de socialisme déguisé du ministre Ouellet fait d'ailleurs sourire, puisque cette façon d'acheter des actions et de faire des profits est sûrement plus capitaliste que de subventionner les déficits gouvernementaux. Par son activité, c'est probablement la Caisse qui a le plus contribué à la survie de la Rue St-Jacques et de la Bourse de Montréal.

Outre le fait que l'agressivité récente de la Caisse, qui s'est lancée dans des aquisitions, a fait frémir les milieux financiers torontois, deux facteurs ont pu faire que ce nationalisme québécois, toléré à l'époque, l'est beaucoup moins maintenant.

Le premier est économique. La Caisse a grossi beaucoup plus qu'on l'avait prévu. À l'époque, en 1965, on prévoyait que le fonds atteindrait $4.1 milliards en 1985, et on s'attendait à ce que cette somme baisse par la suite à mesure que le nombre de pensionnés bénéficiaires du régime augmenterait. Or, le fonds dépasse les $15 milliards en 1982 et ne cesse de croître. Cela s'explique parce que la Caisse est maintenant bien plus qu'un fonds de pension. Au fil des années, elle s'est mise à recevoir d'autres contributions, les régimes de retraite des fonctionnaires, celui de la construction, la Commission de santé et de sécurité du travail, la Régie de l'assurance automobile.

L'hydre du nationalisme

L'autre facteur est politique, et tient à la conception du fédéralisme du gouvernement Trudeau, centralisateur, hostile à toute manifestation du nationalisme régional, et désireux de ramenr tous les leviers économiques à Ottawa.

Or, ce nationalisme, plus pur produit de la pensée libérale de la Révolution tranquille, n'a rien de péquiste et se retrouve partout à travers le Canada, on n'a qu'à penser au *Heritage Fund* albertain.

Quant au pdg de la Caisse, Jean Campeau, il a commencé sa carrière publique avec le ministre des Finances Raymond Garneau. Ses activités à la Caisse en ont fait un allié privilégié d'hommes d'affaires comme Charles Bronfman, dans le dossier de Noranda, et de Paul Desmarais de Power Corp dans celui de CP; ce sont des hommes que l'on pourrait difficilement soupçonner de cautionner des manoeuvres péquistes, ou, pour reprendre l'expression de M. Ouellet, de collaborer avec « une marionnette de M. Parizeau ».

Où s'arrêtera Ottawa?

Mais M. Ouellet n'est évidemment pas seul dans cette attaque. Il est membre d'un cabinet qui a cautionné le projet de loi, et comme ce fut souvent le cas dans les conflits avec le Québec, c'est lui qui est chargé des basses oeuvres.

En s'attaquant à la Caisse et en limitant sa marge de manoeuvre, le ministre réduira bien sûr le rendement de la société d'Etat. Mais il risque aussi de nuire aux intérêts canadiens, si par exemple il la pousse à diversifier ses intérêts vers les Etats-Unis. En affaiblissant la Caisse, il affaiblit une importante source de capitaux que le Canada ne peut pas se payer le luxe de bouder.

On retrouve ainsi ce qui est devenu une marque de commerce du gouvernement Trudeau, toujours prêt à faire passer les intérêts économiques du Canada après les impératifs de la bataille constitutionnelle, et de sa guérilla avec le gouvernement Lévesque.

Il y a de quoi être inquiets. Comme jusqu'à nouvel ordre le ministre Ouellet a montré davantage son désir de freiner la Caisse que celui d'harmoniser le réseau de transport pan-canadien, on peut se demander s'il arrêtera en si bon chemin.

Rappelons qu'en 1965, le ministre des Finances de l'époque, Walter Gordon, a tenté d'interdire à la jeune Caisse d'acheter des actions de banques.

Est-ce que le gouvernement Trudeau va arrêter en si bon chemin? Qu'est ce qui l'empêchera de recommencer l'opération dans d'autres secteurs, et d'interdire, par exemple, la présence provinciale dans l'énergie, dans le secteur financier, dans certaines matières premières stratégiques, puisqu'il s'agit-là aussi de secteurs dont l'équilibre est vital pour l'économie canadienne?

LE NOMBRE DE SANS-ABRI RISQUE DE PASSER DE 5,000 À 10,000

Disparition rapide des maisons de chambres à Montréal

La rénovation urbaine et la construction de condominiums de luxe dans le centre-ville de Montréal a eu pour effet de chasser des milliers de personnes des maisons de chambres qui disparaissent à un rythme accéléré.

FRANÇOIS BERGER

De 5,000 qu'ils sont actuellement, les sans-abri de Montréal (ceux qui doivent quotidiennement solliciter un gite) passeront à environ 10,000 d'ici quelques années si les pouvoirs publics n'interviennent pas en faveur de cette forme marginale d'habitation que sont les chambres.

C'est l'une des principales conclusions que l'on peut tirer d'une étude menée pour le compte de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et dont *La Presse* a obtenu copie.

Le rapport d'étude, daté du troisième trimestre de 1982 et rédigé en anglais, s'intitule « The Unacknowledged Housing Form, a study of rooming houses in Montreal » (que l'on peut traduire par : Les chambres : un type de logement non reconnu).

Les auteurs, M. James McGregor et Mme Luba Serge, tracent le portrait socio-économique de ce secteur particulier du logement et recommandent, entre autres, l'octroi par les différents palliers de gouvernement de subventions à la restauration des maisons de chambres et à la conversion d'immeubles à cette fin. Un groupe de travail composé de représentants d'organismes populaires, de CLSC et de l'UQAM, appelé « Table de concertation sur les maisons de chambres à Montréal » a fait les mêmes recommandations il y a un an.

Les riches déplacent les pauvres

Citoyens les plus démunis de notre société, les chambreurs sont de plus en plus délogés du centre-ville : le nombre de chambres a diminué de 40 pour cent, soit de 5,200 unités (dont les deux tiers au centre-ville), depuis cinq ans et l'étude prédit que 4,000 autres vont disparaître d'ici à 1984, au rythme actuel (il reste actuellement 10,800 chambres réparties dans un millier d'immeubles, à Montréal). Une autre étude faite pour la SCHL l'an dernier démontre que les nouveaux logements en copropriété construits dans le centre-ville de Montréal, au cours des dernières années, sont acquis, au prix fort, par des « cadres moyens, des techniciens et des hauts dirigeants » (Etude sur la copropriété divise dans la région de Montréal).

Le mouvement de transformation du noyau urbain de la région montréalaise est clair : les riches arrivent en ville après en avoir chassé les pauvres. Et c'est justement ce que recherche la ville de Montréal, disent de nombreux sociologues : revaloriser le territoire en y attirant des gens de catégories socio-économiques de haut et moyen niveaux, ce qui permet, par le biais de la rénovation des logements notamment, de percevoir des taxes plus élevées. C'est ce que les experts en habitation ont appelé le « retour à la ville ».

Les auteurs de l'étude parlent quant à eux de « gentrification » (néologisme anglais venant du mot « gentry » qui signifie bourgeoisie).

Les maisons de chambres disparues depuis trois ans, qui ont été analysées par les chercheurs, ont été converties dans une proportion de 69 pour cent dans le résidentiel (condominiums, logements familiaux) et de 17 pour cent dans le commercial, tandis que 14 pour cent de ces immeubles étaient vides au moment de l'enquête.

Une maison de chambres typique du centre-ville. photothèque LA PRESSE

Les chambres : un mode de logement valable

L'étude de McGregor et Serge affirme que les chambres constituent pourtant un mode de logement valable étant donné les loyers exigés et les revenus des chambreurs.

Les trois quarts des chambreurs (composés à 80 pour cent d'hommes) vivent de revenus fournis par l'Etat (prestations d'assurance-chômage, aide sociale, pensions de vieillesse). Les loyers, dont 38 pour cent sont payés à la semaine, sont relativement bas (82 pour cent des chambres sont louées à moins de $140 par mois).

Les prix des chambres sont déterminés directement par les revenus des locataires, indiquent les auteurs. L'évolution des prix dans ce secteur ne répond pas aux mêmes critères que dans les autres secteurs de l'habitation : dans le cas des chambres, les prix sont peu ou prou influencés par les services offerts, la qualité ou la localisation des logements.

Au chapitre de la propriété des maisons de chambres, l'étude montre que 25 pour cent de ces maisons appartiennent à des administrateurs et des professionnels, 20 pour cent à des compagnies, 12 pour cent à des commerçants, six pour cent à des rentiers et le reste se partage parmi une pléiade de catégories allant de l'enseignant à l'organisme sans but lucratif.

La rentabilité des maisons de chambres semble insuffisante, constate l'étude. Seules les grosses maisons, qui comptent plusieurs dizaines d'unités, font des profits intéressants. D'ailleurs, les maisons de chambre disparues au cours des dernières années étaient en majorité de petite taille.

L'étude montre aussi que plus de la moitié de la clientèle (52 pour cent) demeure au même endroit moins d'une année. Le tiers (30 pour cent) des chambreurs restent dans la même maison de chambres plus de trois ans.

Certaines catégories de maisons de chambres pourraient être subventionnées par « Loginove »

La Société d'habitation du Québec (SHQ) va recommander au Conseil des ministres que certaines catégories de maisons de chambres soient subventionnées dans la cadre du programme de rénovation « Loginove ».

FRANÇOIS BERGER

Un porte-parole de la SHQ à Québec a confirmé à *La Presse* que la décision est prise mais pas encore soumise à l'approbation du gouvernement. Cette décision concerne uniquement les maisons de chambres appartenant à des organismes sans but lucratif (OSBL). Déjà, la Société canadienne d'hypothèques et de logement accorde des subventions aux OSBL (par exemple, 120 chambres dans le projet coopératif de Milton-Park, à Montréal).

Il s'agit d'un premier pas, a dit le porte-parole en ajoutant que la SHQ étudie les moyens de subventionner, éventuellement, les propriétaires privés de maisons de chambres.

C'est seulement par des subventions à la rénovation-restauration que les maisons de chambres pourront être viables et que pourra cesser le phénomène de disparition de cette forme de logement, dit Pierre Legros, organisateur communautaire membre de la « Table de concertation sur les maisons de chambres à Montréal ».

La plupart des maisons de chambres sont dans un état déplorable et les propriétaires ne rénovent pas parce qu'ils ne sont pas subventionnés, précise-t-il. Si les propriétaires rénovaient à leurs frais, ils seraient obligés par la suite d'augmenter de beaucoup les loyers et perdraient leur clientèle incapable de payer les nouveaux prix.

Ainsi, ils préfèrent spéculer et revendre leurs immeubles, qui seront éventuellement transformés (avec subventions) en commerces, bureaux ou logements familiaux.

L'étude McGregor-Serge sur le marché des maisons de chambres à Montréal indique d'ailleurs que la moitié des propriétaires ayant répondu à un questionnaire d'enquête envisageaient de se défaire de leurs immeubles dans un délai d'un an!

Deux définitions

La ville de Montréal n'inclut pas les maisons de chambres dans son programme de subventions à la rénovation des logeemnts parce que ces immeubles sont zonés « commercial ».

Pendant que la ville considère les maisons de chambres comme des commerces, la Régie du logement du Québec les considère, de son côté, comme des logements au même titre que n'importe quelle autre forme d'habitation.

La Régie entend, par ailleurs, mettre sur pied, en 1983, un programme d'information à l'intention des chambreurs de Montréal, clientèle difficile à joindre et très mal informée de ses droits.

VENTE DE BIÈRE ET VIN

Steinberg réclame que tous les détaillants en alimentation soient sur un pied d'égalité

Steinberg fait des démarches auprès du gouvernement du Québec afin de mettre tous les détaillants en alimentation sur pied d'égalité en ce qui concerne la vente de la bière et du vin.

FRÉDÉRIC WAGNIÈRE

La Loi 55 qui donne le droit aux épiciers indépendants de vendre de la bière et du vin avait été votée à l'époque pour rétablir un certain équilibre dans le marché en faveur des petits commerçants qui n'ont pas la possibilité de réaliser des économies d'échelle et d'atteindre l'efficacité des grandes chaines telles que Steinberg.

Melvyn Dobrin, président du conseil de Steinberg, a déclaré hier à l'assemblée annuelle des actionnaires que le marché a bien changé depuis. « Un nombre croissant de propriétaires indépendants exploitent un ou plusieurs magasins en étant affiliés à un grande corporation », dit-il. « Cette affiliation leur permet de traiter avec les producteurs et fabricants en position de force et de réaliser des économies d'échelle en matière d'achat, de marketing et de publicité. » M. Dobrin estime qu'ils ont les avantages d'une grande chaine tout en jouissant des privilèges spéciaux que leur confère la loi.

Steinberg estime que la Loi 55 est dépassée et qu'elle doit être rajustée pour qu'elle soit juste et équitable. M. Dobrin a souligné que sa compagnie n'entreprend pas ses démarches uniquement dans son propre intérêt, mais aussi dans celui des consommateurs qui doivent actuellement faire une partie de leurs emplettes de façon moins commode. Un porte-parole de Steinberg précise que Steinberg voudrait que l'équité soit rétablie en donnant le droit aux grandes chaines de vendre les mêmes boissons alcooliques qu'aux autres détaillants en alimentation.

Il ne fait aucun doute que Steinberg « jette les gants » pour obtenir gain de cause. M. Dobrin a déclaré aux actionnaires : « La confrontation n'a jamais été notre genre, que ce soit avec le gouvernement ou avec la concurrence, et ce n'est pas aujourd'hui qu'elle le deviendra. Toutefois, notre situation en ce moment-ci nécessite plus de considération effective que ne lui ont jamais accordée jusqu'ici ceux qui, au gouvernement, ont le pouvoir de changer les choses. La question est hautement prioritaire dans notre programme d'action et nous entendons utiliser tous les moyens dont nous disposons pour mettre les faits devant les autorités afin qu'elles remédient à la situation. »

Les certificats de
DÉPÔT GARANTI
du Trust Général
le mode d'épargne d'un intérêt
SUPÉRIEUR

• Taux d'intérêt élevé
• Sécurité du capital et des intérêts
• Aucun coût
• Taux d'intérêt garanti
• Souplesse dans le paiement des intérêts
• Conseillers financiers à votre service

12 1/2 %

Intérêts versés annuellement.
Période de 5 ans.
Dépôt minimum 500$.
D'autres certificats à des taux différents sont offerts pour des périodes allant de 30 jours à 5 ans.
Taux sujets à confirmation.

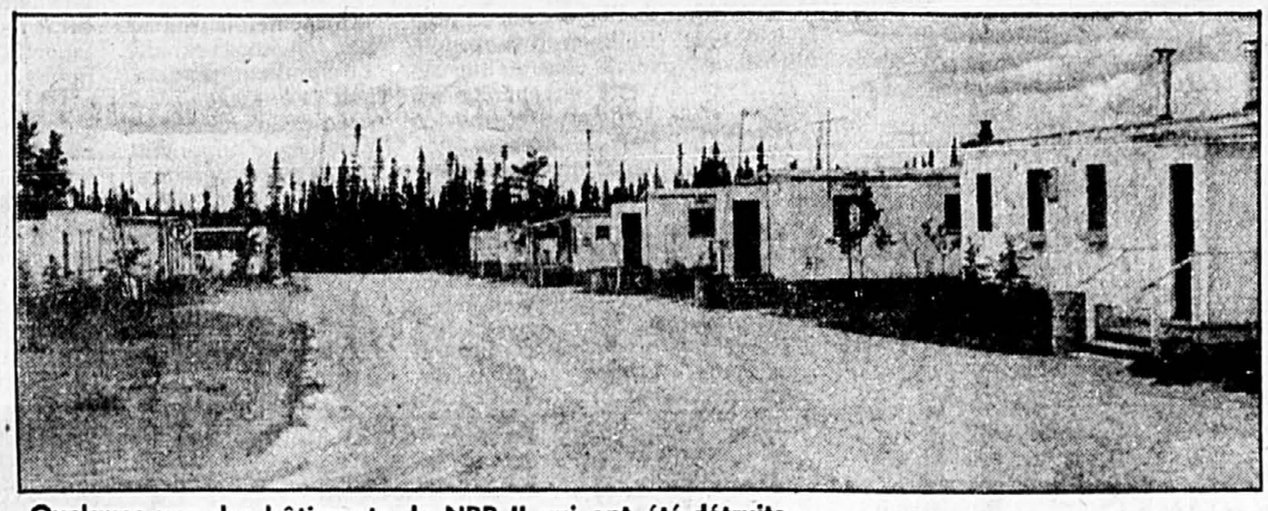
TRUST GENERAL
Montreal/University: 1100 Universités 871-2207
Montreal/Place Ville-Marie: Galerie des Boutiques 861-8383
Outremont: 1 Vincent-d'Indy 739-3761
NOUVEAU
Renseignez-vous sur nos certificats depomatic garantis
Institutions non visées par la Régie de l'assurance-dépôts du Québec

ÉCONOMIE ET FINANCE

Pourquoi la SEBJ a brûlé des bâtiments de NBR?

La population de l'Abitibi-Témiscamingue est offusquée, pour ne pas dire scandalisée. À tout le moins, elle ne comprend pas : après avoir récupéré ce qu'elle jugeait récupérable, la SEBJ a plié bagages à la Baie James en faisant table rase, par le feu, de bon nombre des quartiers d'habitation de ses chantiers hydroélectriques : maisons-dortoirs, maisons mobiles, roulottes, le tout aménagé à grands frais.

ANDRÉ CHÉNIER



Quelques-uns des bâtiments de NBR II qui ont été détruits.

Le tout, s'il n'a pu être vendu avant le grand départ, n'aurait-il pu être déménagé à Mattagami, Amos, Val d'Or au profit des éléments les plus démunis de la population? Pourquoi a-t-on livré aux flammes — d'aucuns affirment avec une perte sèche de $34 millions à $40 millions — des logements dont certains ont à peine été utilisés et qui sont encore utilisables? A-t-on voulu répondre aux exigences de la protection de l'environnement ou faut-il invoquer des raisons purement économiques?

Consciente de ces critiques, dont plusieurs ont été formulées sur les lignes ouvertes de la radio régionale, la Société d'énergie de la Baie James répond que, oui, plusieurs campements de la Baie James ont été incendiés entre la fin de septembre et la mi-novembre. Mais, au préalable, la société a récupéré tout ce qui pouvait l'être et depuis 1979 a vendu, sur appel d'offres, pour $40 millions de meubles, immeubles, équipement et articles divers. « La décision d'incendier le reste, a précisé un porte-parole de la SEBJ, a été prise moins pour des raisons de coûts que parce que ces quartiers d'habitations n'auraient pu résister au transport vers d'autres emplacements, être démantelés et réinstallés ailleurs sans s'effondrer bientôt ou parce qu'ils ne pouvaient être réoccupés que sur place et ne trouvaient pas preneur... Dans la plupart des cas, l'acheteur, ou un nouvel occupant, aurait découvert que ça lui coûtait plus cher que ça ne lui rapportait et se serait retrouvé avec rien du tout ».

Voici les données que fournit la SEBJ au sujet des quartiers d'habitation de ses chantiers du futur complexe Nottaway-Broadback-Rupert :

• NBR I : une quinzaine de bâtiments situés près de Fort Rupert, dont la valeur initiale était de $230,000,ont été vendus aux autochtones pour la somme de $75,000;

• NBR II : Sur 15 bâtiments (abris de pompes, entrepôt d'essence et autres), sept ont été brûlés après récupération de bâtiments à structure métallique de type « Fold Away ». Ces derniers provenaient d'anciens campements routiers. Quatre dortoirs qui provenaient de ces mêmes chantiers et qui avaient déjà été démantelés à plusieurs reprises ont été rasés.

• NBR III : 15 bâtiments d'environ 20 pieds sur 20, dont huit ont été brûlés (*notamment* des dortoirs en contreplaqué et une cuisine qui n'auraient pu supporter un nouveau déménagement). Il semble que certains de ces bâtiments « à vocation limitée » auraient pu être réutilisés mais sur place seulement. Ils n'ont pu trouver preneur. Des démarches auprès de Rexfor (société d'exploitation forestière) n'ont pas eu de suite. Le coût de maintien de l'équipe Exploration se chiffrant à quelque $4,000 par jour « on ne pouvait permettre de longs délais dans l'espoir d'une hypothétique occupation des lieux ». Cinq cabanes de 8 pieds sur douze ont aussi été détruites;

• NBR IV : Pour des raisons identiques, la SEBJ a décidé d'incendier 9 unités de logement en contreplaqué. L'unique roulotte aurait sans doute pu être transportée... « si elle n'avait été visitée par des vandales et lourdement endommagée »;

• NBR V : Trente modules d'habitation héliportables ont été récupérés et le droit d'occupation de certains bâtiments de type « Fold Away » a été cédé à la Société de conservation du Nord-Ouest.

Et les quelque 150 maisons ou roulottes de Caniapiscau? Elles font présentement l'objet d'un appel d'offres, selon le porte-parole de la SEBJ. Il s'agirait surtout d'habitations préfabriquées.

Yves Pratte, président du conseil de Domtar

M. Yves Pratte, juge de la Cour suprême du Canada de 1977 à 1979, deviendra président du conseil d'administration de la société Domtar à compter du Ier décembre.

M. Pratte, qui était jusqu'ici vice-président du conseil, remplacera ainsi M. Alex Hamilton à la retraite.

Pour sa part, M. James Smith, président de Domtar, sera aussi chef de l'administration, à la place de M. Hamilton.

La Caisse de dépôt et de placement, qui administre pour le gouvernement du Québec les fonds de pension des employés de l'Etat, possède la plus grande part d'actions votantes de Domtar, compagnie spécialisée dans les produits de la forêt.

PEUGEOT
VENTE
des voitures de la direction

82 505 «S» injection, 5 vitesses, gris métallisé, siège en velours bleu, 24,000 km.
82 505 «STI» injection, 5 vitesses, noir, siège en cuir naturel, «Édition Spéciale», 15,000 km.
82 505 «S» Turbo diesel, automatique, bleu métallisé, siège en velours bleu, 17,000 km.

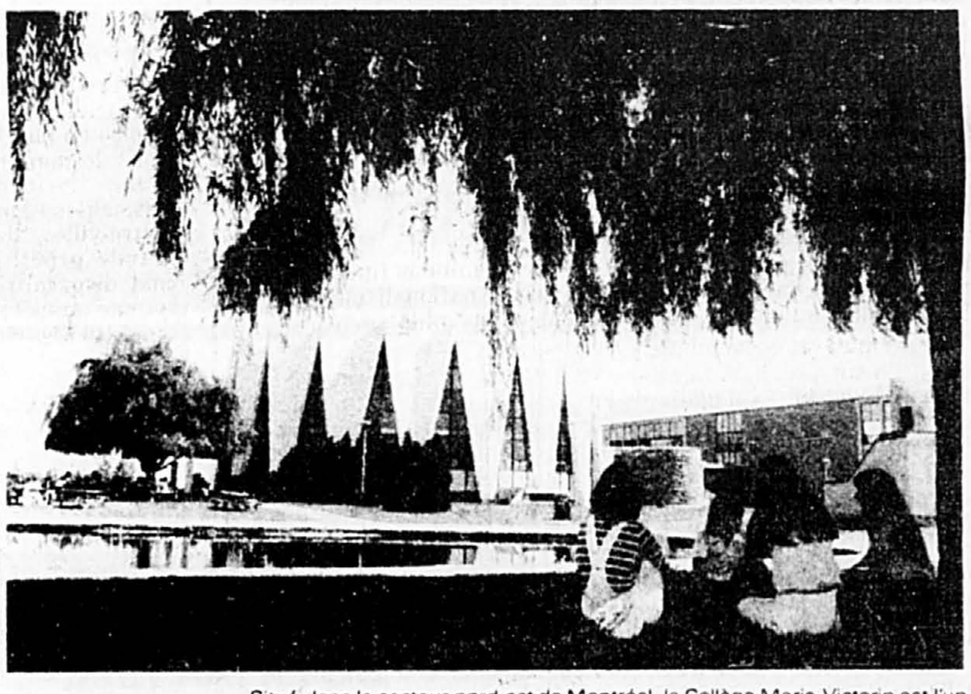
Équipement de série:
Réfrigération, toit ouvrant électrique, fenêtres à commande électrique, verrouillage centralisé, radio stéréo électronique et cassettes, régulateur de vitesses, roues en alliage, suspension 4 roues indépendante, 4 freins à disque, pont à glissement limité, direction à crémaillère assistée, etc.
Balance de garantie d'usine.

ROGER AUTOMOBILES LTÉE
4269 ouest, rue Ste-Catherine
(3 rue à l'ouest du Forum)
932-2925

CPG
Autres taux et termes disponibles 30 jours à 5 ans
Les transactions peuvent se faire par téléphone
1253 ave McGill College, Métro McGill, (514) 878-3351
Centre Commercial Place Rosemère, (514) 621-0710
6633 est, rue Sherbrooke, Métro Langelier, (514) 253-1720
12 % 19 MOIS payé annuellement
SANS FRAIS/MINIMUM 500$
Taux sujet à changement
Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec
Le trust à la mesure de chacun
Fiduciaires
LE TRUST DE LA BANQUE D'ÉPARGNE

Le meilleur taux d'intérêt sur une hypothèque de 2 ans* 13½%
*Échéant en décembre 1984
Crown Trust
Membre de la Société d'Assurance-Dépôt du Canada
Inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Montréal
• 1130 ouest, rue Sherbrooke 842-8362
• 4825 ouest, rue Sherbrooke 842-8366

Soirée d'information au Collège Marie-Victorin



Situé dans le secteur nord-est de Montréal, le Collège Marie-Victorin est l'un des plus modernes au Québec.

Le jeudi 25 novembre 1982
de 17 h à 21 h
Pour plus d'informations :
7000, rue Marie-Victorin, Montréal H1G 2J6 325-0150

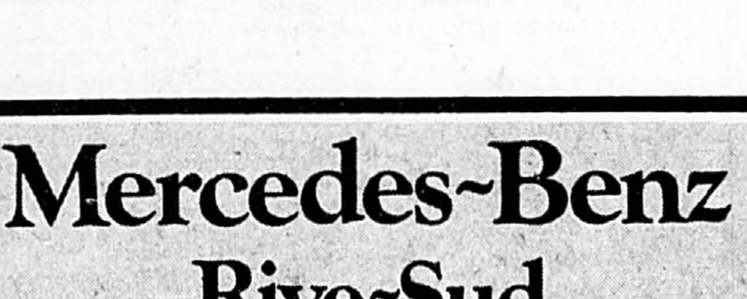
Renaissance d'une époque
PLACE UNIVERSITÉ
1255, rue Université
angle Ste-Catherine, Montréal

Aucun autre endroit dans Montréal ne dégage autant de vibrations que ce coin de ville situé angle Université et Ste-Catherine. Les rénovations viennent tout juste d'être terminées et le standing de l'immeuble se compare maintenant allègrement à celui de tout autre immeuble des plus modernes: luxueux hall d'entrée refait en marbre, élévateurs rapides, air conditionné, extincteurs automatiques, etc. Cette nouvelle Place Université offre des surfaces pour bureaux avec toutes les dernières commodités du modernisme. Mais à un taux incomparablement plus bas. Et le site est aussi tout simplement imprenable.

Pour plus d'informations, veuillez-nous téléphoner à:
LES GESTIONS C. MONIT LTÉE
(514) 483-1470

DES LOCAUX
COMMERCIAUX Par toute la ville
BUREAU·INDUSTRIE·COMMERCE DE DÉTAIL
COURTIERS ACCEPTÉS

Mercedes-Benz Rive-Sud CANADA INC.
1982 240D DIESEL
voiture d'exécutif
• Complètement équipée incluant toit ouvrant
• Balance de garantie (3 ans ou 60,000 kilomètres)
PRIX EXCEPTIONNEL
À seulement 2 minutes du Pont Champlain



DIRECTION: prenez le pont Champlain, 1re sortie à votre gauche, boul. Taschereau au 4e feu de circulation, faire un virage en U et vous y êtes.
MERCEDES-BENZ DU CANADA INC.
845 boul. Taschereau, Greenfield Park
672-2720

Lan Chile offre quatre envolées gratuites par semaine

Non seulement Lan Chile vous offre plus de vols directs chaque semaine vers Lima et Santiago, mar., ven., sam. et dim. (dim. SCL seulement) à 5:30 p.m., sans changement d'avion à Miami, mais nous rendons ceux-ci plus commodes et plus économiques avec notre service d'hélicoptère gratuit.

À leur arrivée à La Guardia, les passagers embarqueront gratuitement sur un hélicoptère de New York vers JFK. La même envolée gratuite s'applique à leur retour (une valeur de $68 US aller-retour plus taxe).

Tous les bagages seront transférés par un service interlignes. Cette offre s'applique à la première classe, à la classe «gens d'affaires», et à l'année longue à la classe économique.

Vous ne trouverez pas de vol plus pratique. Ou un tarif plus modique. Ça prend 53 ans d'expérience pour savoir mieux servir l'Amérique du Sud.

Appelez votre agent de voyages ou téléphonez à:
Calgary (403) 236-1871; Montréal (514) 286-4059;
Ottawa (613) 593-8817; Québec (418) 647-1617;
Toronto (416) 281-3500;
Vancouver (604) 224-0711;
Winnipeg (204) 895-2069.

LanChile AIRLINES
Nous connaissons l'Amérique du Sud mieux que quiconque
CHILI/PÉROU/URUGUAY/ARGENTINE/BRÉSIL/BOLIVIE/VENEZUELA/TAHITI/ESPAGNE/FRANCE/ALLEMAGNE/U.S.A.
SANTIAGO/PUNTA ARENAS/PUERTO MONTT/ARICA/IQUIQUE/LIMA/MONTEVIDEO/BUENOS AIRES/SAO PAULO/RIO DE JANIERO/LA PAZ/CARACAS/ÎLE DE PÂQUES/PAPEETE/MADRID/PARIS/FRANCFORT/MIAMI/NEW YORK.

L'Entraide veut faire la paix avec ses employés

■ L'Entraide paiera intégralement son personnel pour la période de mise à pied forcée qu'il a subi depuis le fameux déménagement nocturne du siège social d'Alma à Québec. Ce qui représente une dépense de $60,000. Plus encore, la nouvelle direction a décidé d'adopter une attitude ouverte vis-à-vis de ses employés qui veulent se syndiquer.

MICHEL ROESLER

« Quand j'ai accepté la présidence intérimaire de la Fédération des sociétés d'entraide, déclare Robert Arcand, j'ai décidé de ne prendre aucune décision sans de larges consultations. »

Hier, à Montréal, le successseur de Justin Dugal a même annoncé qu'il n'allait pas perdre du temps à essayer de se débarrasser du syndicat mais au contraire à s'entendre avec lui.

Ces bonnes dispositions ne règlent cependant pas les problèmes où cette institution s'est plongée en déménageant en catimini et en obligeant ses employés à la suivre sous peine d'être considérés en grève illégale.

L'injonction du juge Jacques Philipon a remis les choses en place mais n'a pas simplifié la situation de l'Entraide.

Aujourd'hui, la Fédération doit rapatrier son siège a Alma, ce qu'elle a commencé à faire hier, à payer les salaires de ses 56 employés et à défrayer les dépenses du déménagement, une coquette somme de $70,000.

La semaine prochaine, les bureaux seront rouverts et tout rentrera dans l'ordre, mais des problèmes légaux resteront à régler.

D'abord la Fédération maintient sa décision d'aller en appel de l'injonction du juge Philipon. Il faut ajouter à cela qu'une requête en outrage au Tribunal a été portée par les employés parce que la Fédération n'a pas obéi à l'ordre du tribunal qui l'obligeait à rejoindre Alma au plus tard le 17 novembre.

Tout cet embrouillamini juridique devrait toutefois trouver une conclusion rapide. Le syndicat reporterait sa demande d'accréditation et ferait annuler le jugement de la Cour supérieure, ainsi l'appel logé par la Fédération serait retiré.

La situation redevenue nette, la Fédération des sociétés d'entraide, repartirait, en quelque sorte à zéro.

Les employés referont sans aucun doute une demande d'accréditation syndicale à laquelle nous ne nous opposerons pas, déclare Robert Arcand. En revanche la Fédération compte toujours déménager son siège social, en juin après la fermeture des écoles. Où? Robert Arcand ne veut pas le dire mais on sait que le bail des locaux de Québec n'a pas été résilié.

En attendant, il n'y aura aucune mise à pied avant le 28 février et en décembre aura lieu une assemblée d'orientation.

L'Entraide compte redémarrer le plus vite possible. Avec $50 millions de liquidité et une cinquantaine de caisses rentables, sa direction attend les inspections gouvernementales qui décideront du sort des caisses en moins bonne position.

AVEC COMPUCENTRE
IL EST PRESQUE AUSSI FACILE D'ACHETER UN ORDINATEUR PERSONNEL TEXAS INSTRUMENTS QUE DE L'UTILISER.

L'ordinateur personnel Texas Instruments TI-99 / 4A est aussi simple ou aussi complexe que vous le voulez et à ce bas prix, nous ne pensons pas que vous puissiez trouver ailleurs un ordinateur personnel aussi avantageux.

ÉCONOMISEZ 100 $
399.99 INCLUANT LE MODULATEUR RF

PRIME SPÉCIALE
MODULE «MUNCHMAN» GRATUIT À L'ACHAT DE CET ORDINATEUR PERSONNEL

Modules-cassettes entièrement transistorisés simplifiant l'utilisation

Moniteur illustré optionnel

Avec le TI-99 / 4A, vous n'avez qu'à enclencher l'un des nombreux modules-cassettes de TI et vous êtes prêt! **Décisions financières familiales... Initiation à la grammaire... Jeu d'échec video... Football... The Attack...** et le nouveau **Munch Man** sont parmi les centaines de modules-cassettes et autres logiciels que vous pouvez vous procurer de TI ou ailleurs. Passez à votre magasin Compucentre pour consulter la liste la plus récente des logiciels disponibles.

PRIME SPÉCIALE: Pendant une période limitée, vous obtiendrez le module MUNCH MAN GRATUIT à l'achat de quatre modules-cassettes!

Le programme BASIC incorporé rend la tâche encore plus facile.

Le Basic TI, incorporé dans le TI-99 / 4A, est puissant, précis et incroyablement facile à maîtriser. Vous pouvez l'utiliser pour les problèmes les plus complexes tout en augmentant votre connaissance des ordinateurs et de la programmation.

Les accessoires facultatifs vous placent à l'avant-garde.

L'ordinateur personnel TI-99 / 4A peut grandir suivant vos besoins. Voici une liste partielle des périphériques et accessoires offerts:

— Mémoire à disque
— Mémoire auxiliaire
— Synthétiseur de parole entièrement transistorisé
— Raccord téléphonique (Modem)
— Imprimante entièrement transistorisée
— Interface pour accessoires
— Moniteur couleur 10"

TEXAS INSTRUMENTS

VENEZ VOIR UNE DÉMONSTRATION À VOTRE MAGASIN COMPUCENTRE LE PLUS PRÈS

VISA COMPUCENTRE master charge

• PLACE VERSAILLES
• GALERIES D'ANJOU
• CENTRE FAIRVIEW
• PLACE BONAVENTURE
• PROMENADES ST-BRUNO
• CARREFOUR LAVAL
• MAIL CHAMPLAIN
• GALERIES DE LA CAPITALE ET PLACE LAURIER À QUÉBEC

Crédit Foncier
FIDUCIE CRÉDIT FONCIER

12 1/4 % 32 MOIS payé annuellement
12 1/2 % 4-5 ANS payé annuellement

PLACEMENTS À TERME GARANTI
Taux passibles de changer sans préavis.

Montréal: 612, rue Saint-Jacques (514) 282-1880
Québec: (418) 681-0277 • Ottawa: (613) 238-6084

Institution inscrite: Régie de l'assurance-dépôts du Québec • Membre: Société d'assurance-dépôts du Canada

LA COMPAGNIE DU TRUST EATON BAIE

SUCCURSALE DU TRUST
1450, rue Ste-Catherine ouest
Montréal 861-3664

CENTRES FINANCIERS EATON
Montréal 284-8944
St-Bruno 461-2345
Laval 687-1470
Fairview 697-6420
Ottawa Bayshore 829-9211

CENTRES FINANCIERS LA BAIE
Montréal 281-4683
Place Vertu 332-4550
Ottawa Bayshore 236-7511

11 1/2 %
CERTIFICATS DE PLACEMENT GARANTI DE 1 AN, INTÉRÊT PAYÉ ANNUELLEMENT
TAUX SUJETS À CHANGEMENT SANS PRÉAVIS

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec. Membre de la société d'assurance-dépôts du Canada.

DEVENEZ PLUS CONFIANT EN VOUS-MÊME

GRÂCE AU COURS DALE CARNEGIE®

HOMMES et FEMMES

DALE CARNEGIE®
Fondateur et auteur du livre «Comment se faire des amis»

- Sachez parler en public
- Ayez une conversation plus intéressante
- Améliorez vos relations humaines
- Communiquez efficacement
- Apprenez à contrôler la tension et les soucis
- Augmentez votre revenu et méritez un meilleur emploi.

Assistez à une PREMIÈRE SÉANCE GRATUITE
MARDI 23 NOVEMBRE À 18 H 30

HÔTEL MONT-ROYAL
1455, rue PEEL (Métro Peel)
MEZZANINE SUITE M-21

Approuvé par le ministère de l'Éducation du Québec
Permis 749749

Cours déductible d'impôt
CULTURE PERSONNELLE
Présenté par E.J. Glowka & Ass. 285-1283

SODECOM

RENÉ BOURDELAIS C.A.
Président du conseil, président et directeur général de la Société

VIATEUR HEROUX, C.A.
Pratique privée d'expert comptable

STEPHEN A. JARISLOWSKY M.B.A.
Président Jarislowsky, Fraser & Co. Ltd.

UN CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'IMAGE DE LA SOCIÉTÉ QU'IL DIRIGE

Dynamiques, innovateurs, entreprenants, tous les membres du Conseil d'administration de Sodecom sont des professionnels qui ont fait leurs preuves dans leur domaine respectif. En effet, créée il y a moins de quatre ans, Sodecom a déjà injecté des capitaux dans plusieurs PME québécoises et obtenu des résultats fort satisfaisants. Les dirigeants de Sodecom, de même que ses milliers d'actionnaires, sont très fiers de participer à l'expansion économique du Québec.

DANYEL LAPORTE AVOCAT
Secrétaire-trésorier de la Société

PATRICK CHAMPIGNY
Président de Procédés de Soudure Unie (Canada) Inc.

CLAUDE DESJARDINS
Commissaire général adjoint C.I.D.E.M.

MICHEL DOUCET
Président de Les Produits d'Acier Welfab Ltée

LOUIS-PAUL NOLET C.A.
Président de Sogestech Inc.

GUY J. DESMARAIS
Président et chef de la direction de Geoffrion, Leclerc Inc.

JACQUES LARIVIÈRE M.B.A.
Président de Orchard Hill Farms Inc.

NORMAN HÉBERT D.D.S.
Chirurgien-dentiste

SERGE D. TREMBLAY AVOCAT
Associé, Martineau Walker

PAUL DELL'ANIELLO Ph.D.
Titulaire de la chaire de management, Université du Québec à Montréal (UQAM)

GILLES P. GRENIER
Trésorier, vice-président, administration et finances de Société d'investissement Desjardins

PAUL HÉBERT, ING. M.Sc.A.
Président de Les Laboratoires Industriels et Commerciaux (1980) Inc.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Sodecom et ses activités, composez le (514) 374-6620 ou faites parvenir ce coupon à:

SODECOM 1100 est, boul. Crémazie
Bureau 705
Montréal, Québec H2P 2X2

Nom _____
Profession _____
Adresse _____
Ville _____
Code postal _____
Téléphone _____

Des gens d'actions

Parce que vos idées créent des emplois...

PECEC s'adresse à tous ceux et celles, dirigeants d'entreprises, groupes ou citoyens désireux d'investir dans des projets qui:
- créent des emplois permanents;
- peuvent s'autofinancer apres deux ans.

PECEC

UNE PRÉSENCE RÉGIONALE

PECEC C'EST:
- **un Programme expérimental de création d'emplois communautaires;**
- un programme de subvention souple pour des décisions rapides;
- la possibilité de contribuer financièrement à la création ou à l'expansion de petites et moyennes entreprises;
- la création d'emplois permanents pour les sans-travail;
- plus de 11 000 emplois créés depuis 1977;
- plus de 60 000 000 $ en subventions dans près de 1 000 projets initiés par le milieu;
- un programme dont les décisions se prennent en région pour toutes les subventions inférieures à 75 000 $;
- l'assurance que vos projets sont tous analysés en région;
- la présence dans chacune des régions de spécialistes en gestion prêts à vous aider.

Gouvernement du Québec

Pour plus de renseignements, adressez-vous aux bureaux régionaux de l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ).

Montréal-Centre
440, boulevard Dorchester ouest
7e étage
Montréal H2Z 1V7
(514) 873-5511

Montérégie
Edifice Montval
201, Place Charles-Lemoyne
3e étage
Longueuil J4K 2T5
(514) 873-3604

Laurentides — Lanaudière
85, rue de Martigny ouest
5e étage
Saint-Jérôme J7Y 3R8
(514) 432-3880

NOMINATION

Jean-Paul Hamelin

L'Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec Inc. annonce l'élection de Monsieur Jean-Paul Hamelin, Les Constructions Jean-Paul Hamelin de Trois-Rivières, au poste de président pour l'année 1983.

Monsieur Hamelin, 1er vice-président de l'Association en 1982, a été élu, de même que les nouveaux membres du comité exécutif, au cours de l'assemblée annuelle des membres le 13 novembre dernier, lors du 21e congrès annuel de l'APCHQ.

M.U.R.B.
Géré et administré
Condominium de luxe
Ouest de Montréal

Nos plans sont conçus pour vous permettre de posséder le condominium de vos rêves tout en maximisant votre retour d'impôt.

Services inclus
— location de votre condo
— recherche du financement
— gérance et administration (5 ans)
— garantie de loyer (1 an)
— états financiers pour fins fiscales

Appelez: (514) 697-9113

PARLONS D'INVESTISSEMENTS

Avez-vous entendu parler de timbres rares?
Peut-être bien que oui, peut-être que non, mais...

* Saviez-vous que l'investissement dans des timbres rares de bonne qualité attire les investisseurs astucieux depuis de nombreuses années?
* Saviez-vous que les timbres rares du XIXe et du début du XXe siècle, soigneusement choisis peuvent voir leur valeur augmenter de 20% et plus par an?
* Saviez-vous que l'investissement dans les timbres rares est profitable, facile, fiable, lorsque vous vous appuyez sur des experts dans ce domaine?
* Saviez-vous qu'au cours des 5 dernières années, les timbres rares ont connu une plus-value supérieure à celle de l'or?
* Ne souhaiteriez-vous pas en apprendre plus sur la façon d'investir en timbres rares, avec des professionnels qui pourront s'en charger pour vous?

CANADIAN STAMP INVESTORS CORP.
Suite 1701 4 King Street West
Toronto, Ont. M5H 1B6 Tél.: (416) 862-1018

Oui, veuillez me faire parvenir vos brochures gratuites. Je souhaite en savoir plus sur l'investissement avec des timbres rares.

NOM.....
ADRESSE.....
.....
TÉL.: Rés..... Bur.....

LE PROFESSIONNALISME DE LA VENTE!

LES 2 et 3 DÉCEMBRE

Cours dispensé par
PIERRE CRÉPAULT
Président de DELTA ÉQUIPEMENT LTÉE et ancien Président National de L'Association Canadienne des Distributeurs d'Équipement, qui vous fait bénéficier de plus de trente années d'expérience dans le domaine de la vente.

PLANIFICATION DU TEMPS ET DU TRAVAIL
\ MOTIVATION
\ ENTHOUSIASME
\ CONFIANCE

LES 4 PRINCIPES DE BASE
\ L'INDIVIDU
\ LA PREUVE
\ L'OBJECTION
\ LA FERMETURE

INSCRIPTIONS LIMITÉES
Holiday Inn "La Seigneurie"
7300, Côte-de-Liesse, Montréal

Renseignements: PIERRE CRÉPAULT
1870, rue Cunard, Laval, H7S 2B2

(Ces cours sont également offerts en sessions privées aux entreprises intéressées)

(514) 688-6673
PIERRE CRÉPAULT

ÉCONOMIE ET FINANCE

Inco licencie 2,200 cols-blancs

■ SUDBURY, Ont. (PC) — La société Inco Ltd., de Sudbury, a fait savoir, hier, qu'elle licencierait à compter du mercredi 1er décembre 2,220 cols-blancs jusqu'à ce que la production reprenne en avril.

Ces employés, qui n'appartiennent à aucun syndicat et parmi lesquels figurent les employés de bureau, les ingénieurs et le personnel affecté à la recherche, étaient déjà en chômage depuis que la compagnie avait cessé sa producdtion, le 30 juin dernier.

Depuis le début de la cessation des opérations, qui devait à l'origine être limitée à une période de 13 semaines, la compagnie versait à ces employés la moitié de leur salaire.

« Mais depuis lors, il s'est produit des événements qui nous obligent à conserver des liquidités à ce moment-ci », a expliqué le porte-parole de l'Inco, Marc Tessier.

« La situation des liquidités internes nous oblige (à prendre cette décision) tout autant que l'état du marché et les pertes financières. »

L'Inco a récemment annoncé qu'elle avait perdu $140.5 millions — soit l'équivalent de $2.01 l'action — au cours des neuf premiers mois de cette année.

La compagnie a adopté un programme en vertu duquel les employés recevront un supplément à leurs prestations d'assurance-chômage de sorte que leur revenu équivaudra encore à la moitié de leur salaire régulier, a précisé M. Tessier.

Parmi les employés touchés par cette mesure figurent notamment 2,060 ouvriers de Sudbury, 140 à Port Colborne et 20 autres à Shebandowan, près de Thunder Bay.

Ils viennent grossir les rangs des 9,200 employés syndiqués rémunérés à l'heure qui ont eux aussi été licenciés. La majorité de ces 9,200 mineurs travaillaient à Sudbury, qui se ressent également des congédiements en masse à la Falconbridge Metals, un autre important producteur de nickel.

La compagnie Inco fournit encore du travail à environ 700 à 800 employés rémunérés à l'heure et entre 500 à 600 employés salariés qui travaillent à Sudbury.

Les quelque 200 employés de l'Inco au siège social de la compagnie, à Toronto, ne sont pas touchés par ce dernier licenciement.

La Caisse de dépôt soumet toutes les actions de Magnasonics qu'elle détient

■ TORONTO — Magnasonics Canada Inc. a annoncé hier que la Caisse de dépôt et de placement du Québec avait donné son accord de principe pour soumettre toutes les actions de Magnasonics qu'elle détient et ce en vertu d'une offre d'émission qui sera faite par Magnasonics d'ici à 30 jours.

L'offre sera de $5.70 par action et portera sur toutes les actions non détenues par des associés de Magnasonics. Cette dernière et ses actionnaires auront chacun le droit de se retirer de la transaction si le nombre d'actions déposées est au-dessous de 90 pour cent.

Par ailleurs, Magnasonics a révélé que pour les neuf premiers mois de l'exercice, son bénéfice a été de $578,768 sur des revenus de $66.4 millions par rapport à $632,685 sur des revenus de $57.2 millions l'an dernier.

COMMENT RÉUSSIR UNE VENTE

Séminaire pour représentants-vendeurs

- Les 26 et 27 novembre 1982
- Séminaire d'une durée de dix heures, le vendredi de 18h à 21h et le samedi de 8h à 17h
- Maximum de 30 participants par groupe
- Animé par des professionnels de la vente

Quelques sujets traités
- comment mettre tous les atouts dans son jeu
- les attitudes à développer
- les erreurs à éviter
- les occasions idéales
- la présentation et l'offre de conclusion

Trois autres séminaires complémentaires sont offerts.

Réservez votre place dès maintenant au:

CENTRE DE FORMATION DES PROFESSIONNELS DE LA VENTE du Collège Marie-Victorin

7125, rue Marie-Victorin
Montréal (Québec) H1G 2J7
Tél.: 325-4414

VOTRE TAUX MARGINAL D'IMPÔT SUR LE REVENU EST-IL SUPÉRIEUR À 50% ?

SI OUI...

Un abri fiscal dans l'immobilier de **catégorie 31** réduira vos impôts à payer cette année et pour plusieurs années à venir.

DE PLUS VOUS BÉNÉFICIEREZ

☑ d'un placement judicieux au centre de la ville, qui vous protègera de l'inflation
☑ d'un rendement intéressant

Nous disposons présentement d'un placement qui offre tous ces avantages.

Pour de plus amples informations, téléphonez ou postez le coupon

NOM.....
ADRESSE.....TÉL. BUR.:.....
CODE POSTAL.....TÉL. RÉS.:.....

Les Investissements F.N.I. Inc.
4, Place du Commerce, Porte 200
Île-des-Soeurs, Verdun (Québec)
H3E 1J4
(514) 769-4511
L.P. 20-11-82 Une société du Groupe Lefebvre

POUR $2350 VOUS POUVEZ OBTENIR VOTRE Ordinateur personnel IBM chez COMPUCENTRE

Surpris? Bien des gens le sont. Ils sont surpris qu'entrant dans notre magasin, ils en sortent avec un ordinateur personnalisé d'IBM. Ils sont surpris des méthodes d'avant-garde simplifiant l'utilisation de ce système. Les "clés-fonctions", par exemple, épargnent du temps et des erreurs pour les travaux fréquemment sollicités. Le texte s'harmonise aux graphiques en couleur. Apprendre le procédé devient un jeu grâce aux instructions "étape-par-étape". Mais la plus grande surprise, c'est le prix débutant à $2350.00 *pour un* système pouvant s'adapter à votre téléviseur et magnétocassette (grâce à l'addition d'un simple dispositif). Maintenant, afin de vraiment constater comment IBM a mis son expérience des gros ordinateurs dans ce petit modèle à prix modique — venez nous voir. Nous vous montrerons personnellement combien il est agréable de posséder son propre ordinateur IBM.

VENEZ VOIR UNE DEMONSTRATION AUJOURD'HUI

COMPUCENTRE CENTRE D'ORDINATEURS

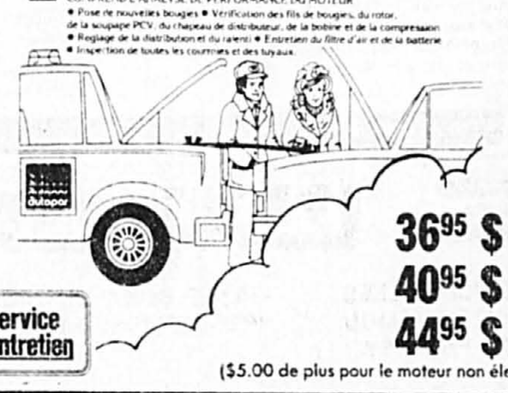
PLACE BONAVENTURE
TEL: 866-6292

Obtenez plus en payant moins!

Vous pouvez éviter cet ennui avec une

mise au point d'hiver

COMPREND L'ANALYSE DE PERFORMANCE DU MOTEUR
• Pose de nouvelles bougies • Vérification des fils de bougies, du rotor, de la soupape PCV, du chapeau de distributeur, de la bobine et de la compression • Réglage de la distribution et du ralenti • Entretien du filtre d'air et de la batterie • Inspection de toutes les courroies et des tuyaux



Service d'entretien

36.95 $ 4 CYL.
40.95 $ 6 CYL.
44.95 $ 8 CYL.
($5.00 de plus pour le moteur non électronique)

AUTOMOBILES PLYMOUTH - CHRYSLER de Pointe Claire LTEE

355, boul. Brunswick
à l'arrière du centre commercial Fairview
Pour rendez-vous: 694-8333

ABRI FISCAL

LES UNITÉS ACHETÉES EN 1982 SE QUALIFIENT POUR LES DÉDUCTIONS FISCALES

IMMEUBLE RÉSIDENTIEL

À LOGEMENTS MULTIPLES (EN CONDOMINIUM)

MISE DE FONDS $10,000
POSSIBILITÉ DE FINANCEMENT

TAUX D'INTÉRÊT HYPOTHÉCAIRE GARANTI

LOYER GARANTI 5 ANS

AMORTISSEMENT COMPLET DÉDUCTIBLE DU REVENU DE 1982

ABRI FISCAL CLASSE 31

POUR RENSEIGNEMENTS APPELEZ 687-5303

OUTREMONT EN HAUT
Résidence de grande classe
En construction
«107, rue Duchastel»
Architecture classique pour notre temps!
Prix: $485,000.
Visite de chantier: 12 h à 15 h dimanche
Information:
849-4503 sur semaine 274-6393 dimanche

L'INSTITUT LANGFORD DES TECHNIQUES D'INVESTISSEMENT LTEE
organise un
COURS D'INITIATION À L'INVESTISSEMENT BOURSIER
dans lequel les étudiants apprennent à:
- analyser la situation générale du marché boursier
- comprendre l'économie du pays
- trouver les titres dans lesquels investir
- reconnaître les actions ordinaires, privilégiées, obligations, options (put & call), le marché à terme (denrées, métaux, devises, bons du trésor et obligations, or et argent)
- choisir le moment d'entrer dans le marché boursier (timing)

AUCUN PRÉREQUIS NÉCESSAIRE
DURÉE DU COURS: de 9h à 17h
QUAND: le samedi 27 novembre 1982
OU: CEGEP AHUNTSIC
9055, rue Saint-Hubert, local C-3120
Montréal
DOCUMENTATION REMISE AU COURS PLACES LIMITÉES
Pour plus de renseignements, appeler LAURA SERRI AU 384-6247

POUR OBTENIR UNE MAIN-D'OEUVRE SPECIALISEE... SOUS LA RUBRIQUE carrières et professions dans la presse 285-7320

Elégance, économie et performances «turbo».

Audi offre deux modèles Turbo Diesel à la fine pointe de la technique automobile: la luxueuse Audi 5000 Turbo Diesel à 5 cylindres et la fringante Audi 4000 S Turbo Diesel à 4 cylindres.

Les deux modèles allient la puissance d'un moteur à essence à l'économie caractéristique d'un moteur Diesel. Et dans la plus pure tradition Audi, ils sont fabriqués selon des normes de qualité et de précision des plus strictes.

ELLE PAIE À PEU PRÈS TOUT, SAUF LE CARBURANT.
KILOMÉTRAGE ILLIMITÉ/3 ANS.

Les voitures Audi Turbo

Venez faire connaissance avec ces splendides voitures et prendre des renseignements complets sur la carte Audi.

Audi

Auto Hamer (1979) Ltée
5905, route TRANSCANADIENNE (Ville St-Laurent)
Montréal, Québec H4T 1A1
Téléphone: (514) 748-6961
PORSCHE AUDI

LES OFFRES D'AFFAIRES

(705) HYPOTHÈQUES

$60,000 1ère hypothèque, paierait 18% revenu $29,280. Claude St-Onge Courtier 733-4214.

ABAISSEMENT argent hypothécaire, J. Collins Courtier, 288-3930.

ABAISSEMENT: première-deuxième hypothèque, jour, soir: 729-4332.

ARGENT A PRETER sur hypothèque. 1ère et 2e. Confidentiel. Notaire. 697-5361

AVONS prêteurs privés ou autres, 2e 1ère, intérêt seulement si désiré, jour soir fin semaine 525-2661.

DEMANDE $65,000 1re hypothèque 14% 3 ans, propriété à revenu.

$25,000 1re hypothèque 14% 3 ans, maison dans Les Laurentides. 495-1695.

INTERESSE à 14 14% pour 5 ans. Yvon Dalbec crtr, 384-3980.

MONTREAL: $20,000, 1ère hypothèque 17% demandée. 691-3357.

Nouveau service
Hypothèques 1re ou 2e, résidentiel ou commercial, $5,000 à ? millions, J.A. Boivin courtier, 524-4668.

PRETS temporaires 1ère, 2ème, Mtl-banlieue, évaluation 254-3464.

RAPIDEMENT: 1ère, 2e, consolidation dettes jour, soir; 387-1696

(710) OCCASIONS D'AFFAIRES

A VENDRE: commerce d'ameublement complet nord de Montréal, rentable, établi depuis 20 ans. Salle de montre de 13,000 pi. et entrepôt, avec ou sans bâtisses. Pour renseignements: Case Postale 82, Succursale Youville, Montréal H2P 2V4.

BREVET de marque de commerce. Très demandé. 10h à 15h 844-9264

AFFAIRE EXCEPTIONNELLE Abattoire catégorie A-1 avec boucherie et ou dépanneur. H. Dumez, 454-4711, Paul Reid Courtier 691-8880.

AGENCES DISPONIBLES avec territoires protegés et exclusifs. L'activité principale en est une de location de cassettes et d'appareils video. Cette annonce interessera les particuliers mais surtout les propriétaires de commerce désirant ajouter une nouvelle ligne à leur gamme de produits actuelle. Revenus très interessants, investissement requis: $8,000. 632-4569.

BUREAU de conception de produits aménagement graphiste, cherche agent possédant contact pour vendre service du bureau. Rémunération à commission. Envoyer curriculum vitae: C.P. 103, Ste-Thérèse de Blainville J7E 4H7.

CONCESSIONS
Pour vendre boisson, bière, et aussi concessions de cuisine dans restaurants et clubs. Locations dans toutes régions de la province. Investissement $10,000 et $25,000. Tel. (1)224-4404

DEPANNEUR DE CAMPAGNE Très bien situé, bon chiffre d'affaires, avec bungalow confortable. H. Dumez 454-4711, Paul Reid Courtier 691-8880.

DOUBLEZ VOTRE ARGENT A CHAQUE 1 A 3 ANS
Investissez seul ou avec associé dans le marché hypothécaire ou investissement immobilier avec potentiel de doubler votre argent à chaque 1 à 3 ans. Acceptons collatéral ou transfert d'équité. Consultation gratuite confidentielle et professionnelle. 651-2789.

ELEVAGE DE VERS, déboursé minimum, opérez de votre demeure, pas d'inventaire à acheter, toute aide incluse. 455-5693.

INFORMATIQUE-PME
Tous logiciels "Clé-en-main" Sur micro-ordinateur. 626-6438.

MANUFACTURE avec maison privée, camion, 30-35 machines; opératrices expérimentées. Petit capital requis. Intérêts abordables. Garderais hypothèque. Mascouche ouest près Terrebonne. 477-9259.

RESTAURATEUR DEMANDÉ
L'Auberge de la Désert, Maniwaki
Agrandie, et désire pour janvier 83, concessionnaire ou locataire, pour salle à manger licenciée capacité de 122 personnes. Chiffre d'affaires actuel 270,000 $ annuel; 14 chambres additionnelles sont en construction avec salle de réception capacité de 80 personnes, ce qui offre possibilités chiffre d'affaires 400,000 $ annuel.
Qualités requises:
1) bon administrateur;
2) être ou avoir un excellent chef cuisinier.
INVESTISSEMENT D'ENVIRON 8,000 $ REQUIS POUR INVENTAIRE
Tél.: (819) 449-5551
354299-A 710

MANUFACTURE recherche un distributeur ou représentant(e) des ventes dans une ligne de produits décoratifs pour en faire la distribution dans les magasins. Pour de plus amples renseignements, écrire à: 9290 B, le Prado, St-Léonard H1P 3B4.

PLAN de marketing multiple, en pleine expansion pour gens sérieux et ambitieux. Contactez Gestion S.L.B. Enr. 668-7077.

REMORQUE réfrigérée, et tracteur pour travail longues distances. 655-6602.

RESTAURANT-CASSE-CROUTE Opérateur gérant, restaurant tout équipé, 5910 Côte des Neiges. Emplacement idéal pour opérateur avec famille. M. Karam, 374-2700.

RESTAURANT
L'un des meilleurs emplacements à Montréal. Capacité plus de 400 sièges. Chiffre d'affaires de $25,000 par semaine. Acompte minimal: $150,000. 374-2700, M. Joseph.

VOULEZ-VOUS faire affaires avec le marché de Hong Kong? Homme d'affaires bien introduit avec de très bons contatcs dans le milieu des affaires à Hong Kong, part le 27 novembre. Je pourrai vous relier et vous ouvrir en marché totalement neuf.
JOHN J. FELLER
UNIFELLER INC.
251 BREBOEUF, BELOEIL
TEL.: 464-0050

(712) ASSOCIÉS DEMANDÉS

DEVENEZ COEDITEUR dans une ou plusieurs info-cassettes. Investissement minime, appart intéressant. M.Olivier, 842-4389

SOCIETE de service Montréal cherche associé disposant capital $10,000 à $15,000 pour développement. Envoyez références à La Presse, référence 1735, C.P. 6041, Succ. A., Montréal H3C 3E3.

(712) ASSOCIÉS DEMANDÉS

COMPAGNIE DE de fabrication d'objets exclusifs en peluche, recherche un partenaire silencieux ou autres, pouvant investir $10,000, possibilité illimitée. Pour entrevue 430-2487

(715) SERVICES FINANCIERS

ARGENT à prêter sur bijoux, diamant, articles de valeur. Le Centre du Collectionneur: 270-2956.

PROBLEMES FINANCIERS Pré faillite, pré saisie, consolidation de dettes. 932-2565.

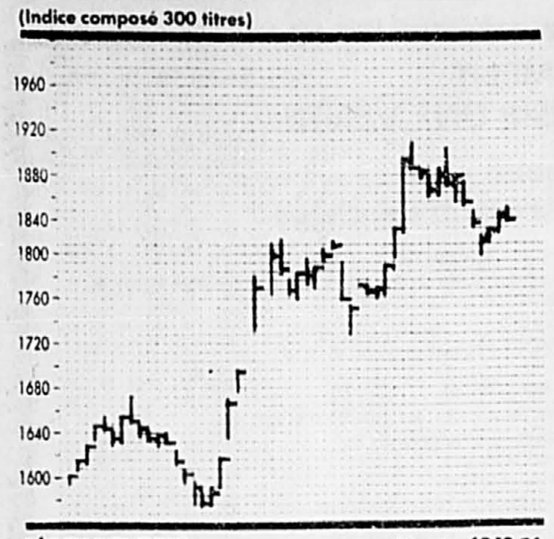
(720) EXPERTISES IMMOBILIÈRES

GESTION professionnelle d'immeuble résidentiel du centre-ville, en échange pour logement gratuit. Après 18h: 842-7471.

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des OFFRES D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS.
285-7111
ANNONCES ENCADRÉES
285-7000

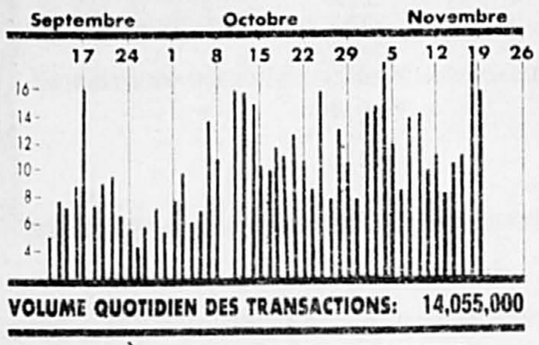
TORONTO

(Indice composé 300 titres)



VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSE

Haut: 1848.01
Fermeture: 1839.28
Bas: 1838.16



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 14,055,000

INDICES À LA BOURSE DE TORONTO

	Ferm.	Var.
300/COMPOSÉ	1839.28	—3.84
SERV. FINANCIERS	1390.59	+1.40
MINES ET MÉTAUX	1596.51	—2.44
PÉTROLES ET GAZ	2919.87	—13.98
INDUSTRIELLES	1343.70	—1.16

TORONTO — Les titres ont généralement enregistré de légères pertes, hier à la Bourse de Toronto, où les transactions se sont suivies à un rythme modéré. L'indice composé des 300 a terminé en baisse de 3.84 points à 1,839.28, et le volume a été de 14.05 millions d'actions transigées.

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
A-B					
AMCA Int	18447	$19½	19⅛	19⅛	
Abt Prce	102	$17¾	17¾	17¾	
Abitbi 10	773	$42	42	42	
Acklands	z5	$10⅞	10⅞	10⅞	
Acklnd 2p	200	$10⅛	10⅛	10⅛	- 1⅛
Adanac M o	2500	65	65	65	+ 5
Aero E o	3925	30	28	30	
Agassiz o	22733	175	150	168	+ 22
Agassiz w	9767	80	70	80	+ 20
Agnico E	11650	$12⅜	12⅛	12⅜	+ ⅛
Agra Ind A	105	$9¼	9¼	9¼	- ½
Albanv o	836	140	140	140	
Alt Energy	17990	$17⅜	17¼	17¼	- ¼
Alt Enr A	2866	$29¾	29⅜	29⅜	- ⅛
Alcan	24647	$30⅛	29½	29½	
Algo Cent	100	$15	15	15	+ ¼
Algoma St	602	$26	25¾	25¾	
ASfel p	400	$20¼	19¾	19¾	- ½
Alum 3rd p	600	$22	21⅞	22	
Am Eagle o	6500	180	170	170	- 3
Am Leduc	11500	42½	42	42	+ 1
Andrs WA f	520	$22½	22½	22½	- ⅛
Ang UDev o	79300	180	105	160	+ 75
Anthes	1000	48	48	48	+ 3
Arbor A	100	$7	7	7	- ½
Arbor B f	100	$7¼	7¼	7¼	
Argosy o	1000	27	27	27	
Argus C pr	483	$5½	5⅛	5⅛	- ⅛
Asamera	27450	$14¼	14⅛	14¼	+ ⅛
Asbestos	450	$11½	11½	11½	- ¼
Asoc Porc o	400	460	455	455	- 5
Astral f	1600	460	445	445	- 5
Atco I f	2300	$8½	8½	8½	
Atco II	400	$8½	8½	8½	+ ⅛
Atco 11½	10975	$29⅝	28⅞	29	+ ⅛
Att C Cop	1000	120	120	120	
Atlants	115350	95	90	93	- 1
Atlas Yk o	73000	48½	47	47	+ 2
Atlas w	1000	9	9	9	
Augmitto o	400	150	145	145	- 5
BP Can	26352	$42½	42¼	42½	+ ⅛
Bachelor o	3400	$5⅞	5¾	5⅞	
Banister C	2100	$10⅛	10	10	
Bank BC	463	$17½	17¼	17¼	- ¼
Bk BC 228	1800	$19⅛	19	19	
Bank Mtl	11343	$25¾	24⅞	24⅞	- ⅛
Bk Mtl 285	6657	$29⅞	29½	29½	- ⅛
Bk Mtl 250	4150	$24	23⅞	23⅞	- ⅛
Bk Mtl w	4200	$5⅛	5⅛	5¼	
Bank N S	14271	$31⅛	31	31¼	+ ⅛
Bankeno u	500	435	435	435	- 25
Bankeno w	3700	105	100	100	
Barymin o	10000	14	13	13	- 1
Basic Res o	17800	132	125	125	- 5
Baton A f	1250	$9½	9¼	9¼	- ⅛
Baton B	100	$9½	9½	9½	+ ⅛
Bell Canad	41583	$22⅛	21¾	22⅛	
Bell 1.80	750	$17¼	17⅛	17⅛	- ⅛
Bell 2.05	4550	$22⅛	22	22	
Bell 2.70	8955	$26	25¾	25⅞	
Black Phot	4900	$10½	10	10¼	+ ⅛
Blake Res o	9850	54	53	54	- 1
Bluesky	30422	430	415	415	- 5
Bombdr A	100	$16	16	16	- ⅛
Bombdr B f	100	$15⅛	15⅛	15⅛	- ¼
Bonza O	12684	$7½	6⅞	6⅞	+ ⅛
Bow Valy	16205	$18⅛	17⅞	17⅞	- ¼
Bow Vly 7	1380	$71½	70	71½	+ 1½
Bow Vly R	2300	$5½	5⅜	5⅜	
Bralor Res	12400	$6⅞	6⅜	6¾	- ⅛
Bramalea	500	$7½	7⅜	7½	
Brscade p	6606	$31¼	30⅞	31⅛	+ ⅛
Brascan A	6040	$18¼	17¾	18	+ ¼
Brascan B	2048	$17¾	17¾	17¾	+ 4⅜
Brscn 8½	7200	$20½	20	20	- ½
Brscn 1981	950	$24	23⅞	24	
Brinco	5300	284	280	284	
BCFP	49100	$7⅞	7	7	- 1
BCFP pr	100	$24½	24½	24½	- ½
BCRIC	34480	279	275	278	- 1
BC Phone	1350	$16¾	16½	16⅝	
BCPh 4⅝ p	200	$29	29	29	
BCPh 1956	200	$40	38	40	
BCPh 4.84	100	$11	11	11	
BCPh 5.15	300	$43	43	43	- ½
BCPh 6 pr	250	$52¼	52	52¼	
BCP 7.04 p	900	$15	14⅝	15	+ ⅛
BCP 10.16 p	399	$22¼	22	22	- ⅛
Broul Reef	1800	102	100	102	+ 2
Brunswk	2400	$12⅞	12½	12½	+ ¼
C					
CAE	96400	$9¼	9	9⅛	
CCL Ind	10100	$6¼	6¼	6¼	+ ¼
CIL	670	$22⅞	22⅝	22⅝	- ¼
CME Res o	4500	72	67	67	- 5
Cableshar	4150	460	450	450	- 10
Cad Frv	41337	$8½	8¼	8⅜	+ ⅛
Cad Frv A	380	$6⅞	6⅞	6⅞	
Calvrt DA f	2800	195	160	160	- 40
Calvrt D B	5400	200	155	155	- 70
Calvert o	3500	51	50	50	- 1
Camel O G	3500	330	325	325	- 5
Camflo	3900	$10	9⅝	9⅝	+ ⅛
Camp RL	22230	$22¾	22¼	22½	+ ¼
Campeau f	7800	$9⅛	9	9⅛	
Camreco o	600	160	155	160	+ 5
Can Cem	2280	$11⅜	11⅛	11⅜	
C Cem 6½	562	$10¾	10¾	10¾	+ ⅛
CCem 2 p	3413	$13⅞	13⅜	13⅞	+ ⅜
CDC f	3519	$7¾	7¾	7¾	- ⅛
CDC pr B	422	$94¼	94¼	94¼	+ ¼
CDC 1980	7241	$13⅜	13	13⅜	+ ⅛
Can Malt	100	$40	40	40	+ ⅛
C Nor West	22823	$48½	48	48¼	+ 1¼
CanP Ent	26923	$17½	17¼	17⅜	
C Packrs	100	$32½	32½	32½	
CS Pete f	5500	$6	5⅝	5⅝	- ⅜
Can Trust	3320	$32	31¾	31¾	- ¼
C Trust 7¼	21200	$24	23½	23½	
C Trust 11	1050	$20¾	20½	20¾	+ ⅜
CTrust w A	11500	$9⅛	8¾	8¾	
C Tung	100	$17⅜	17⅜	17⅜	+ ½
Canadex o	8950	335	330	330	- 5
C Arrow o	2200	43	43	43	
C Curtis	5400	110	110	110	- 15
Cl Bk Com	35699	$28¼	27¾	27¾	- ¼
CIBC 250 p	1235	$25	24¾	24¾	
CIBC 2.05 p	5900	$23¼	23	23⅛	+ ⅛
CIBC 3.562	5850	$28¼	28½	28⅝	- ⅛
CIBC w	1900	$6⅜	6⅛	6⅜	
CIBC w 2	12900	345	325	335	- 10
C Lncort o	9200	22	21	22	+ 4
C Marconi	200	$48½	48½	48½	- ½
CNat R	32600	284	265	265	- 5
C Nat 8.50	400	$14¾	14½	14¾	+ ⅛
C Occdental	1385	$15⅛	15⅛	15⅛	- ⅛
CP Ltd	34703	$35	34⅜	34⅝	- ⅛
CPL A p	141	$7¼	7¼	7¼	
CPL 4 p	125	10	10	10	
C Reserve	1000	$15⅜	15⅜	15⅜	
Cdn Tire	415	$45	45	45	
CTire A f	24427	$48	47	47	- 1
CUtil A f	26867	$14	13½	13½	
C Util B	200	$13½	13½	13½	+ 1⅛
CUtil 6 pr	100	$50	50	50	- 1
CU 10¼	400	$24	23½	23½	
C Util 9.24	200	$19½	19½	19½	
CUtil 2nd D	550	$25⅜	25¼	25⅜	+ ⅛
CUtil 2nd F	3000	$28⅜	28	28⅜	+ ⅞
CUtil 2nd G	400	$29¼	29	29½	+ ⅛
CWN G 4 pr	400	$7¼	7¼	7¼	+ 1
Canbra	200	$6⅝	6⅜	6⅜	
Canray o	2200	40	40	40	
Canron A	100	$11	11	11	
Canuc o	11500	49	45	45	- 4
Canusa	551556	$6¾	5⅞	6	- 1⅜
Cnus w	106040	480	415	420	+ 40
Cnwst Fin p	300	$24½	24⅜	24½	- ½
Cara	320	$8¼	8¼	8¼	
Cara A f	125	$7¾	7¾	7¾	- ¼
Carl OK	3820	$11⅛	10⅞	11	
Carl B p	125	$23½	23½	23½	
Carma B¼	200	$6¼	6¼	6¼	- ¼
Carma A	50110	290	270	279	- 11
Carma cvp	2400	$6	5⅞	5⅞	+ ⅛
Carolin o	2800	$13¾	13⅜	13⅜	+ ⅛
Casidv A p	200	$6¼	6¼	6¼	- ⅛
Celanese	1150	$6½	6⅜	6½	
Celanes 1 p	100	$7¾	7¾	7¾	
Centrl Tr	1837	$8¾	8⅜	8⅜	
Ceres Res o	1700	175	175	175	- 5
Chnclr	7500	149	140	140	- 5
Cherokee	3330	$6½	6⅜	6½	- ⅛
Chieftan D	288	$25½	25½	25½	
Chieftan B	29100	$35½	35½	35½	+ ⅛
Chromaco	210	145	145	145	
Chrysler	9457	$14⅛	13½	13⅝	+ ⅜
Cinequity	1400	20	20	20	- 3
Coho A f	2390	$5¾	5½	5⅝	+ ⅛
Coin Lake o	51700	28	23	23	- 2
Colonial o	3204	310	305	305	- 5
Cmplx	53550	135	120	130	+ 10
Cominco	8460	$45	44½	44¾	
Cominco A	1600	$20	19⅞	20	+ ⅛
Cmrcl OG o	4000	99	190	191	- 4
Cmplg	3250	$7¾	7	7	- ⅛
Comterm	17350	$8¾	8½	8½	+ ⅛
Coniagas o	2100	210	205	210	+ 5
Con Bath A	503	$16	16	16	
C Copper o	5000	31½	30	31½	+ 1½
C Durham	1700	113	113	113	
C Louena o	4250	66	66	66	+ 1
C Marbnr o	6500	50	45	50	+ 3
Con Prof o	17100	145	135	135	
C Rambler	900	$5½	5½	5½	+ ⅛
C Rexpar o	1000	27	27	27	+ 1
C Summit o	2250	40	40	40	
Con Distrb	2900	$14½	14½	14½	+ ¼
Cons Gas	18050	$16¼	15¾	16	+ ¼
C Gas 13½	2465	$28⅛	28⅜	28½	+ ⅜
Cons Gas w	32370	288	280	284	+ 2
Con Glass	100	16	16	16	+ 1
CTL Bank	21425	$10¾	10⅝	10⅝	- ¼
Conventrs	4650	$6¼	6⅛	6¼	- ⅛
Conwest A	200	$5¾	5¾	5¾	+ ⅛
Conwst B f	1716	$5½	5¼	5½	+ ⅛
Corby vt	500	$28⅞	28⅞	28⅞	+ ⅛
Loblaw Co	1944	$9¾	9¾	9¾	
Lob Ltd Ap	200	$13¾	13¾	13¾	
Lob Ltd Bp	240	$13⅜	13¼	13⅜	
Lochel A	f16502	119	115	119	+ 4
Lochiel B	7700	120	112	120	+ 8
L L Mnrls	7661	$13½	13	13½	+ ¼
Lumonics	4496	$19½	19⅛	19½	+ ½
Lynx Can o	2000	50	50	50	- 1
M-O					
MDS B f	12100	$14½	14½	14½	
MICC	34625	$8½	8¼	8⅛	- ⅜
MSR Exp	3933	$6	5¾	5¾	- ¼
Mclan H X	1500	$10⅞	10⅝	10⅝	+ ⅛
Mcln HY f	200	$9⅝	9½	9⅝	+ ⅛
Macmilan	81766	$23	22½	23	
Mcmiln 200	2028	$18¾	18½	18½	- ¼
Mcmiln 208	1435	$18¼	18⅛	18½	
Macquest o	4400	275	275	275	
Madeline	2406	53	53	53	
Magna A f	902	$10¼	10⅛	10¼	+ ⅜
Maislin I	11600	70	70	70	- 5
Majstc Wil	1600	460	450	450	
Malartic	11170	$10	9⅛	9⅝	+ ⅜
Manitou o	9020	50	46	46	- 4
Manville o	100	325	325	325	
Manvile w	2280	52	52	52	
M Lf Gard	110	$29	29	29	+ 1¼
Mrtme El	2437	$18⅞	18½	18⅞	+ ⅞
Mrtme El p	100	$24	24	24	- ½
Maritime f	843	$25½	25½	25½	
Mar T 860	130	$7¾	7¾	7¾	
Mark Wrk f	32907	175	156	175	+ 15
Mass Fer	20297	260	250	256	+ 3
Mas F A	1100	480	470	480	+ 10
Mas F B	4170	475	465	470	+ 10
Matchan o	2000	26½	26	26	
Maynard o	2000	475	475	475	+ 35
McAdam o	2000	24	22	22	- 4
McChip	500	81	81	81	
McGraw H	565	$10⅞	10⅞	10⅞	+ ⅜
Melcor	100	$8¼	8¼	8¼	- ¼
Mentor	600	$5¾	5½	5¾	+ ¼
Mercantil	650	$15⅝	15½	15⅝	- ⅜
Merland E	6812	$6½	6	6	- ⅛
Merland p	200	$17¼	17	17¼	+ ¼
Meston o f	200	116	116	116	- 4
Met Stors p	100	$12¾	12¾	12¾	
Met Str 67p	z35	$11⅞	11⅞	11⅞	
Mex LP	151	100	100	100	
Mex LP pr	z72	325	325	325	
Midcon	6100	420	400	420	- 5
Minri Res	3300	149	146	148	+ 2
Mitel Corp	90357	$33⅞	32¼	32¾	- ⅞
Molson A f	5277	$35⅝	35	35	
Molson B	100	$32½	32½	32½	- ½
Moneta o	500	60	60	60	
M Trsco A	200	$6⅞	6⅞	6⅞	+ ⅜
Moore	7590	$48½	47¾	48	
Morlsn	1500	285	275	285	
Mt Jamie o	2500	62	60	62	+ 7
MSL p	200	$7¼	7¼	7¼	
Murphy	600	$31	31	31	
N B Cook	4500	55	55	55	+ 12
NBU Mine	3600	148	142	142	+ 1
NSR Res o	16500	31	28½	29	+ 1
Nat Bk Can	24861	$7¼	7	7⅛	+ ¼
Nat Bk cv	1150	$25⅜	25	25⅜	+ ⅜
Nat Bk 15	200	$28	27⅞	27⅞	- ⅛
Nat Pete o	2000	63	62	62	+ 1
Nat Sea A	100	$9	9	9	
Nearctic o	4000	73	72	72	- 3
Neomar	100	150	150	150	+ 10
NB Tel	2015	$22¼	22	22¼	+ ¼
NB Tel 1.85	z17	$16¾	16¾	16¾	
N Kelor o	8000	27	27	27	- 2
N Provid o	2300	27	27	27	
N QRagln o	3066	190	190	190	
N York Oil	300	153	153	153	
Nfld LP A	568	$22¾	22⅜	22⅜	- ¼
Nfld Tel	1719	$10⅞	10⅞	10⅞	
Nfld T 1350	200	$24	23⅝	23⅝	
Nkl Ofset o	6700	38	37½	37½	
Nkl Rlm o	600	15	15	15	
Noma B	100	$5¾	5¾	5¾	+ ¼
Nor Acme o	2500	170	165	165	+ 5
Ncranda	41610	$17⅜	17⅛	17¼	+ ⅛
Nor 9½	693	$92	91	92	
Norbaska o	5500	45	43	45	
Norcen	12929	$32¼	32	32	- ⅛
Norcn 288	100	$57	57	57	
Norlex o	4000	12	12	12	- 1
NC Oils	3925	$17⅜	17½	17½	
NCO pr	z25	$34¾	34¾	34¾	
NCan M o	1000	110	110	110	
Nor Cf 260p	100	$12	11¾	12	
Nor Cf 785p	3700	$17½	17	17½	+ ¼
Nor Tel	6469	$79¼	78¼	79	+ ¾
Northgat	6600	470	450	470	+ 10
Nthlnd Bk	250	$7⅞	7⅞	7⅞	
Nthlnd O o	3800	28	28	28	
Northstar o	4000	95	92	95	
Nthstar 10	2300	345	340	340	+ 10
Nva A f	103780	$8⅝	8⅛	8¼	+ ⅛
Nova C p	100	55	55	55	+ 2½
Nova F p	5230	$21½	21	21	- ½
Nova H p	450	$16½	16½	16½	- ½
Nova J p	900	$34	34	34	+ ½
Nova K p	2000	$22¾	22½	22½	
Nova 15 p	2650	$28⅞	28¼	28¼	- ⅜
Nova 12 p	14015	$31½	31	31¾	+ ⅜
N Beauc o	3000	50	45	50	+ 5
Nowsco W	3010	$17½	17¼	17½	+ ⅛
NWst A	162215	229	185	209	- 9
NuWst C f	29651	190	175	180	- 10
Nu-Wst 9 p	200	$10	10	10	+ 1
Nu-Wst 8 p	1700	490	485	485	- 15
Nufort R o	1000	33	33	33	
Numac	19300	$19⅛	19	19	
OPI	900	350	350	350	+ 10
Oakwood	3104	$17	16⅞	17	
Oakwod pr	300	$23½	23	23	
Obrien o	2300	110	108	108	- 2
Ocelot B f	5050	$15¾	15⅛	15⅛	- ¼
Omega	17855	$26½	25¾	26	+ ¼
Onaping o f	22000	340	320	325	+ 15
Onyx Pet o	8650	$10⅞	10¼	10½	- ⅜
Oshawa A f	7625	$20¼	20⅛	20¼	
Osisko o	37359	20½	19	19½	- ½
P-S					
PCL Indust	400	330	330	330	+ 10
Pac Copper o	2500	85	80	80	- 4
Pac Nth 6¼	100	$15	15	15	+ ½
Page Pet	5800	$9¾	8½	9¼	+ 1½
Pgurin A f	3650	495	495	495	- 5
Pgrn w	2000	35	33	35	
Pailliser o	5000	65	65	65	- 5
Palmour	1440	$9	8⅞	9	- ¼
Pan Cana B	150	350	350	350	- 50
Pan Cntrl o	24600	41	37	40	+ 3
PanCan P	300	$91	91	91	
Pango	500	41	41	41	
Partake o	16108	125	118	122	+ 2
Pe Ben O	10300	180	166	180	+ 6
Peerless	800	450	450	450	
Pegasus	1300	$7¾	7⅜	7⅜	
Pembina	2200	$10¼	10⅛	10⅛	- ¼
Penn Wst o	4033	115	112	115	+ 5
PenWst A f	2128	56	56	56	
Pen Wst W	z16	1	1	1	
Pennant o	27450	60	56	58	- 2
Pennant r	58900	1½	1	1½	+ ½
P Jewl A f	5424	$8½	8¼	8¼	
Petro Sun o	5100	144	135	144	+ 9
PRoylt A o	100	215	215	215	
Ptrofech o	300	275	275	275	- 5
Phillips Cb	700	$19¾	19½	19¾	
Phonix Oil	1300	$7¼	7	7¼	+ ⅜
Pine Point	1400	$27	26¾	27	+ ½
Place GO o	21900	165	155	164	+ 6
Placer	28500	$16⅜	16⅛	16⅜	- ⅛
Poco o	15900	250	235	250	+ 20
Pysr pr	1400	$27½	27½	27½	- ¼
Pominex o	1000	33	33	33	
Ponder	250	125	125	125	
Pop Shops	2200	22	22	22	
Powr Cor f	5500	$12⅞	12⅝	12¾	+ ⅛
Prairie Oil	100	$22	22	22	+ 2
Precamb	49000	$7⅛	6⅞	7	+ ⅛
Provigo	2100	$12	11⅞	12	+ ⅛
QMG Hld o	30470	156	141	148	+ 9
Que Sturg o	6700	$5⅛	5	5⅛	+ ⅛
Qenstk	2800	195	194	195	+ 5
Ram Pet o	6050	$6¾	6½	6¾	+ ⅜
Rambler o	10500	52	50	50	- 2
Rnchm A f	1240	$7¼	7⅛	7¼	
Rnchm B f	700	$6½	6⅜	6⅜	
Rnchmn p	1900	$24	23½	23¾	- ¼
Ranger	68960	$8¾	8⅛	8¼	
Rayrock f	700	$6⅝	6⅜	6⅝	+ ⅛
Redpath	800	$8½	8¼	8½	
Redstone o	1200	75	75	75	- 3
R Sth A	1079	$13¾	13¾	13¾	
Reichhold	153	$5⅜	5⅜	5⅜	+ ⅛
Reich 10½	4100	$9⅛	9	9	- ¼
Res Serv f	4900	285	280	280	- 2
Revelstk	100	$8¼	8¼	8¼	+ ¼
Revn Prp A	4147	132	122	128	+ 7
Revnu B f	2147	95	95	95	+ 8
Rio Algom	11173	$36	35½	36	+ ⅜
Rio 580 pr	185	$45	45	45	
Rio 8.5	300	345	345	345	- 15
Rio Alto o	3400	260	250	250	- 15
R Little	200	185	185	185	
Rogers A	2450	$9	8¾	9	
Rogers B f	1270	$9	9	9	
Roman	27800	$13½	12¾	12¾	- ¼
Ronyx Cor	500	340	340	340	
Rothman	435	$38	37⅜	37⅜	- ⅜
Roxy Pet o	39800	390	375	385	
Roxy wt	15100	50	47	48	- 1
Royal Bnk	90388	$26¼	26	26⅛	+ ⅛
Ry Bk 1.88	500	$17½	17⅜	17⅜	
Ry Bk 2.75	6300	$29¼	29⅛	29¼	
Ry Trsco A	4764	$19¼	19	19	- ⅛
R Tc A p	600	$27	26¾	27	+ ¼
Ruprtlnd o	21200	130	125	129	- 1
St Fabien o	2800	14½	14½	14½	- ½
Santa Mo	4500	53	53	53	+ 3
Scarboro o	7500	100	95	100	- 5
Sceptre	45755	$8⅛	7⅞	8	
Sceptre pr	300	$18⅜	18	18	
Scintillor o	4000	77	76	76	- 1
Scintrex	725	$7⅜	7½	7½	
Scot Paper	150	$22¼	22¼	22¼	- 1
Scot York	1300	199	196	196	- 4
Scotts f	25200	$7⅜	7½	7⅜	+ ⅛
Scotts C	400	$7½	7½	7½	
Seagram	14176	$85¾	84	84	- 1¾
Seco 3.5625	400	$28⅜	28⅛	28⅜	- ¼
Selkirk A f	42500	$9	8¾	8¾	
Shaw Ind	200	$11	11	11	- ¼
Shell Can	8250	$23⅞	23¼	23⅞	+ ⅜
Shltr Hy A	28935	290	280	280	- 10
Shltr OG o	4000	75	75	75	
Sheperd P	200	$5⅜	5⅜	5⅜	+ ⅛
Sherritt	2700	$7⅜	7¼	7½	+ ⅜
Shpng NZ p	100	$22½	22½	22½	+ ½
Sigma	1100	$14	13⅜	14	+ ⅜
Silver Lk o	31800	125	116	117	- 5
Silver Lk w	88500	25	17	17	- 3
Silvmq o	10300	28½	28	28½	+ 2½
Silverton o	10300	165	155	160	+ 10
Silvrwd A f	110	$8⅞	8⅞	8⅞	
Simco Eri	200	325	325	325	
SSears A f	6932	$7¾	7¼	7⅜	- ⅜
S Sears B	1392	$7	7	7	- ½
Sogepet o	4350	85	84	84	- 1
Somville p	250	$25½	25½	25½	
Sonor o	6000	90	85	90	+ 10
Southm	70800	$30	29½	29½	+ ¼
Spar Aerof	17161	$25¾	25	25½	+ ½
Spar w	27480	$14⅛	13⅜	13¾	+ ¼
Spooner	8000	54	52	52	
St Brodcst	125	$10⅜	10⅜	10⅜	
Std Trstco	1200	$14½	14½	14½	- ¼
S Trstco p	2150	$22¼	21⅞	22¼	
S Trstco w	6375	365	355	360	+ 5
Stanford o	33200	180	145	180	+ 47
States Ex o	5000	125	121	125	+ 7
Steep R	700	$5⅛	5	5	
Stelco A	30772	$19⅞	19½	19¾	+ ¼
Stelco C p	8685	$19	18¾	19	+ ⅛
Stelco D p	21300	$24	24	24	
Stelco E p	6400	$27¼	27	27¼	+ ½
Strnd OG o	3000	385	360	385	+ 15
Strhcona o	1700	37	36	37	- 1
Sud Cont o	2000	170	170	170	- 5
Sulpitro B f	4757	$7⅛	7	7	- ½
Sullvan	1100	310	300	310	+ 25

TORONTO (Revue de la semaine)

A-B

	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	1982 Haut	1982 Bas
AMCA Int	41976	$19½	18⅛	19⅛	- ⅜	23½	15⅜
Abtl Prce	1535	$18	17¾	17¾		22⅜	15
Abitbi 7½p	350	$32½	22½	32½		33	24½
Abitbi 10	948	$42	42	42	- ¾	42¾	34½
Acklands	705	$11¾	11	11	- ¼	14	10
Acklnd 2p	200	$10⅛	10⅛	10⅛	- 1⅜	13½	9½
Adanac M o	20500	75	60	65	- 5	120	48
Aero E o	42425	37	28	30	- 8	8⅛	20
Agassiz o	48335	175	136	168	+ 23	175	51
Agassiz w	53056	80	58	80		80	58
Agnico E	70675	$12⅜	11⅜	12⅛		13	480
Agra Ind A	3150	$10	9¼	9¼	+ ¼	10	6⅜
Aiguebel o	6100	$6½	6¼	6½	+ ⅛	7	250
Akaitco o	1500	71	71	71	+ 1	90	40
Albany o	35486	140	110	140	+ 15	150	51
Alt Energy	128459	$17¾	16½	17¼	- ⅜	20¼	8
Alt Enr A	9816	$30	29⅜	29⅜	- ⅜	31½	25½
Al Enr 1125	600	$31⅜	30⅜	31¼	+ 1	31⅜	27
Alta Nat	100	$24	24	24		27½	22
Alcan	353455	$30⅛	28	29½	+ ⅛	33	20⅜
Algo Cent	1060	$15	14¼	15	+ ⅜	18¼	13
Algoma St	61701	$26¾	25½	25¾	- 1	44	23
Algoma St p	6500	$20¼	19¾	19¾	- ¼	21	14¾
Algon Merc	200	$13	12¼	13	+ 1¼	13	10¾
Alum 3rd p	3000	$22½	21⅜	22		22⅞	18
Am Eagle o	82375	198	170	170	- 23	360	120
Am Leduc	91649	49	41	42	- 8	55	20
Andrs WA f	26870	$23¼	21	22½	+ 2	23¼	12
Andres W B	750	$22¾	21½	22¾	+ 2¾	22¾	12
Ang CT 4½	z10	$18⅞	18⅞	18⅞		18¼	14
Ang CT 265	110	$23	23	23		23	16
Ang CT 290	z10	$24	24	24		24	18¾
Ang CT 315	225	$26	25½	25½	- ½	26½	20
Ang UDev o	100100	180	75	160	+ 78	180	55
Anthes	3800	50	45	48	- 7	290	25
Arbor A	150	$7	7	7	- ½	7½	165
Arbor B f	13875	$7¼	7	7¼	+ ¾	7¼	400
Argosy o	4500	33	27	27	- 3	33	18
Argus	1166	$7½	7⅛	7½		9¼	435
Args 250 p	z55	$207⅜	207⅜	207⅜		21	16¾
Args 260 p	100	$22	22	22	+ 1	22	16¾
Argus B pr	415	$23	22	22½	+ ½	23	16¼
Argus C pr	3504	$5¼	5⅛	5⅛	- ⅛	7	285
Asamera	70850	$14¾	13¼	14¼		14⅜	8
Asbestos	1973	$11¾	11½	11½		19⅜	10
Asoc Porc o	5205	460	440	455	+ 5	475	190
Astral f	7500	460	445	445	- 15	6½	400
Atco I f	23636	$8¾	8⅛	8½	- ½	9¾	5
Atco II	34994	$9⅛	8⅜	8½	- ⅜	9¼	5
Atco 11½	20785	$29⅛	28⅞	29		29⅛	28⅞
Atl C Cop	2900	120	120	120		120	71
Atlantis o	207150	95	90	93	- 2	101	90
Atlas Yk o	160550	48½	44	47	- 1	73	25
Atlas w	11500	9	7½	9	+ 1	24	4
Augmitto o	7300	155	145	145		200	100
Ato Hard A	500	$8	8	8	+ ½	12	6½
BC Sugar A	12716	$16⅛	15⅜	15¾	- ¾	18	12
BC Sugar P	653	$10	10	10	- ½	10½	10
BP Can	240102	$42½	41⅜	42½	- ⅛	42⅞	20¾
Bachelor o	31655	$6	5⅜	5⅞	- ⅛	6⅞	186
Bakerfalc o	6400	53	52	52	+ 2	53	21
Banister C	27585	$10⅛	9⅛	10	- ⅛	10½	5¼
Bank BC	9183	$17½	16¾	17¼	+ ¼	25¼	11
Bk BC 228	2600	$20⅛	19	19	- 1½	20½	14¾
Bank Mtl	285270	$25¼	24½	24⅞	- ⅜	25¾	16¾
Bk Mtl 285	20122	$30	29¼	29½	- ¼	30	21½
Bk Mtl 250	24595	$24	22¾	23⅞	- ¼	26½	16½
Bk Mtl w	38790	$5⅝	475	5¼	- ⅜	6	190
Bank N S	70552	$31⅞	30	31¼	- ½	32¾	19¾
Bankeno o	12596	270	250	250	- 20	10	175
Bankeno u	5800	460	435	435	- 40	6¼	295
Bankeno w	20229	111	100	100	- 2	131	60
Barbcon A	800	300	300	300	+ 25	6	225
Barbcon B	200	275	275	275	+ 50	6	225
Barymin o	11700	14	13	13		21	10
Basic Res o	35700	151	125	125	- 26	490	125
Baton A f	3060	$9½	9⅛	9¼	+ ¼	9½	5½
Baton B	210	$9½	9¼	9½		9½	6¾
Bay Mills	200	$7½	7½	7½		7½	5⅞
Bell Canad	381167	$22⅜	21¾	22⅛	- ⅛	22½	16⅝
Bell C pr	1100	$22½	21¾	21¾	- ¼	22¾	16¾
Bell 1.80	2250	$17⅞	17⅛	17⅛	- ⅜	19	12½
Bell 1.96	700	$26½	26½	26½	- ¼	27	20¼
Bell 2.05	22220	$22⅜	21⅞	22	- ⅜	22½	16¾
Bell 2.70	65505	$26⅛	25¾	25⅞	- ⅜	29¼	20¼
Bl Hawk o	1000	15	14	14	- 1	25	10
Black Phot	16200	$10½	9	10¼	+ ⅛	11	7
Blackwod	6500	210	210	210	- 55	300	200
Blake Res o	45130	55	50	54	+ 2	495	20
Bluesky	85587	430	380	415		430	251
Bombdr A	2382	$16⅞	16	16	+ ½	16⅞	8½
Bombdr B f	225	$15⅜	15½	15⅜	+ 13⅜	15⅜	6⅞
Bonanza Oil	55018	$7½	5¾	6⅞	+ ⅞	7½	190
Bow Valy	175480	$19	17⅜	17⅞	- 1½	20½	10
Bow Vly 7	10305	$71½	68	71½	+ ½	77	50
Bow Vly R	28600	$5⅝	5¼	5⅜	- ½	8	300
Bralor Res	34050	$7½	6⅝	6⅝	- 1	14½	460
Bramalea	17850	$7½	7⅛	7½	- ¼	8⅜	395
Brscade p	33393	$31¼	30⅞	31⅛	+ ⅛	32⅞	26¼
Brascan A	40673	$18¼	17¾	18	+ ⅛	24½	12¼
Brascan B	2048	$17¾	17¾	17¾	+ 4⅜	18⅜	12¾
Brscn 8½	7950	$20½	19¾	20	+ ¼	21¼	15
Brscn 1981	8594	$24	23¾	24		24½	20
Brenda M	3350	$11¼	10½	10½	- ½	12½	6
Bright A	400	$18½	17½	18⅛	+ 1½	18½	12
Brinco	16183	285	280	284	- 5	6⅜	280
Brinco p	7933	470	450	460	- 5	490	405
Br Am Bnk	z5	$16½	16½	16½		17½	14
BCFP	92372	$8	7	7	- 1	12⅞	5⅜
BCFP pr	100	$24½	24½	24½	- ½	28½	24
BCRIC	402690	284	271	278	- 5	395	238
BC Phone	46431	$16¾	16⅛	16⅜	+ ⅛	17⅛	12¼
BCPh 4⅜ p	220	$39	39	39		39	27⅝
BCPh 4¾ p	150	$42	42	42	+ 2	42	29¾
BCPh 1956	420	$40	38	40		42	29¾
BCPh 4.84	400	$11	10¾	11	+ ¼	11	8
BCPh 5.15	523	$43½	43	43	- 1	44	34
BCPh 5¾ p	z21	$48	46¾	47¾		50	38
BCPh 6 pr	265	$52¼	50¾	52¼		52	38
BCPh 6.80	2855	$16¼	14⅜	16¼	+ 1¼	16¼	10½
BCP 7.04 p	2800	$15½	14⅜	15	- ¾	16	11¼
BCP 10.16 p	993	$22½	22	22	- ¾	23¼	16¾
BCP 2.32 p	100	$32	32	32	+ 2⅛	32	25
Broul Reef	19400	102	96	102	- 2	135	58
Brunswk	10020	$12⅞	11½	12½	- ½	14⅞	6½
Budd Can	1365	$6	5⅞	5⅞	- ⅛	6¼	430

C

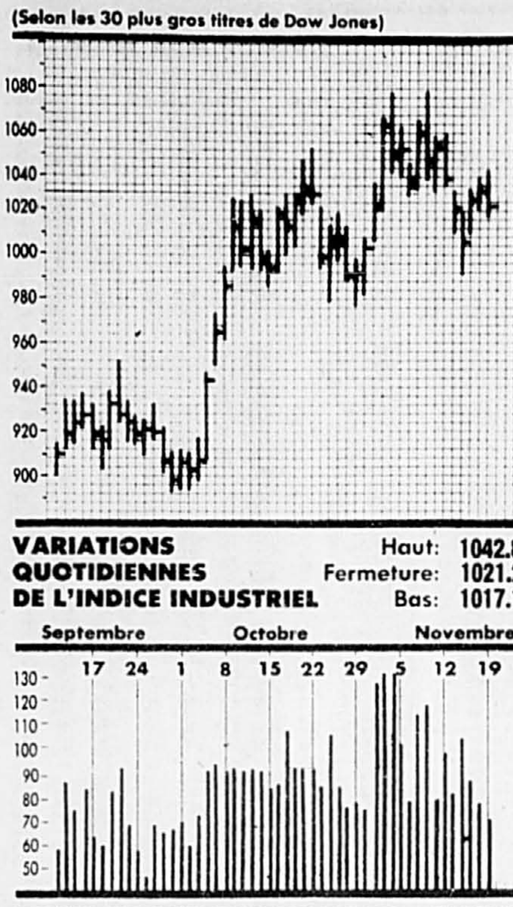
CAE	105765	$9¼	8¾	9⅛	- ¼	10½	6½
CCL Ind	15700	$6⅜	6	6¼	- ⅛	7¾	440
CIL	1734	$23¼	22½	22⅝	- 1¼	34	18¼
CME Res o	17627	72	67	67	- 5	109	27
Cableshar	13700	470	450	450	- 25	7¼	275
Cad Fry	97854	$8⅜	8¼	8⅜	- ⅛	13¾	5¼
Cad Fry A	7245	$6⅞	6⅝	6⅞	- ⅛	7¼	5⅛
Calvrt DA f	7600	200	160	160	- 25	350	80
Calvrt D B	5400	200	155	155	- 70	350	150
Calvert o	58067	54	48	50	- 4	65	24
Camchib	3180	$5½	5⅜	5⅜	- ⅛	6	375
Cmchib w	z300	57	57	57		100	20
Camel O G	27028	345	325	325	- 15	490	230
Camflo	11525	$10	9¼	9⅜	- ⅛	19¾	350
Camp RL	204144	$22¾	21	22½	+ ½	24½	10⅛
Camp Res	5900	$8¾	8½	8¾	+ ¼	9¾	465
Campeau f	53900	$9¾	8¾	9⅛	- ⅜	11	5
Camreco o	15500	170	155	160	- 10	220	47
Can Cem	11909	$11⅜	10⅝	11⅛	+ ½	11½	8
C Cem 6½	1213	$11½	10½	10¾	- ¾	11½	8¼
CCem 2 p	12513	$14	13⅜	13⅞	- ⅛	15	9⅝
CDC f	19966	$8	7⅜	7⅜	- ⅜	9½	425
CDC pr B	4110	$9⅝	9½	9⅝	- ⅛	99	79
CDC 1980	56628	$13½	13	13⅜	- ¼	15	9⅝
Can Malt	2075	$40⅛	39⅞	40	- ¼	41¼	27½
C Nor West	203578	$49	45¼	48¼	- ¼	50	18¼
CanP Ent	122703	$17¾	17¼	17⅜	- ⅜	19⅜	12⅞
C Packrs	1010	$32½	32	32½	+ ⅜	33½	28¼
CS Pete f	63835	$6¼	5⅝	5⅝		6¾	330
Can Trust	39528	$32	30½	31¾	- ¼	33	18¼
C Trust 7¼	28625	$24	22¾	23½	- ½	24½	13¾
C Trust 11	30150	$20⅜	20⅛	20¾	+ ½	20⅞	19⅛
Can Trust w	1350	$13	12	12	- 1	14	6⅛
CTrust w A	102245	$9¼	7¾	8¾	- ⅜	9⅜	6¼
C Tung	421	$17⅜	16⅞	17⅜	+ ½	25	13
Canadex o	73650	335	305	330	+ 25	335	100
C Arrow o	2200	50	50	50	+ 8	55	25
CCMan X f	350	$11	11	11	+ ⅛	11	8⅜
CC Man Y	250	$11	11	11	+ ¼	11¼	8½
C Curtis	9500	125	110	110		125	70
C Formst f	2020	265	250	250	- 25	435	180
C Formst sp	120	230	230	230	- 30	425	160
CGE	600	38	37¾	38		38	29½
CG Invest	312	$24¼	23½	24¼	+ ¾	26	17¼
C Bk Com	112483	$28¼	27¼	27¾	- ⅛	29⅛	16¼
CIBC 250 p	12035	$25	24½	24¾		25	19½
CIBC 2.05 p	43535	$23½	22½	23⅛	- ⅜	23¾	14⅜
CIBC 35625	27255	$28¾	28⅛	28⅜	- ¼	29¼	23⅝
CIBC w	24846	$6⅜	5¼	6⅜	- 2	9⅛	235
CIBC w 2	215080	355	290	335	- 20	420	60
C Lncort o	11200	22	18	22	+ 4	28	14
C Manoir	1500	300	295	300	- 5	365	250
C Marconi	21220	$50	48	48½	- 2	50½	26¼
Cdn Nat Res	187841	285	240	265	- 17	9⅜	106
C Nat 8.50	800	$14⅜	13¾	14⅜	+ ⅜	20½	8
C Ocdental	91032	$16	15	15⅛	- ⅜	17¼	9½
C Ocdntl p	400	$22	21¾	22	+ ¼	22½	17
CP Ltd	261607	$35	32¾	34⅜	+ ¼	41⅞	24⅞
CPL A p	261	$7¾	7¾	7¾	+ ⅛	7⅞	6¾
CPL 4 p	125	$10	10	10		11½	8
CPL UK p	200	$10⅛	10⅛	10⅛	+ ⅛	10⅛	8⅜
C Reserve	6020	$16	15½	15⅝	- ⅜	18½	9
Cdn Tire	2525	$48	45	45	- 3¼	50	31½
CTire A f	56148	$49¾	47	47	- 3	51	33
CUtil A f	h45462	$14	12¼	13½	+ 1	14	8½
C Util B	h44525	$13½	12¼	13½	+ 1⅛	13½	9¼
C Util 4¼ p	100	$36	36	36	- 1	37	29¼
C Util 5 pr	130	$43	43	43	+ 2	44	32¼
CUtil 6 pr	175	$50	50	50	- 1	51	37½
C Util 10¼ p	2295	$24	22⅜	23½	+ ¼	24	17
C Util 9.24	1070	$20	19½	19½	- 1	20¾	14¾
C Util 7.30	400	$17	17	17	- ½	17½	11¼
CUtil 2nd D	5300	$25⅛	25	25⅛	+ ⅞	26⅛	20
CUtil 2nd E	1000	$25	24¾	24¾	- ¼	25⅞	19½
CUtil 2nd F	7050	$28⅛	27½	28⅛	- ⅛	28⅞	24¼
CUtil 2nd G	4160	$29¼	28¾	29¼		29⅜	25¼
CWN G 4 pr	550	$7¼	7⅛	7¼		7¼	5¼
CWN 5½ p	275	$8½	8½	8½	- ⅛	9¾	7⅜
Canbra	900	$6¾	6½	6⅝	- ⅛	10½	5⅝
Canrav o	26200	43	40	40	- 3	60	29
Canron A	3280	$11	10⅝	11	+ ¼	14⅞	9
Canuc o	54300	54	45	45	+ 2	83	32
Canusa	h17158	$6¾	460	6	+ 120	6¾	100
Canusa w	200735	480	250	420	+ 150	480	15
Cnwst Fin p	1600	$25	24⅜	24½	+ ⅛	25	20⅛
Cara	4547	$9	8¼	8¼	- ¾	9½	5⅜
Cara A f	2075	$8⅜	7¾	7¾	- 1	9¼	5⅛
Carl OK	105480	$11¾	10⅞	11	- ¾	12	5⅛
Carl A p	1250	$20¾	20½	20¾	+ ¼	21¾	14⅜
Carl B p	225	$23½	23½	23½	- ½	24	17⅞
Carma 8¾	250	$6¼	6¼	6¼	- ¼	14½	5
Carma A	330073	298	240	279	+ 5	11¾	131
Carma cvp	38500	$6¼	5¾	5⅞	- ½	15⅞	410
Carolin o	16800	$13¾	12⅝	13⅜	+ ⅜	19⅞	6
Casidy A p	1200	$6⅜	6¼	6¼	+ ¾	6⅜	415
Celanese	4870	$6¾	6¼	6½	- ⅛	10½	440
Celanes 1 p	200	$7¾	7¾	7¾		7¾	6¼
Celan 175 p	1185	$13½	13	13	- ½	13½	10¾
Centrl Tr	3337	$8¾	8½	8⅝	- ¼	9½	5½
Ceres Res o	14350	190	175	175	- 27	275	110
Chancelor o	13300	155	140	140	- 10	195	101
Charter Oil	32000	105	95	95	- 10	150	75
Cherokee	13370	$6¼	6	6½	- ¼	7	275
Chieftan D	11698	$25½	25⅛	25⅛	- ⅜	25¾	14¾
Chieftan B	30560	$55½	55	55½	- ½	56¼	38½
Chromaco	z10	145	145	145		275	170
Chrysler	23597	$14⅛	11¾	13⅜	+ 1⅜	14⅜	425
CHUM B f	400	$17½	17½	17½		17⅜	14
Cneplx u o	2400	$5⅛	5⅛	5⅛	- ⅛	5½	5⅛
Cinequity	3500	23	20	20	- 3	60	12
Claiborne A	3300	220	205	220	- 5	275	105
Coastal f	4050	$9½	9½	9½		9½	5
Coastl A f	2000	$6¼	6¼	6¼	- ½	7½	340
Coho A f	7580	$6	5¾	5¾	- ⅜	8⅜	300
Coin Lake o	52700	28	23	23	- 6	40	16
Colonial o	3204	310	305	305		310	305
Color Y W	850	450	410	435	+ 85	450	325
Comaplex o	122350	135	80	130	+ 55	135	42
Comlesa o	1850	120	90	120	+ 40	120	35
Cominco	42862	$46¼	44½	44¾	- 1¼	55¼	33¾
Cominco A	3920	$20	19½	20	- ¼	21½	14¾
Cmrcl OG o	28462	199	181	191	- 5	215	85
Computlog	11974	$7⅜	6⅜	7		7⅞	340
Comterm	142720	$8¾	7⅞	8½	+ ⅞	8¾	5
Coniagas o	10500	220	200	210		265	110
Con Bath A	29975	$16¾	15⅜	16	- ¾	18¾	13⅜
Con Bath B	500	$16	16	16	- ¼	17⅞	13¾
Con Bath p	2142	$13	12½	12½	- ½	14¼	10½
Con Fardy	9368	209	200	200		230	135
C Copper o	33200	32	27	31½	- ½	45	14
C Durham	20744	116	110	113	- 5	225	65
C Louana o	18750	80	65	66	- 19	245	40
C Marbnr o	14006	50	45	50		67	44
Cons Pipe	1900	$7¼	7	7	- ¼	7¼	5½
Con Prof o	40800	145	126	135	+ 1	237	70
C Rambler	2200	$5½	5⅛	5½		5⅜	430
C Rexpar o	1600	27	26	27	+ 1	36	15
C Summit o	1250	42	42	42		65	25
Consoltex	3000	230	207	207	- 13	325	150
Con Distrb	8000	$14½	13⅞	14½		15	5⅛
Cons Gas	70201	$16¼	15⅜	16	+ ⅜	16⅜	11¾
Con Gas B	390	$48	46	48	+ 2½	48	37¼
C Gas 13½	8125	$28⅞	27¾	28⅞	+ ¾	29	24¼
Cons Gas w	90470	295	275	284	- 6	310	92
Con Glass	500	$16	15	16	- ¼	16¼	13
CTL Bank	37630	$11	10¼	10⅜	- ⅜	11	6¼
CTL Bk 5¾	8575	$17½	17½	17½	+ ½	17½	8
Control F	2000	167	165	165	+ 20	200	125
Conventrs	18900	$6½	6	6¼	- ⅜	11¾	355
Conwest A	5500	$5¾	5½	5¾	+ ¼	6¼	300
Conwst B f	42532	$5½	490	5½	+ ¼	5½	230
Conwst 6 p	350	$12	12	12		12	10
Cop Fields	1650	$7⅜	6¾	7⅛		10½	475
Corby vt	1921	$29½	28¾	28⅞	- ⅜	30	22
Corp Food	100	$51	51	51		54	40½
C Falcon C	45806	$14⅞	13⅞	13⅞	- ¾	15¾	7½
Corrida o	369141	315	207	280	+ 45	320	60
Coseka R	55956	$5⅛	480	490	- 35	12¼	315
Coseka 7 p	5400	$6	5¾	5¾	- ¼	7⅛	365
Costain Ltd	6650	$6	5½	5¾	- ¼	9¼	385
Courvan o	68275	52	28	51	+ 23	52	16
Craigmt	16100	300	285	300	+ 5	330	150
Crain RL f	4720	$12⅜	12	12¼	+ ⅛	14½	8¼
Crestbrk	100	$47	47	47	+ 1	52	27
Crwn Trst	1846	$61⅜	61½	61⅜		61⅜	16
Crown 14½	1672	$22¾	22¼	22¼	- ⅜	23¾	17½
CZelrba A f	5727	$31¼	31	31		31½	20½
Cullaton o	132987	315	300	305	- 10	14¼	130
Culaton 10	82813	330	305	320	- 10	355	250
Cuvier o	10750	33	30	30	- 3	41	17
Czar Res	44690	335	310	320	- 20	6⅜	175
Czar Wt	9400	40	35	35	- 5	85	18

D-G

DRG A f	2100	$6⅞	6½	6½	- ⅜	7	425
Dalmys	2005	$7½	7⅜	7⅜	+ ⅛	9	6¾
Dalmy C f	440	$7½	7½	7½		9	6½
Daon Dev	608441	229	175	181	- 34	5¼	70
Daon A f	5307	250	175	175	- 60	485	75
Daon 8⅜ p	7050	285	250	285	+ 15	5½	100
Daon 9½ p	3200	285	265	265	- 60	6	125
Datline	500	$7¾	7¾	7¾	+ ⅛	8¼	6
Dejour o	27300	37	34	36	+ 2	50	20
D Eldona o	74434	60	57	57	- 1	94	43
Delhi Pac o	62200	45	36	37	- 8	97	35
Denison	102880	$30⅜	28¾	29¼	- 1½	33¾	15⅜
Develcon	112303	$12¾	11¼	12½	+ ¾	12¾	6½
Dicknsn A f	45542	320	295	310	+ 10	345	100
Dicknsn B	19367	310	290	310		340	122
Digitech	2900	260	250	260	- 5	480	150
Discovry	17200	195	184	188	- 2	235	85
Dist Tr A	1825	40	40	40		100	20
Dofasco A	33104	$34¾	32½	33⅜	- 1⅜	41½	27
Dofasco 4¾	390	$41	41	41	+ ½	42	35⅛
Dofasco 235	4650	$20¾	20⅛	20⅛	- ⅛	21⅛	15⅞
Dofasco wt	20925	$5¾	5	5½	- ¼	8	295
Doman I	6020	345	325	325	- 10	6¾	220
Dome Cda	546402	470	435	450		6⅜	325
Dme Cda w	82024	40	32	35	- 1	163	32
Dome Mine	123509	$12¾	11¼	12⅜	+ ⅜	18⅜	6½
Dome Pete	h25113	370	285	345	+ 55	15	255
DPete A p	19101	$13	12⅜	13	+ ⅛	13¼	7
DPete B p	3812	$13	12⅜	12⅞	- ⅛	13	7
D Pete w	h10281	12½	8	11½	+ 2½	12¼	1
Dome Res p	19786	$56¼	56	56⅛	+ ⅛	56½	47
D Explor o	52300	64	60	60	- 4	82	29
D Scotish p	100	$18	18	18	- 1¼	20	16½
Dom Store	71768	$19⅛	16½	16½	- 2⅜	20	13
D Textile	5361	$15	14¼	15	+ ¾	15	8¾
Domtar	10461	$19½	19	19⅛	- ⅛	22	15½
Domtar pr	925	$8¾	8½	8½		9⅜	6¾
Dorset o	21600	43	35	37	- 4	85	25
Dorset w	13600	2½	1½	1½	- ½	15	1
Dover Ind	1820	$14½	13¾	14½	+ ½	14½	10⅞
Dr Mc C A	5811	$6½	6¼	6¼		8⅜	5¼
Drm Pete o	294400	78	62	62	- 15	270	26
Dunde Pal o	10000	15	15	15		34	9
Dunraine o	15567	51	50	50	- 5	77	25
Du Pont A	480	$18	18	18		29	13½
Dylex Ltd	140	$19½	19½	19½	- ¼	19¾	13¾
Dylex A f	58520	$19	18	18⅞	- ⅜	20	13
Dynamar	61850	250	205	240	+ 8	350	168
Dynex	16300	140	110	125		165	65
Est Mlrtic	16694	$10½	9	10½	+ 1⅛	10½	195
East Sul	2960	255	240	255	- 5	300	140
Eaton A	500	$7¾	7½	7⅝	- ⅜	8	534
Echo B 300	23035	$21½	19½	20¼	+ ¼	21½	8½
Echo 1986 w	32700	435	410	430		480	160
Echo 1987 w	41150	400	355	380	- 30	440	125
Echo 1988 w	39550	385	350	375	- 5	440	115
Echo 1989 w	50350	390	360	370	- 25	440	111
Econ Inv	z22	$21	21	21		22	18
Econ Inv p	150	$18⅞	18⅞	18⅞	+ ⅛	19½	17
Ego Res o	32300	57	53	57		66	31
Elcthom X	28375	$8¼	5¾	7⅜	+ 1¼	12	460
Elcthm Y f	84325	$7⅞	5½	7⅜	+ 1¾	12½	430
Electhom p	z30	$48¾	48¾	48¾		53	51
Emco	400	$12	12	12	- ⅜	13½	9⅜
Empire A f	100	$

NEW YORK

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)



VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE INDUSTRIEL

Haut: 1042.86
Fermeture: 1021.25
Bas: 1017.11

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 71,030,000

INDICES À LA BOURSE DE NEW YORK

	Ferm.	Var.
COMPOSÉ	79.32	—0.66
INDUSTRIELLES	90.20	—0.79
TRANSPORTS	71.51	—0.40
SERVICES PUBLICS	43.19	—0.21
FINANCE	89.06	—0.94

par AFP

NEW YORK — La bourse de New York a cédé aux ventes bénéficiaires vers la fin de la séance de vendredi après avoir consolidé la fermeté des deux derniers jours. L'indice des industrielles a clôturé à 1,021.25 en baisse de 10.85 points. Quelque 71 millions d'actions ont été traitées. La légère détente des taux d'intérêt enregistrée jeudi sur le marché hors banque a initialement ravivé l'espoir d'une baisse du taux d'escompte par la Réserve fédérale. Mais les analystes ont fait ressortir que la spéculation allait bon train à ce sujet depuis un mois, soulevant tour à tour l'optimisme ou le pessimisme.

Valeurs	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
ACF In	6	42	33¼	33⅛	33⅛ -	⅜
AMF	5	831	17⅞	16⅝	16⅝ -	1¼
AMRCp		29932	17⅞	17½	17¾ +	⅛
AMR wt		1156	6½	6	6¼ +	¼
APL	20	27	4	3⅞	3⅞	
ARA	9	332	33⅝	32¼	32¼ -	¾
ASA		686	52½	50¾	50⅞ -	1
AbtLab	16	786	38	37¼	37¼ -	¼
Acme Cl	7	65	18½	18	18 -	½
AMD	47	565	24¾	23¼	23½ -	¾
AetnaLf	8	6661	42½	39¾	40 -	2½
Aileen		100	3⅛	3	3⅛	
Air Prd	10	249	37⅜	36⅞	37⅛ -	⅛
Airb Ft	18	54	15⅞	14¾	14¾ -	⅛
Alberto	10	16	18⅛	17¾	18 +	¼
Alcan	71	1137	24¾	24⅛	24¼ +	⅛
AlcoStd	10	97	31¼	29½	29⅞ -	⅛
Alexdr	14	102	10½	10⅜	10⅜ -	⅛
Alleg Cp	10	42	54⅜	54⅛	54⅛ -	¾
Alg Int	8	74	28⅜	27⅞	28⅛ +	⅛
Allg Pw	7	385	23⅛	22¾	23 +	⅜
AllenG	43	52	15⅞	15⅜	15⅜ -	⅛
AlldCp	6	1520	37	36½	36½ -	⅛
AlldStr	10	440	37	36⅜	36⅞ -	⅛
AldTel	8	86	u22⅜	22¼	22½ +	⅜
AllisCh		92	9½	9⅜	9½ +	⅛
AlphPr		27	16⅞	16½	16½ -	¼
Alcoa	37	2669	27⅛	26⅛	26⅞ +	¾
Amax		1242	22¾	21⅝	21⅞ -	½
AmHes	14	3357	30⅛	28	28¼ -	1¾
ABrand	7	229	48⅛	47	47¼ -	½
A Bdcst	9	1649	50⅜	49	49¾ -	1⅛
Am Can		219	32	31½	31¾	
A Cyan	12	1077	31⅞	34½	34⅜	
ADT	11	109	47	46	46¾ +	½
AEI Pw	9	1948	18½	18⅛	18½ +	⅛
AmExp	11	1924	69¼	66¾	66⅞ -	1⅝
AGnCp	8	405	57¼	56¾	56¾ -	¼
AHoist		82	13¾	13¼	13¾ -	⅛
AHome	13	2078	44⅞	44	44½ +	⅜
Am Hosp	16	1157	42⅞	42⅜	42½	
AMI	15	332	35⅜	34⅜	34½ -	¼
AmMot		1111	6¼	6	6⅛ -	⅛
ANatR	5	197	37	36	36 -	1
AShip	8	37	10¾	10⅜	10⅜ -	¼
AmStd	17	427	27⅞	26¼	27 +	¼
A Steril	10	616	14⅜	14	14⅛ +	⅛
ATT	7	10428	60¾	60⅜	60½ -	¼
Amfac	16	55	26⅛	25¾	25¾	
Amplin	19	253	65¾	64⅜	64¾ -	¼
Ampco		4	12⅞	12⅞	12⅞ +	⅛
Amrep	24	16	9¼	9¼	9¼	
AmStar	15	97	25½	24⅝	24¾ -	1
Anlog	40	167	27⅜	27	27 +	¼
Bikdme	500	185	185	185	+	5
Blizard	1000	17	17	17		
BED	1000	35	35	35	+	3
Bol	10500	36	33	33		
Borcan	2000	21	19	21		
Bras d or	2200	315	300	315	+	15
Bras rng	30000	144	135	135	-	9
Brkwtr	34049	335	315	330		
Brkwt w	31000	36	31	33		
Brent	27400	144	135	140	+	2
Brican	4000	75	75	75	+	3
Bridge	3500	48	48	48		
Brigde	14000	95	80	80	-	9
Brgad w	21500	20	20	20	-	1
Br S ilbk	z400	87	87	87		
Britcol	38000	50	43	43	-	2
Brx min	32000	119	110	110	-	8
Bull	1000	90	90	90	-	10
Bur Gld	66600	70	55	60	+	2
Brnt gld	1000	50	50	50		
Butler	4000	29	27	27		
C T Exp	7000	45	40	45		
Cabre	15550	180	170	180	+	10
Cal dnvr	10000	115	105	112	-	3
Cal star	7400	110	102	105	-	3
Calif slv	7900	405	400	405		
Cdn arct	1500	35	29	35	+	1
Cancal	6500	10	10	10		
Caneco	1000	22	22	22		
Canfic	15500	67	58	65	+	7
Canlan	100	400	400	400		
Cantex	15000	25	25	25		
Capital	4400	105	100	101		
Carl crk	9500	55	51	51	-	12
Casino	z100	18	18	18		
Castle	100	450	450	450		
Caulfld	41000	50	45	50	+	5
Cdn long	1500	22	22	22	+	2
Cda min	8500	12	12	12		
Cdn ocea	2500	16	15	16	+	1
Cdn Res	3000	10	8	8		
Celeste	2500	27	27	27	-	2
Chargr	2000	22	22	22		
Charlot	1000	25	25	25		
Charlot	30900	260	225	255	+	30
Cheven	1336	105	105	105		
Choper	2000	11	11	11		
Cima	2000	20	20	20	-	2
Cisco res	1500	20	20	20		
Cobre	8000	29	27	27	-	3
Colby	600	175	175	175	-	10
Ciw	10300	23	20	22	+	1
Clonlal	7040	315	300	305	+	5
Colony	65100	183	171	175		
Colny w	40000	54	39	40	-	10
Comet	15000	40	36	36		
Cmwl	3500	18	18	18	-	4
Comput	500	11	11	11	+	1
Concrd	5260	40	30	30		
Condka	2500	80	76	76	-	4
Confed	19000	18	15	16	+	1
Cons	4750	45	44	44	-	1
C Bound	1000	28	28	28		
C Cinola	1400	700	675	685	+	10
C gascm	z40	56	6	6		
C S Butte	2500	45	45	45		
C strtgic	1625	40	40	40	-	2
Contct	102920	160	141	148	+	11
Cont Mrl	23576	85	80	80	-	7
ConSv	200	175	175	175		
Control	1000	58	58	58	-	1
Cop vork	1000	40	40	40	+	4
Cop Lak	5320	120	120	120	-	2
Coralta	705	160	155	155		
Core	4200	40	38	39	-	1
Core wt	11000	7	7	7		
Cornwl	2000	34	34	34	+	3
Corprte	30500	122	110	110	-	10
Corvet	6500	40	38	40		
Cosmos	3000	66	65	65		
Crack	1500	24	24	24		
Cream	5000	30	28	28		
Crescnt	4000	55	54	55		
Cube	3000	45	45	45		
Cumo	10900	305	290	295	-	5
Cusac	2400	250	250	250		
Custom	21700	135	120	125	-	10
Dor val	10400	225	210	211	-	4
Dakota	35000	52	48	49	-	3
Dkta w a	26000	11	9	9		
Dankoe	1700	94	90	94	+	9
Danstr	3000	16	16	16		
Dasher	4822	33	31	31	-	4
Datatc	3000	25	23	25	+	3
Davnpt	500	14	14	14		
Dawsn	500	31	31	31		
Del nort	2000	26	26	26		
Dltpet	z300	35	35	35		
Dentia	1300	71	71	71	+	Q
Devon w	1000	8	8	8		
Devion	1500	40	40	40		
Dimnd	7500	30	26	30	+	5
DPP	8800	87	82	82	-	4
Dimc	29500	25	21	22		
Dplmat	1500	74	74	74	-	1
Dorngo	11000	100	95	100	+	10
Donegl	5100	65	61	65	-	2
Dorado	6750	33	30	33	-	2
Dble cha	11000	55	51	55	+	4
D eagle	9000	55	50	54	+	4
Drucox	1200	12	12	12		
Duncan	8000	35	33	35		
Dunoil a	3400	151	136	136	-	14
Dusty M	1000	85	85	85	+	5
Dnamc	1500	48	46	46	-	2
Eagle R	20500	43	40	43	+	1
Eaglet	4300	350	350	350	+	10
East wst	3400	125	120	120	-	10
E leashd	16000	43	39	39	-	4
Estrn	9000	52	50	50	-	2
Eldrdo	3000	35	32	34	+	1
Electra	7500	50	44	50	+	7
Elctra w	500	7	7	7	-	1
Elmont	500	55	55	55		
Empire	5000	32	30	32		
Energx	5800	50	50	50		
Enex	2000	140	140	140		
Enfield	5000	29	29	29	+	3
Entek	3550	16	15	15	-	1
Entrpr	9635	30	27	29	-	1
Equity si	2400	$23½	23	23¼	+	¼
Esprnz	18500	160	135	145	+	10
Essex	4000	55	50	55	+	1
Eurocn	1100	100	100	100		
Europa	12130	72	71	72	+	2
Exclibr	3500	30	30	30		
Explre	10500	72	72	72	-	3
Expo oil	5000	9	8	8	-	1
Extotal	28100	153	130	141	-	15
Fairldy	1000	17	17	17		
Farmnt	5300	49	49	49	-	1
Farran	2000	130	130	130		
Frst dvn	1400	55	55	55		
Five M	1750	45	40	45		
Flair res	1000	150	150	150		
Flow res	7500	140	135	140	+	5
Flyer	10000	31	30	30	-	1
Frtn Isl	1000	14	14	14		
Forum	17100	130	125	125		
Fredon	81500	79	55	70	+	20
Fred w	50900	18	10	16	+	6
Fury	2500	32	32	32		
Galactc	2000	70	70	70	-	5
Galiltn	3000	30	30	30		
Gallant	1500	72	72	72	+	1
Galvstn	4000	182	180	180	-	5
Gardnr	1000	20	20	20	+	2
Gaslite	2000	65	65	65	-	5
Gavex a	9300	33	31	32	-	3
Gen alle	2500	470	470	470		
Gnl Egy	44720	33	30	30	-	2
Genex	3500	49	44	49	+	2
Genove	15500	75	72	72	+	2
Gnt pipr	3700	250	220	220	-	20
Gillian	1100	24	24	24	-	1
Glamis	11000	220	215	215	-	5
Gold cup	3500	23	22	22		
Global	4000	54	54	54	-	3
Glory	20500	42	38	40	-	2
Gd brige	11500	94	85	90	-	4
Gld reef	31000	21	19	21	+	2
Gold pan	5700	80	70	80	+	9
Goldblt	1973	65	65	65		
Gldnrl	97700	153	130	135	-	5
Gldn w a	91000	69	58	60	-	3
Goldn sc	40390	540	520	520	+	5
G scot w	11900	220	210	215		
Goldra	2000	92	92	92		
Goldex	4500	45	42	45	+	3
Goldrh	6000	39	36	39		
Gdsrch	1000	70	67	67		
Goldstk	8000	39	35	38		
Goldwn	22100	102	90	90	-	12
Goliath	48200	580	550	565	+	5
Golith w	14200	220	195	195	-	5
Gordon	20000	85	80	82	-	8
Gowga	4500	83	82	82	-	3
G camn	12000	26	25	25	-	2
G w pete	2750	70	65	65		
Grnwd	10700	31	26	31	+	4
Grnobl	12500	67	64	64	-	5
Grtn	12400	45	40	45	+	7
Grndst	z63	33	33	33		
G Centrl	9900	30	27	30	+	3
GN Land	200	135	135	135		
G N Pete	2000	16	16	16	-	4
Grt Pac	800	40	40	40		
Gulf ftn	500	90	90	90		
Hale	500	85	85	85		
Hallmk	17500	58	56	56	-	2
Hargor	3000	26	26	26		
Harlin	7300	300	290	290		
Hgd	400	110	110	110	+	5
Hmspr	100	130	130	130		
Heritge	8000	25	25	25	-	3
Hi cro w	38000	15	12	13	-	1
Hilnd Cr	8022	95	90	90	+	2
Hihmk	5000	84	80	84	+	3
Hillside	1000	23	23	23		
Himac	2000	72	70	72		
Host	5500	60	59	60	-	3
Hrs ind a	1000	280	280	280	-	20
Hmbolt	33500	26	25	25	-	1
Humbd	2000	33	33	33	+	4
IceStn	2100	45	45	45	-	1
Impact	2500	15	15	15		
Imprial	1500	51	51	51		
Inca	800	340	335	340		
Idp	12000	200	190	190	+	5
I wstwrd	751	70	70	70	-	5
Intr cn w	18000	6	4	5		
Inter con	10500	27	25	27		
I ocean	2200	180	180	180		
Intrcep	1050	90	90	90	-	10
Intrike	35200	205	185	190	-	10
Intrik w	7500	48	45	45	-	5
Intrmet	10000	30	27	28	-	5
Intrst	1400	85	85	85		
Itl Brmc	1300	25	25	25		
I chroke	z134	53	50	50	-	3
Intl crna	23351	495	475	475	-	15
I crona w	43382	162	135	135		
I dmascs	1178	230	230	230	-	10
I lonarc	814	26	26	26	-	1
I laco	z400	67	67	67	-	3
Intl mak	6000	30	22	30		
Intl Pete	9000	50	45	45	-	10
Intl phsr	22900	155	147	150	-	3
Ishasta	6000	28	28	28	+	1
I Stndrd	3000	75	75	75		
Invmav	8000	50	40	50	+	7
Iona ind	4225	145	135	145	+	10
Island M	1500	42	42	42	+	7
Ivory oil	4550	110	110	110	-	6
Ivory wt	6000	25	20	20	-	10
Jan res	6500	38	38	38	-	4
Javelin	z138	58	57	58		
Joy Ind	6650	74	65	74	+	4
Julia	2500	28	27	27		
June	1000	49	49	49		
Justen	6000	30	30	30		
Kala exp	3414	65	62	65		
Kamad	28200	155	140	145	+	10
Kndahr	59500	225	200	220	+	15
Karin Ik	700	14	14	14	-	1
Kenrgy	500	52	52	52		
Kenqat	5800	105	100	100	-	5
Kenedy	19500	60	58	59	+	3
Kenrtl	2000	40	40	40	-	1
Kettle	4000	165	165	165	+	5
Klna Kin	16500	125	115	120	+	5
Klondx	10700	95	90	90	-	3
Knle	3500	60	58	58	-	2
Knobby	6000	43	35	43	+	2
Kum	36000	106	100	105	-	5
La Teko	20600	285	265	270	-	10
Fabrge	18	82	17⅞	17¼	17⅜ -	1⅛
Fairchd	10	305	16⅝	16⅛	16⅜	
FrWstF		12	14	13½	13½ -	¼
Farah	12	223	10⅜	10⅛	10¼ -	⅛
Feders		170	3¾	3½	3⅝	
FdExp	18	1745	69⅜	67¼	67⅛ -	2½
Fed NM		5864	25	24½	24⅞ +	⅜
FdSgnl	12	39	19¾	19½	19½ -	¼
Fed DStr	11	578	50	48¼	48⅜ +	⅛
Ferro	13	44	23½	23	23 -	¼
Fieldcst	27	8	25¼	25¼	25¼ +	¼
Figgie	6	117	24⅜	23⅜	24⅛ +	1⅛
FnCpA	15	850	38	35¼	37 +	2
FinlFed		15	18⅜	18⅛	18⅜ -	⅛
Firestn		2488	u16⅛	15¾	15¾	
Fl Chrt		1681	18½	18⅛	18⅜ +	¼
Flntste	6	187	35¾	35¼	35⅛	
FstPa		254	5⅛	4⅞	5 -	⅛
FstPa wt		64	13-32		⅜	
FishFds	2	103	10¼	9¾	9⅞ -	⅛
Fleet En	30	204	34⅜	33⅜	33⅜ -	⅜
FlaPL	6	677	35¾	35½	35½ -	¼
Fluor	9	957	22⅜	21¾	21⅞ -	⅛
FordM		2585	32⅞	31⅞	31⅞ -	¾
ForMK	11	408	43⅞	43⅜	43⅜ -	⅜
FostWh	7	471	14	13⅛	13½ -	⅜
Foxbr	9	151	32⅞	32¼	32¼ -	¾
Frpt Mc	9	2572	15¼	14¾	14⅞ -	½
Frigtrn	10	75	16⅞	16¾	16¾	
Fruehf		293	23	22⅜	23 +	⅜
Fuqua		216	29⅛	28⅞	28⅞ -	⅛
GAF	6	297	12½	11⅞	12 -	¼
GCA	21	684	23⅞	22½	22½ -	1
GEICO	10	302	u45½	44⅞	45¼ +	⅛
GEO	8	522	11¾	11¼	11¼ -	⅛
GfEq		81	u 5⅜	5⅜	5½	
GTE	9	2799	42¼	40⅞	41 -	1⅛
Gannett	18	821	u61¼	59¼	60¼ +	¾
Gearht	8	551	13	12⅜	12⅜ -	⅜
Gelco	10	421	25¾	24½	25⅛ -	⅞
GAmOil	13	350	32	31½	32	
Gn Dyn	16	2350	30¼	29½	29¾ -	1¼
GenEl	12	3770	91⅜	90	90¼ -	⅜
GnFd	10	738	44½	43⅝	43¾ -	¼
G Host	7	405	17¼	16¾	16⅞ -	⅜
Gnlnst	15	1411	52	50¾	50¾ -	1
GnMills	11	895	50½	48⅛	48¾ -	1¾
Gn Mot	19	6435	57⅜	56⅜	56¾ +	⅛
GPU	11	762	6⅜	6⅛	6⅛ -	⅛
GnSignl	10	424	43	42½	43 +	¼
GTire	32	319	27¾	27⅜	27⅜ -	⅛
Gensco		150	5	4⅞	5	
GnRad	61	145	34	32⅞	33⅜ +	⅜
Genst		1091	19½	18¾	18¾	
GenuPt	15	111	43⅜	42½	43 +	⅜

Dow Jones hier: 1021.25 — 10.85

Valeurs	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
Ga Pac	15	1434	24⅛	23⅞	24¼ +	⅜
GerbPd	8	837	23½	22¾	23⅛	
Getty	5	901	50⅜	47	47⅜ -	3⅛
GibrFn		1012	11¼	10	10¼ +	⅜
Gillette	11	673	47¼	45⅜	46½ +	¼
GlobIM	3	613	10⅛	9¾	9¾ -	⅛
Gdrich	23	262	32½	30⅜	31⅛ -	1¼
Goodyr	10	963	32½	31⅞	32¼ +	½
Gould	15	1388	36¼	35⅜	36 +	¼
Grace	5	213	39⅞	38⅞	39 -	⅛
Granitv		30	10	10	10 +	½
Gt AP		204	8⅞	8	8 -	⅛
GtWFin	31	2070	26⅛	25⅝	25⅝ +	⅛
Greyhd	7	922	18⅝	18⅛	18½	
Gruman	19	317	47½	46⅞	47 +	¼
Guardl	15	151	33⅛	32½	32½ -	½
Gif Wsl	8	2995	u18½	17⅝	18 +	⅛
Gulf Oil	6	3294	31⅛	29⅝	29⅝ -	¾
GulfRs	17	78	13⅞	13⅜	13¾ -	¼
GlfStUt	6	1318	13	12⅝	12⅝ -	¼
Gulton	75	37	13½	13¼	13½ -	⅛
Halbtn	6	1819	30⅞	29¾	30 -	⅛
HamrP	7	338	30¼	29¾	29¾ -	½
Hndlmn	10	49	17	16¾	16¾ -	¼
HandH	18	128	16⅜	16⅛	16⅜ +	⅛
Hanna		746	19	18⅞	18⅜ +	⅛
HarBrJ	8	184	20⅛	19½	19¾	
Harlnd	17	115	22½	22	22½ +	⅛
Harnish		67	8	7⅞	8 +	⅛
Harris	18	x497	38½	36⅝	38½ +	1⅞
HarfSM	10	134	u37⅞	36¾	37⅛ +	⅛
Hazeltn	26	132	39¾	39	39¾ +	1
Hecks	9	752	13½	13⅛	13¼	
HeclaM		503	16	15⅞	15¾ +	⅜
Heinz	9	657	36¼	35⅞	36⅛	
HelnC	38	52	22⅛	21¾	21¾ -	¼
HelrInt	152	341	24⅞	23	24¼ +	1⅛
HelmP	6	742	18¼	17⅝	18 -	⅛
Hercules	14	3313	27¼	25⅞	26 -	1
Hershey	8	128	49⅞	48⅞	49⅝ +	¾
Hew P	23	3315	70¼	69⅛	69¾ -	¼
HiVolt	18	142	8⅜	8¼	8¼ -	⅛
Hilton	13	700	44⅞	44	44⅛ -	⅛
Holiday	18	484	36¼	35¾	35¾	
Hornstk	60	1119	43¾	42⅝	43½ +	1½
Hanwll	8	x1121	103¾	101⅛	101⅜ -	1
Hoov U	14	192	24⅜	24⅛	24⅛ -	⅜
Horizon	538	107	10¼	10⅛	10¼	
HospCp	20	1124	55⅜	54⅞	55⅜ +	⅜
Hotelln	11	23	26¾	26¼	26¾ -	⅜
HougM	10	15	33¾	33½	33⅜ -	⅛
HousFb	14	41	27⅞	27	27 -	¾
HousInt	10	2580	22⅜	22	22	
Houlnd	5	4995	19¾	19⅜	19½ -	⅛
HouNG	5	845	34	33⅜	33⅜ -	⅜
HowPt	15	264	17⅞	16	17⅞ +	1¼
HudM		20	13¾	13⅜	13⅜ -	⅛
HughTl	5	1650	18½	18	18 -	⅜
Human	18	1642	39¾	39¼	39⅜ +	⅛
HuntCh	16	30	12¼	12	12 -	¼
HutlEF	13	790	45¾	44	44¼ -	⅜
IC Ind	10	193	34¾	33¾	34½ +	⅜
ICN	22	187	7⅞	7⅝	7¾ -	⅛
INA In	2	15	17¼	17	17 -	⅛
IU Int	11	388	16⅝	16¼	16¼ -	¼
IdealB		254	18⅞	18¼	18½ +	⅜
ImpIC		117	14⅜	14⅜	14⅜ -	¼
INCO		2138	9¼	9⅛	9¼	
Inexco	9	557	9¼	8⅞	8⅞	
IngerR	7	313	41¾	41	41¼ -	½
InldSil		891	24¼	24⅛	24⅜ -	¼
Insilco	19	674	22⅛	21⅜	22	
Interco	10	125	57⅜	56¼	56½ -	½
Intrlk	11	27	30⅞	30½	30⅝	
IBM	13	6906	84⅜	82⅞	83 -	¾
'IntFlav	15	550	25¾	25⅛	25¼ -	¼
IntHarv		820	4¾	4⅜	4½ -	⅛
IntMin	8	397	36⅛	35⅛	35⅛ -	1
IntMult	7	479	31¼	30⅜	30⅞ -	⅜
Int Pap	7	493	46¾	45⅞	45⅞ -	⅜
IntTT	7	1319	32⅛	31½	31⅝ -	⅛
Int Nrth	6	1044	28¼	27½	27½ -	⅜
IntBakr	34	117	10⅛	9⅞	9⅞ -

ALBERTA

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
Albury	4500	40	40	40	
Am chr a	3500	50	50	50	
Am chr b	1000	50	50	50	
Amercr	1000	43	43	43	- 2
Aqarus	18000	73	70	73	+ 8
Argus rt	50100	2½	2	2	
Argus	2200	170	160	170	+ 10
Ashlu ex	1500	110	110	110	
Atebá	1000	25	25	25	- 8
Arellan	500	114	114	114	- 1
Barons	8800	284	279	279	+ 2
Beaver	1200	45	45	45	
Belore	5000	85	80	85	+ 5
Cal west	1000	18	18	18	
Calais	5500	57	56	57	
Captain	6500	25	25	25	
Carlyle	41700	195	150	185	+ 25
C basha	1200	65	65	65	
C pioner	680	350	350	350	
Chavc a	13100	475	440	450	- 15
Chavc w	100	380	380	380	
Chipmn	300	100	100	100	
Cmarn	400	310	305	310	- 20
Cncnat	25000	7	7	7	
Cinibar	500	75	75	75	
Cochrn	3700	35	35	35	+ 3
Concpt	3500	350	345	350	- 5
C gscom	2700	57	6½	7	+ ½
Crnatn	11000	90	85	85	- 5
Croscut	1000	110	110	110	- 5
Cultus	17700	18	17	17	
Deb 78 un	400	$24¼	24¼	24¼	
Encntr	1000	240	240	240	+ 35
Frst dev	1000	55	55	55	- 1
Flag res	6000	85	80	80	
Flin fin	12500	85	83	85	+ 5
Ft nrmn	5700	310	290	300	- 15
G amer a	5500	76	76	76	
Gld hwk	1000	20	20	20	
Gld lake	2000	215	215	215	
Gld brir	3000	55	50	55	
Grsmnt	2250	140	135	135	- 1
Hallmc	5900	90	86	90	
Intl tika	5200	50	50	50	
Jenifer	3000	19	19	19	+ 1
Jupiter	7000	39	30	39	
Knstate	2400	11	11	11	
Katana	6000	20	20	20	
Keeley	1000	70	70	70	
Kelvin	5000	51	51	51	+ 1
Kilucn a	1000	110	110	110	- 5
Kt res	1667	30	21	30	
Lariat	1000	60	60	60	- 10
Lasiter	1000	12	12	12	
Lobell	1000	16	16	16	
Loil corp	000	8	8	8	
Madre	4950	190	181	182	- 8
Mrcana	26300	59	51	51	- 4
Marshl	7800	120	110	113	+ 8
Midval	2100	30	30	30	
Newpss	1000	26	26	26	+ 6
Nwport	7000	120	110	120	+ 10
Nortex	2000	51	50	51	
Nth west	100	$100	100	100	
Oak intl	4000	12½	12½	12½	
Oak int w	4000	5	5	5	
Orbit	12946	380	350	365	- 15
Osway	66500	43	36	43	+ 8
Para res	150	$6	6	6	
Penstr	189000	71	50	60	+ 12
Pere pet	600	45	45	45	- 5
Petrhnt	9000	15	15	15	
Prmed	1000	60	60	60	+ 47
Reigate	7800	180	170	175	
S k pete	12700	120	120	120	
Sastex	1000	25	25	25	
Savana	2300	10	10	10	
Seagull	5400	260	250	250	
Shdofx	3000	248	244	244	+ 4
Shngtre	21000	44	40	44	+ 3
Sngate	1100	68	68	68	
Snmist	3000	15	15	15	
Surf oil	1650	13	13	13	
Trapor	1000	65	65	65	
Troy gld	1500	110	110	110	+ 10
Turner	2000	125	115	115	
Twina	108	300	300	300	
Twinb	5000	300	300	300	
Univ exp	2300	75	70	70	+ 2
Windi	1500	40	40	40	- 5
Ytwstn	20000	13	13	13	- 2
Zinmac	1187	230	220	230	+ 9
TOTAL VOLUME					752,488

DENRÉES AGRICOLES

Denrées (PC) — Cours des denrées transmis par le ministère fédéral de l'Agriculture:
Beurre: Commission canadienne de l'industrie laitière, prix d'achat, No 92, $4.33 le kg; No 93, $4.31 le kg; prix de vente, $4.31 le kg; prix moyen du grossiste au détaillant: $4.65 le kg. Fromage cheddar au kilo: blanc, $4.413; coloré, $4.420. Poudre de lait écrémé: No 1, sac de 25 kg, $2.59 le kg. Oeufs: prix moyens des grossistes aux détaillants, boîte d'une douzaine, A-extra-gros, $1.27 4-10; A-gros, $1.23 A-moyens, $1.13 6-10, A-petits, $0.86 4-10. Prix de gros aux distributeurs établis par la Fédération des producteurs avicoles du Québec: A-extra-gros, $1.24; A-gros, $1.19; A-moyen, $1.10; A-petit, $0.83; A-peewee, $0.48. Pommes de terre, prix de gros: Québec: lavées: $0.70 à $0.80 les 10 lb; $1.30 à $1.40 les 20 lb; brossées: $0.65 à $0.70 les 10 lb; $1.25 à $1.30 les 20 lb; $2.75 à $3.00 les 50 lb; I.-P.-E., $0.80 à $0.85 les 10 lb; $1.40 à $1.50 les 20 lb; $3.00 à $3.25 les 50 lb.

L'OR À TERME

MARCHÉ DE WINNIPEG

Cotes des contrats à terme de l'or, en dollars américains, à la Bourse des denrées de Winnipeg. Contrats de 20 onces:

	Ouv.	Haut	Bas	Ferm.
Déc. 82	—	—	—	415.00
Mars 83	—	—	—	424.00
Juin 83	—	—	—	434.00
Sept. 83	—	—	—	445.00
Déc. 83	—	—	—	455.00

Volume de jeudi 1 Contrat

Contrats de 200 onces d'argent

	Ouv.	Haut	Bas	Ferm.
Janv 83	10.20	10.27	10.10	10.05
Avr. 83	10.51	10.64	10.42	10.42
Juil 83	10.88	10.88	10.74	10.74
Oct. 83	—	—	—	11.03
Janv 84	—	—	—	11.35

Volume de jeudi 11 Contrats

L'ARGENT

Les courtiers londoniens ont haussé hier le prix de l'argent de $0.242 cents américains par rapport à l'ouverture de la veille

Vendredi $9.830

MONTREAL — Handy and Harman évaluait le prix de l'argent canadien à $12.068 l'once troy

NEW YORK- Handy & Harman's évaluait le prix de l'argent américain à $9.88 l'once troy.

TITRES AU COMPTOIR (de Toronto)

(Revue de la semaine)

Valeurs	Ventes	Haut	Bas.
INDUSTRIELLES			
Abitibi pfd	1250	19.00	19.00
Act Trad	4500	.25	.24
Alum CoCdaA pfdww	1871050	28.875	24.375
Alum CdaBpfdww	47300	25.00	23.875
Assoc Recreat	85950	1.05	1.05
Atco 11.5Prcv prd	83185	29.875	28.00
Autocrown	9000	.40	.35
Avco Fin S.Spfd		10.92.00	92.00z
Beauty Counsel	3415	2.125	1.875
BMI Capital	10000	.85	.80
BC Res Invpfd	88380	25.703	24.30
BC Teleph pfd	142645	25.954	24.75
Can Perm Mtge	50	35.00	35.00
Cdn Utilpfd ww	92640	25.75	23.00
Carvern Intl	5000	1.05	1.05
Cominco D cvpfd	12300	26.375	25.00
Cons BathA pfd	25271	50.00	45.00
Cons BathB pfd	48200	49.00	46.50
Cons Comp Com	27500	.25	.20
Cons Gas retApfd	200	28.125	28.125
Dom Anglo Invpfd	15	50.00	50.00z
First Utd Capfl	17300	2.625	2.00
Gaz Metropol	479	6.25	6.25
GM Accept Cda	7300	69.211	67.412
Gotaas Larsen	1000	4.75	4.75
H.O. Pincl	74000	1.25	1.00
HBay Co Acc	1475	18.200	18.125
Intl ByProds	105	.50	.50z
Intl Systcoms	47050	.86	.67
Intl Thomson	5000	8.55	8.45
Linear Tech	88150	8.50	6.043
London Life	448	410.00	365.00
Longford Eq	2000	1.54	1.41
Mercantile Apfd	19650	25.625	24.375
Merid Tech	1100	1.875	1.50
NorTel 5½Aprfd	130	8.75	8.75
NorTel 5½Bpfd	70	8.75	8.75z
NorTel 5½Cpfd	200	8.75	8.75
Nova 11.24pc pfd	362245	26.00	24.375
Plumb MartCor	5500	.30	.25
Polycom Sys	4300	1.25	1.25
Royl TrustC pfd	26870	26.875	25.375
Royl TrustD pfd	27600	26.625	25.325
Seel Mtge	1100	5.75	4.875
Transalta 1stpfd	26050	27.596	26.125
Video Indust	3750	.13	.13
Cineplex Units	2200	5.50	5.25
Alum Co Cda wr	429700	7.25	6.00
Cdn Utilwr	586400	4.625	3.15
Global Com wts	1265	7.25	6.80
Alum CoCdaApfdexw	606650	23.375	21.107
Alum CdaBpfd exw	57050	21.875	20.875
Cdn Utilpfd exwr	94625	20.875	19.50

Total volume: 5,057,998

TITRES AU COMPTOIR

(Revue de la semaine)

Valeurs	Ventes	Haut	Bas.
Aggressive	7000	8	8
A.I.S. Res	100	15	15
Alcan wts	6300	686	638
Alcan 9¼	8750	$25	21⅞
Alum Co 9¼	17500	$25	24¾
Ansin Mns	800	100	100
Atco 11½	500	$28¾	28⅛
Band Ore	1000	37	37
Banque Merc	2000	$25¼	25¼
Belg Stand	6350	200	121
Berncom	100	10	10
Brit ColRes 10¾	500	$25⅛	25
Brit ColTel 11¼	2400	$25⅜	25⅛
Brominco	110	112	100
Can ForeignSec	142	$24¼	24
Can PackEnterp	13250	$17¾	1755
Can Utilwts	1100	386	350
CanUtil 9pc	2600	$20⅛	20
Can Util 9pc pr	3600	$24¼	23⅛
Cane Res	500	20	20
Cannon	3000	33	30
Cominco	1000	$26⅛	25⅞
Cons Bath 11½	600	$50	49
Gaspesie	36000	43	30
Intl Systcoms	1950	85	80
Jenkins Can	320	$24¼	24¼
Modico A	155	150	125
Mt Pleasant	200	13	13
Mt Wright	13000	25	25
New Pascalis	2900	80	75
NorTel 5½	400	$8¾	8¾
Nova	2500	18	18
Nova 11¼	4000	$25¼	24⅜
Orwell Enr	18000	190	186
Probe	12000	25	25
Punters Gold	13000	8	8
Quebec GoldB	8800	140	120
Royl Trust	300	$26¼	26
Silver Lake	5000	20	18
Sogevex	304700	85	53
Trans Alt 12½	350	$26⅞	26⅞
West Allenbee	142500	220	145
Intl ByProds	105	.50	.50z
Intl Systcoms	47050	.86	.67
Intl Thomson	5000	8.55	8.45
Linear Tech	88150	8.50	6.043
London Life	448	410.00	365.00
Longford Eq	2000	1.54	1.41
Mercantile Apfd	19650	25.625	24.375
Merid Tech	1100	1.875	1.50
NorTel 5½Aprfd	130	8.75	8.75
NorTel 5½Bpfd	70	8.75	8.75z
NorTel 5½Cpfd	200	8.75	8.75
Nova 11.24pc pfd	362245	26.00	24.375
Plumb MartCor	5500	.30	.25
Polycom Sys	4300	1.25	1.25
Royl TrustC pfd	26870	26.875	25.375
Royl TrustD pfd	27600	26.625	25.325
Seel Mtge	1100	5.75	4.875
Transalta 1stpfd	26050	27.596	26.125
Video Indust	3750	.13	.13
Cineplex Units	2200	5.50	5.25
Alum Co Cda wr	429700	7.25	6.00
Cdn Utilwr	586400	4.625	3.15
Global Com wts	1265	7.25	6.80
Alum CoCdaApfdexw	606650	23.375	21.107
Alum CdaBpfd exw	57050	21.875	20.875
Cdn Utilpfd exwr	94625	20.875	19.50

Total volume: 5,057,998

OPTIONS SUR L'OR Montréal-EGCC

Série	Vol.	Int. en cours	Haut	Bas	Ferm.
Feb 300p	5	173	.80	0.00	.80
Feb 325p	5	250	2.00	0.00	2.00
Feb 350	4	2340	80.00	0.00	80.00
Feb 350p	545	1573	5.00	4.00	5.00
Feb 375	7	116	62.00	0.00	60.00
Feb 375p	34	493	10.50	0.00	9.00
Feb 400	15	279	46.00	0.00	44.00
Feb 400p	64	541	18.00	0.00	17.00
May 400	9	301	60.00	0.00	60.00
May 400p	6	379	26.00	0.00	26.00
Feb 425	218	811	31.00	25.00	28.00
Feb 425p	29	206	32.00	30.00	32.00
May 425	14	515	48.00	0.00	48.00
May 350	1	89	98.00	0.00	98.00
May 350p	3	576	9.00	0.00	9.00
May 375	2	1176	75.00	0.00	75.00
May 375p	12	251	16.00	0.00	15.00
Feb 450	113	1074	23.00	18.00	23.00
Feb 450p	10	342	49.80	0.00	49.00
May 450	3	854	34.00	0.00	32.00
Feb 475	71	1402	15.00	12.00	12.00
May 475	50	435	28.00	24.00	28.00
May 475p	5	17	49.00	0.00	49.00

Série	Vol.	Int. en cours	Haut	Bas	Ferm.
Feb 500	27	1126	10.00	4.00	7.00
May 500	3	411	18.50	0.00	18.50
Feb 550	86	1637	4.00	3.00	4.00
Total volume:		1341			

Série	Intérêt en cours	Offre	Demande
Feb 300	219	118.00	124.00
Feb 325	183	97.00	103.00
Aug 400	0	69.00	75.00
Aug 400p	0	0.00	0.00
May 425p	355	37.00	40.00
Aug 425	0	57.00	63.00
Aug 425p	0	0.00	0.00
May 450p	168	51.00	56.00
Aug 450	0	47.00	53.00
Aug 450p	0	0.00	0.00
Feb 475p	162	63.00	68.00
Feb 500p	1	82.00	88.00
May 500p	2	84.00	91.00
Feb 550p	1	130.00	136.00
May 550	893	9.00	11.00
May 550p	3	130.00	136.00

Total open interest: 1987

LES MÉTAUX

MARCHÉ DE LONDRES PRIX EN STERLING PAR TONNE MÉTRIQUE

FERMETURE

CUIVRE (cathodes qualité sup.)
comptant 886.50-887
à terme 900.50-901
ventes 97,475 tonnes

CUIVRE et CATHODES
comptant 850-851
à terme 870-870.50
ventes 8,200 tonnes

ÉTAIN (qualité ordinaire)
comptant 7260-7265
à terme 7275-7280
ventes 6,465 tonnes

ÉTAIN (qualité supérieure)
comptant 7260-7265
à terme 7275-7280
ventes Nul tonnes

PLOMB
comptant 278-278.50
à terme 287.50-288
ventes 32,675 tonnes

ZINC
comptant 432-433
à terme 437.50-437.75
ventes 65,250 tonnes

ALUMINIUM
comptant 597-598
à terme 613-613.50
ventes 219,775 tonnes

NICKEL
comptant 2080-2090
à terme 2125-2130
ventes 1,914 tonnes

LES OBLIGATIONS

par la Presse Canadienne

GOUVERNEMENT DU CANADA

Canada	11¾ Dec 15-82	100.00	11.75 - -
Canada	4½ Sep 1-83	95.60	10.61 + 20
Canada	16 Oct 15-83	104.10	11.08 - -
Canada	16¼ Apr 1-84	105.60	11.66 - -
Canada	15 Aug 1-84	105.50	11.32 + ¼
Canada	15¼ Jun 1-86-93	117.00	9.45 + ⅜
Canada	15 Mar 15-87	112.00	10.81 + ⅜
Canada	13 May 1-01	104.87	12.32 + ¼
Canada	9½ Oct 15-01	84.12	11.59 + ¼
Canada	15½ Mar 15-02	121.25	12.55 - -
Canada	11¼ Dec 15-02	93.50	12.12 - -
Canada	11¾ Feb 1-03	96.75	12.18 - -
Canada	10¼ Feb 1-04	88.00	11.80 + ¼

PROVINCIALES

BC Hy	14½ Apr 14-06	108.25	13.34 + ½
NB	13¾ Apr 8-86	106.00	11.55 - -
Nfld	13⅜ May 15-86	104.50	11.67 - ¼
NS	15½ Apr 15-97-87	114.00	13.29 - -
Ont Hy	15½ May 12-87	111.75	14.11 + ¼
Ont Hy	17 Mar 3-02	121.00	13.84 + 1
Ont Hy	14¼ Apr 21-06	108.50	13.07 + ½
QueHy	17½ Nov24-86-91	119.00	11.45 - -
Que	16¼-½ Mar22-87-97	115.00	11.72 - -

INDUSTRIELLES

Bell 11	Oct 15-04	90.50	12.25 + ¾
BC Tel	16⅜ Apr 1-87-92	113.50	12.26 - -
CIL	14½ Apr 15-96	106.50	13.44 - -
Cdn Util	17½ Mar 15-97	117.50	14.55 + ¼
Dofasco	17 May 1-97	116.50	14.27 + ¼
Nova	17½ Feb 15-87	113.00	13.35 + ¼
Nova	17¾ Feb 15-97	117.25	14.79 + ½

L'OR

LONDRES (PC) — Voici les cours de l'once (Troy) d'or à la fermeture des principaux marchés mondiaux, vendredi, en dollars US avec, entre parenthèses, les cours de jeudi:
Londres: $418.25 ($408.50)
Paris: $417.55 ($408.36)
Francfort: $418.02 ($409.99)
Zurich: $417.75 ($408.00)
Hong Kong: $417.48 ($409.41)

L'once d'or hier à la fermeture était cotée en devises canadiennes à $511.81 à l'offre comparativement à $510.41 à la demande par la FIDUCIE GUARDIAN et l'argent à $11.57 à l'offre comparativemennt à $12.24 à la demande.
TORONTO (PC) — L'once d'or fin cotait, vendredi à la clôture, $500 à l'offre et $515 à la demande, en devises canadiennes, selon les cotations fournies par la société Deak-Perera Canada Inc., important courtier en métaux précieux et en devises étrangères.

LE DOLLAR

MONTREAL (PC) — Le dollar américain a régressé de 3-100 et a clôturé à $1.2212 vendredi en devises canadiennes. Il était à $1.2215 jeudi. La livre sterling a gagné 13-20 et a clôturé à $1.9737.

Le dollar canadien a progressé de 1-50 et a clôturé à $0.8189 en devises américaines. La livre sterling a gagné 57-100 et a clôturé à $1.6162.

TITRES AU COMPTOIR

(Revue de la semaine)

Valeurs	Ventes	Haut	Bas.
Aggressive	7000	8	8
A.I. S. Res	100	15	15
Alcan wts	6300	686	638
Alcan 9¼	8750	$25	21⅞
Alum Co 9¼	17500	$25	24¾
Ansin Mns	800	100	100
Atco 11½	500	$28¾	28⅛
Band Ore	1000	37	37
Banque Merc	2000	$25¼	25¼
Belg Stand	6350	200	121
Berncom	100	10	10
Brit ColRes 10¾	500	$25⅛	25
Brit ColTel 11¼	2400	$25⅜	25⅛
Brominco	110	112	100
Can ForeignSec	142	$24¼	24
Can PackEnterp	13250	$17¾	1755
Can Utilwts	1100	386	350
CanUtil 9pc	2600	$20⅛	20
Can Util 9pc pr	3600	$24¼	23⅛
Cane Res	500	20	20
Cannon	3000	33	30
Cominco	1000	$26⅛	25⅞
Cons Bath 11½	600	$50	49
Gaspesie	36000	43	30
Intl Systcoms	1950	85	80
Jenkins Can	320	$24¼	24¼
Modico A	155	150	125
Mt Pleasant	200	13	13
Mt Wright	13000	25	25
New Pascalis	2900	80	75
NorTel 5½	400	$8¾	8¾
Nova	2500	18	18
Nova 11¼	4000	$25¼	24⅜
Orwell Enr	18000	190	186
Probe	12000	25	25
Punters Gold	13000	8	8
Quebec GoldB	8800	140	120
Royl Trust	300	$26¼	26
Silver Lake	5000	20	18
Sogevex	304700	85	53
Trans Alt 12½	350	$26⅞	26⅞
West Allenbee	142500	220	145

TITRES AU COMPTOIR (de Toronto)

(Revue de la semaine)

Valeurs	Ventes	Haut	Bas.
INDUSTRIELLES			
Abitibi pfd	1250	19.00	19.00
Act Trad	4500	.25	.24
Alum CoCdaA pfdww	1871050	28.875	24.375
Alum CdaBpfdww	47300	25.00	23.875
Assoc Recreat	85950	1.05	1.05
Atco 11.5Prcv prd	83185	29.875	28.00
Autocrown	9000	.40	.35
Avco Fin S.Spfd		10.92.00	92.00z
Beauty Counsel	3415	2.125	1.875
BMI Capital	10000	.85	.80
BC Res Invpfd	88380	25.703	24.30
BC Teleph pfd	142645	25.954	24.75
Can Perm Mtge	50	35.00	35.00
Cdn Utilpfd ww	92640	25.75	23.00
Carvern Intl	5000	1.05	1.05
Cominco D cvpfd	12300	26.375	25.00
Cons BathA pfd	25271	50.00	45.00
Cons BathB pfd	48200	49.00	46.50
Cons Comp Com	27500	.25	.20
Cons Gas retApfd	200	28.125	28.125
Dom Anglo Invpfd	15	50.00	50.00z
First Utd Capfl	17300	2.625	2.00
Gaz Metropol	479	6.25	6.25
GM Accept Cda	7300	69.211	67.412
Gotaas Larsen	1000	4.75	4.75
H.O. Pincl	74000	1.25	1.00
HBay Co Acc	1475	18.200	18.125
Intl ByProds	105	.50	.50z
Intl Systcoms	47050	.86	.67
Intl Thomson	5000	8.55	8.45
Linear Tech	88150	8.50	6.043
London Life	448	410.00	365.00
Longford Eq	2000	1.54	1.41
Mercantile Apfd	19650	25.625	24.375
Merid Tech	1100	1.875	1.50
NorTel 5½Aprfd	130	8.75	8.75
NorTel 5½Bpfd	70	8.75	8.75z
NorTel 5½Cpfd	200	8.75	8.75
Nova 11.24pc pfd	362245	26.00	24.375
Plumb MartCor	5500	.30	.25
Polycom Sys	4300	1.25	1.25
Royl TrustC pfd	26870	26.875	25.375
Royl TrustD pfd	27600	26.625	25.325
Seel Mtge	1100	5.75	4.875
Transalta 1stpfd	26050	27.596	26.125
Video Indust	3750	.13	.13
Cineplex Units	2200	5.50	5.25
Alum Co Cda wr	429700	7.25	6.00
Cdn Utilwr	586400	4.625	3.15
Global Com wts	1265	7.25	6.80
Alum CoCdaApfdexw	606650	23.375	21.107
Alum CdaBpfd exw	57050	21.875	20.875
Cdn Utilpfd exwr	94625	20.875	19.50

Total volume: 5,057,998

LES DEVISES

(PC) - Voici les taux des devises étrangères tels que fournis par la Banque de Montréal. Les cotes sont en monnaie canadienne.

Ces taux sont qualifiés de minimaux parce qu'ils fluctuent durant la journée et qu'ils varient d'une banque à l'autre. x-Taux mensuel fixe:

Afrique du S.	Rand	$1.0825
Allemagne O.	Mark	$0.4800
Ar. Saoudite	Rial	$0.3555
Australie	Dollar	$1.1550
Autriche	Schilling	$0.0680
Bahamas	Dollar	$1.2385
Bahrain	Dinar	$3.2375
Barbade	Dollar	$0.6250
Belgique	Franc	$0.024700
Bermudes	Dollar	$1.2385
Brésil	Cruzeiro	$0.006000
xBulgarie	Lev	$1.2765
Caraibes	Dollar	$0.4610
Chine	Renminbi	$0.6275
xColombie	Peso	$0.0185
Danemark	Couronne	$0.1365
E.A.E.	Dirham	$0.3335
Espagne	Peseta	$0.01025
États-unis	Dollar	$1.2209
Fiji	Dollar	$1.2650
Finlande	Mark	$0.2215
France	Franc	$0.1685
Grèce	Drachme	$0.0170
Guyane	Dollar	$0.4100
Hong kong	Dollar	$0.1850
Hongrie	Forint	$0.0318
Inde	Roupie	$0.1290
Indonésie	Rupiah	$0.001820
Irak	Dinar	$4.1500
Irlande	Livre	$1.6350
Israel	Shekel	$0.0410
Italie	Lire	$0.000835
Jamaique	Dollar	$0.6935
Japon	Yen	$0.004735
Koweit	Dinar	$4.1725
Liban	Livre	$0.2875
Malaysie	Ringget	$0.5180
Mexique	Peso	$0.0150
Norvège	Couronne	$0.1695
N.-Zélande	Dollar	$0.8700
Pakistan	Roupie	$0.1035
Pays-Bas	Florin	$0.4405
xPologne	Zloty	$0.0155
Portugal	Escudo	$0.01350
xRoumanie	Leu	$0.2750
Royaume-U.	Livre	$1.9819
Singapour	Dollar	$0.6540
Suède	Couronne	$0.1640
Suisse	Franc	$0.5605
Tanzanie	Schilling	$0.1330
xTchécosl.	Couronne	$0.2025
Trinidad-T.	Dollar	$0.5150
xURSS	Rouble	$1.6644
Venezuela	Bolivar	$0.2925
Yougoslavie	Dinar	$0.0200

Les cotes sont en devises canadiennes.

LES AURIFÈRES

Fermeture
Afrique du Sud (Adr's $U.S.)

	Offre	Dem.	Chan. net
Anglo. Amr Gold	82¾	83	+½
Blyvooruitzicht	13¼	13¾	+⅛
Bracken	2.55	2.75	+.05
Buffelsfontein	38⅜	38⅞	+1¼
De Beers Cons	51/32	53/32	+1/16
Doornfontein	18	18⅜	+1
Driefontein Cons.	25⅛	25⅛	+¼
Durban Deep	25	26	+½
E.R.P.M.	14	14⅜	+½
Elsburg	2.55	2.75	+.20
Free State Geduld	34⅛	35	+1⅛
Grootvlei	10⅛	10⅜	+½
Harmony	14¼	14⅜	+½
Hartebeesfontein	55½	57½	+2
Kloof	32¾	33	+⅜
Leslie	2.60	2.70	+.15
Libanon	24½	25½	+½
Loraine	4.20	4.40	+.15
Marievale	3⅛	3⅜	+⅛
President Brand	35⅞	36	+⅜
President Steyn	34½	34¾	+1¼
Randfontein	83½	85⅛	+3
Rustenburg Platinum	4½	4¾	+⅛
S.A. Land	4⅝	5	+⅛
St. Helena	33½	33¾	+1
Southvaal Holdings	41	42	+1½
Stilfontein	13⅞	14⅛	+⅛
Vaal Reefs	76¼	77	+1½
Vanderspoot	12⅛	12⅜	+⅜
Welkom	9916	938	+316
W. Rand-Cons	3	3¼	+⅛
West Areas	3.55	3.75	+.05
West Deep	39¾	39⅞	+1¼
West Holdings	37	37¼	+⅛
Winkelhaak	27	28	+½
Wit Mical	1.40	1.60	+.15

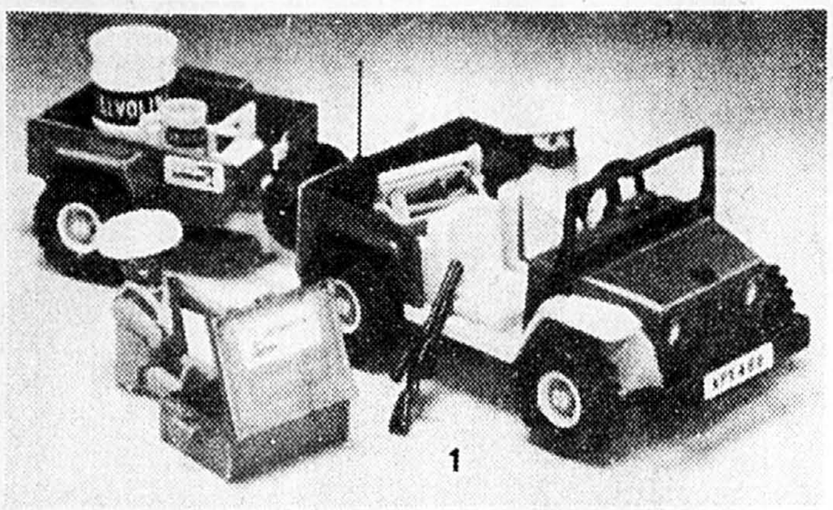
par F.H. Deacon, Hodgson Inc.

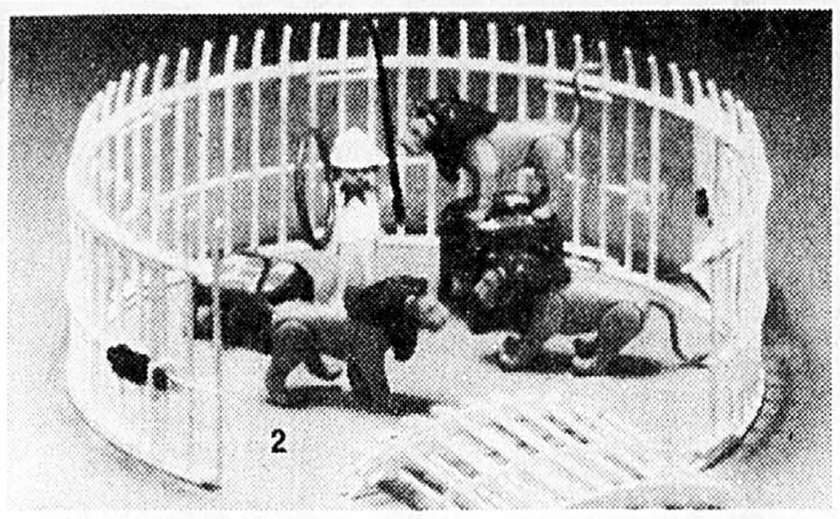
LES PETITES ANNONCES 285-7111

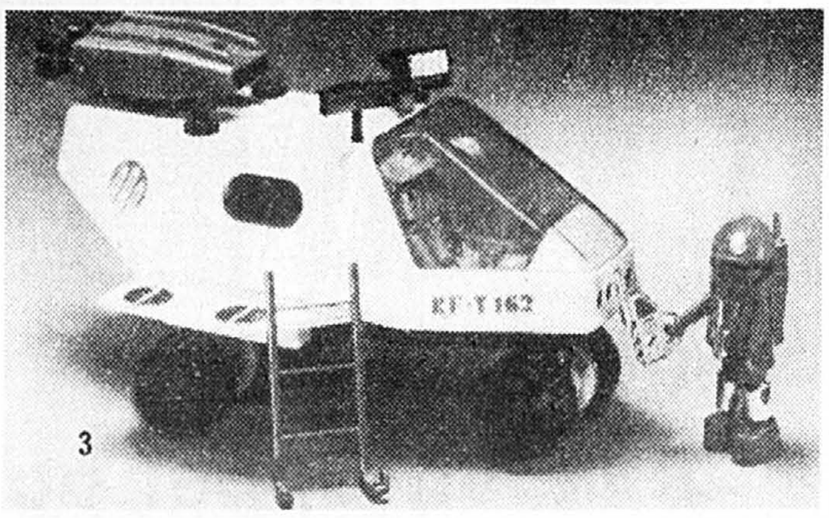
FONDS MUTUELS

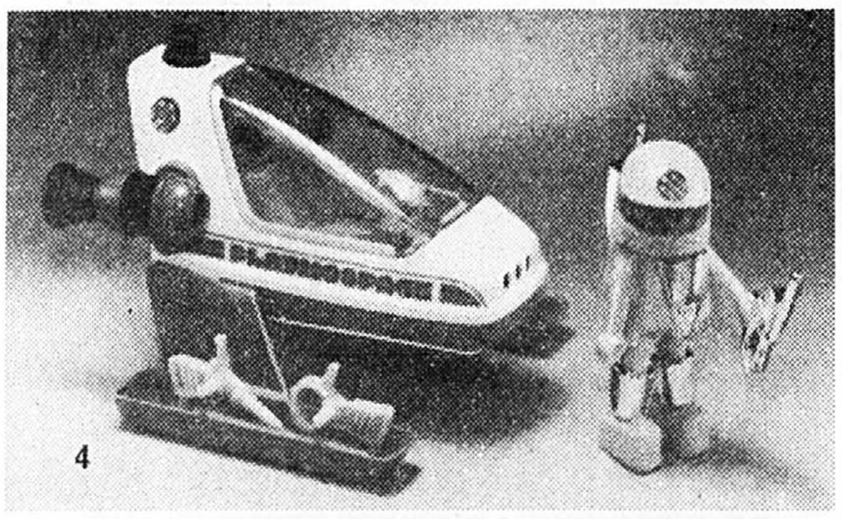
Institute Members		Universal Group	
AGF Group		American	7.49
Amer Grwth	12.28	Equity	17.02
Cdn Gas Egy	6.53	Income	4.29
Cdn Sec Gth	11.80	Japan	4.88
Cdn Trusteed	4.12	Resource	5.55
Corp Invest	7.98	Non-Members	
Corp Inv Sfk	3.88	nAltamira Fd	6.39
Gwth Equity	4.85	Assoc Inv	8.51
Japan	5.14	Beaucanatx	5.

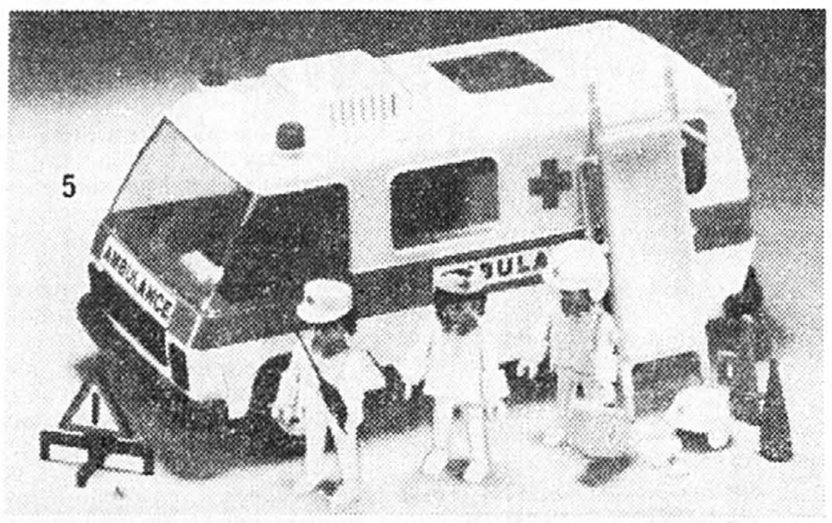
«Playmobil» et «Astros»... au Pays des jouets

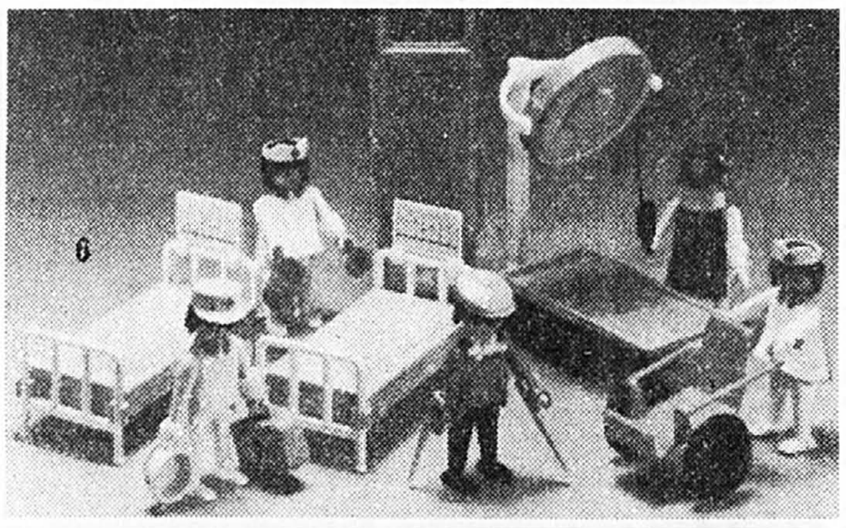

1

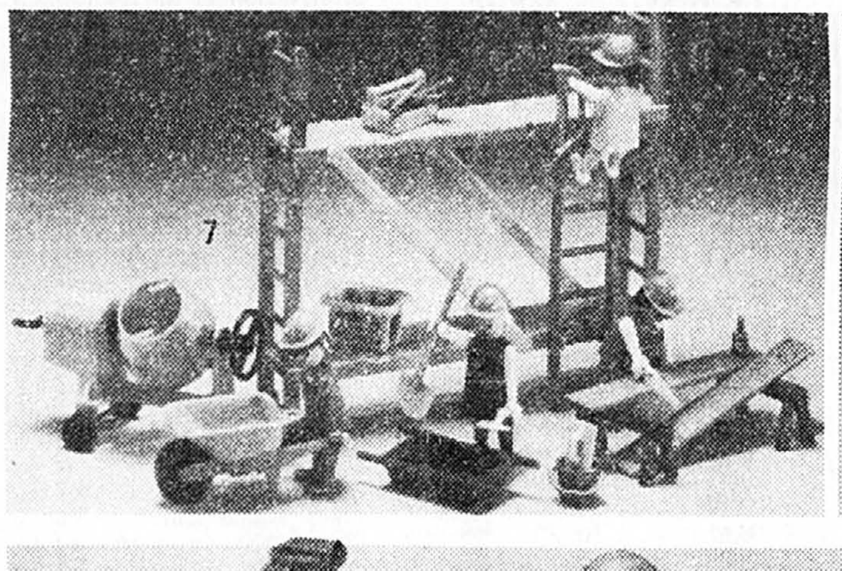

2


3


4


5


6


7

8

Pour développer l'esprit créateur de vos enfants

Avec les jouets «Playmobil», vos enfants peuvent laisser aller leur imagination, tout en s'instruisant sur le monde qui les entoure. Ils pourront partir en safari, dompter des lions, travailler dans un hôpital ou sur un chantier de construction. Une expérience stimulante et fascinante pour les enfants de 5 à 10 ans.

SAFARI. Explorez la jungle et cherchez les lions. Vous pourrez dompter ceux que vous aurez capturés.
1. Jeep et maison mobile pour safari, avec essence, fusils, outils et accessoires de camping.

Prix Simpsons **18.99**

2. Dompteur de lions, avec lions. Grande cage avec dompteur et 3 lions sur leur plate-forme, attendant la représentation.

Prix Simpsons **12.99**

DANS L'ESPACE. Devenez astronaute, explorez l'espace!
3. Véhicule spatial avec 2 astronautes, accessoires, et instruments très détaillés, espace pour dormir. Couvercle s'ouvrant.

Prix Simpsons **29.99**

4. Véhicule spatial avec astronaute et carlingue très détaillé. Couvercle s'ouvrant.

Prix Simpsons **11.99**

À L'HÔPITAL. Vous travaillez dans un hôpital, que d'action!

5. Ambulance bien équipée avec civières, trousses de premiers soins, infirmières, ambulanciers.

Prix Simpsons **19.99**

6. Médecins et infirmières, avec lits, civières, table d'opération, chaise roulante, béquilles.

Prix Simpsons **12.99**

SUR LE CHANTIER DE CONSTRUCTION. Construisez des maisons, devenez un grand entrepreneur.
7. Travailleurs de la construction avec tous les accessoires nécessaires: mélangeurs de ciment, échafaudages, brouettes, casques protecteurs, outils.

Prix Simpsons **16.99**

8. Camion «Playloader» avec décharge, pouvant servir de charrue. Travailleurs de la construction et accessoires.

Prix Simpsons **12.99**

Jeux «Astros» fonctionnant à l'air

Les petits jouets «Astros» sont surprenants et pleins d'entrain. Remplissez-les d'air et... ils sont partis! 6 ans et plus.

9. «Hoomdorm» planétaire... il saute et saute et saute encore!

Prix Simpsons **17.99**

10. «Sup'air bolide Astros». Remplissez le moteur d'air et le bolide se comporte exactement comme un véhicule propulsé à essence. Peut être dirigé. Pompe incluse.

Prix Simpsons **17.99**

11. «Floomdorm» planétaire. Une multitude de pattes lui permettent de se déplacer très, très vite.

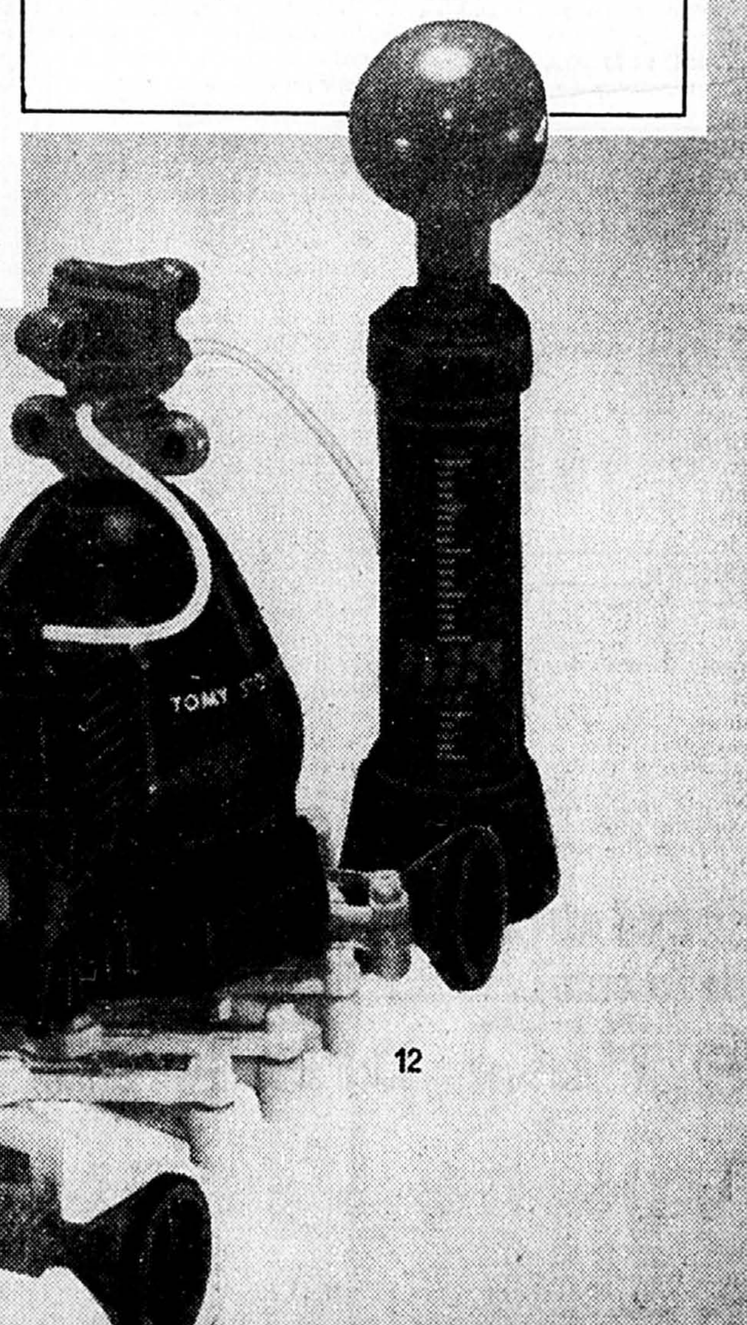
Prix Simpsons **17.99**

12. «Stoomdorm» planétaire, aux longues, longues pattes qui s'étirent et se replient sur elles-mêmes.

Prix Simpsons **17.99**

Rayon 470, Pays des jouets, au cinquième, centre-ville
Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno

Venez, écrivez... ou composez **842-7221** *jour et nuit*


9 10 11 12

Le Père Noël est arrivé chez Simpsons

Amenez vos enfants rencontrer le Père Noël!
Lundi au mercredi de 11h30 à 16h30
Jeudi et vendredi de 11h30 à 18h
Samedi de 11h30 à 16h30

Au cinquième, centre-ville seulement

Simpsons MD